



SESSION ORDINAIRE 2025-2026

18 SEPTEMBRE 2025

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

**PROJET
D'ORDONNANCE DE FINANCES**

**ouvrant des crédits provisoires
pour les mois d'octobre, de novembre
et de décembre 2025 sur le budget
de la Région de Bruxelles-Capitale
pour l'année budgétaire 2025**

RAPPORT

fait au nom de la commission
des Finances et des Affaires générales

par Zakia KHATTABI (FR)

GEWONE ZITTING 2025-2026

18 SEPTEMBER 2025

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

**ONTWERP
VAN FINANCIEORDONNANTIE**

**houdende opening van voorlopige kredieten
voor de maanden oktober, november
en december 2025 op de begroting
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
voor het begrotingsjaar 2025**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Financiën en de Algemene Zaken

door Zakia KHATTABI (FR)

Ont participé aux travaux de la commission:

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Membres effectifs

Vaste leden

MR	:	Clémentine Barzin, Aline Godfrin, Ismail Luahabi, Olivier Willocx.
PS	:	Nadia El Yousfi, Marc-Jean Ghyssels, Ahmed Laaouej.
PTB	:	Francis Dagrin, Patricia Parga Vega.
Les Engagés	:	Christophe De Beukelaer.
Ecolo	:	Zakia Khattabi.
Groen	:	Stijn Bex.
Team Fouad Ahidar	:	Ilyas El Omari.
N-VA	:	Gilles Verstraeten.

Membres suppléants

Plaatsvervangers

PTB	:	Françoise De Smedt.
Team Fouad Ahidar	:	Najima El Arbaoui.

Autres membres

Andere leden

PTB	:	Mehdi Talbi.
DéFI	:	Joëlle Maison, Gisèle Mandaila, Jonathan de Patoul.
Open Vld	:	Imane Belguenani.
Vooruit.brussels	:	Pascal Smet.
cd&v	:	Benjamin Dalle.

I. Exposé introductif du ministre Sven Gatz (réunion du 15 septembre 2025)

Le ministre a tenu devant les commissaires l'exposé suivant:

«Aujourd'hui, je vous présente le projet d'ordonnance de finances visant à ouvrir des crédits provisoires pour les mois d'octobre, de novembre et de décembre 2025, ainsi que deux amendements du gouvernement.

Cette quatrième tranche de crédits provisoires nous donne pour la première fois une vue d'ensemble complète des moyens disponibles pour l'année 2025. Comme pour les tranches précédentes, le vote porte uniquement sur les crédits provisoires pour le SPRB et les organismes administratifs autonomes de première catégorie (OAA 1).

Les organismes de deuxième catégorie ont en effet déjà obtenu la libération totale de leur budget au début de l'année. Dans un souci de transparence, leurs budgets, tant en matière de recettes que de dépenses pour 2025, sont également joints en annexe à l'ordonnance sur les finances, tout comme l'ensemble des recettes.

Malheureusement, nous devons à nouveau parler de crédits provisoires, et non d'un budget à part entière. Comme vous le savez, j'avais donné instruction à mon administration, Bruxelles Finances et Budget, d'établir un budget d'urgence 2025. Après une semaine intense de consultations trilatérales avec toutes les administrations, il est toutefois apparu que le résultat de cet exercice – un solde SEC de -1,96 milliard d'euros – n'était pas conforme à l'objectif visé de -1,2 milliard d'euros. Le 24 juillet, j'ai informé le Parlement de manière détaillée à ce sujet par courrier. Dans cette correspondance, je vous ai exposé les grandes lignes de l'exercice, les causes qui ont conduit à ne pas atteindre l'objectif et les résultats par organisme.

Comme vous avez pu le constater dans l'introduction des documents parlementaires, la méthodologie diffère cette fois-ci de celle des tranches précédentes.

Cela s'explique d'une part par l'intégration de mesures conservatoires dans cette quatrième tranche de crédits provisoires, pour un montant de 284 millions d'euros. Ces mesures ont été intégrées, comme vous le savez, pour garantir la continuité budgétaire de notre Région. En effet, depuis le début de l'année, deux dépassements importants ont été constatés, à savoir l'augmentation de 11 millions d'euros de la dotation au Parlement et l'augmentation de 80 millions d'euros des charges d'intérêts.

D'autre part, trois nouvelles provisions ont été prévues: une pour le SPRB et les OAA 1, de 136 millions d'euros, une pour la SLRB, de 164 millions d'euros, et une pour la STIB,

I. Inleidende uiteenzetting van minister Sven Gatz (vergadering van 15 september 2025)

De minister heeft voor de commissieleden de volgende uiteenzetting gehouden:

“Vandaag leg ik u het ontwerp van financieordonnantie voor houdende opening van voorlopige kredieten voor de maanden oktober, november en december 2025, evenals twee amendementen van de regering.

Deze vierde reeks voorlopige kredieten geeft ons voor het eerst een volledig zicht op de beschikbare middelen voor het jaar 2025. De stemming gaat, zoals bij de vorige reeksen, enkel over de voorlopige kredieten voor de GOB en de autonome bestuursinstellingen van eerste categorie (ABI's 1).

De instellingen van tweede categorie kregen immers reeds bij het begin van het jaar de volledige vrijgave van hun budget. Omwille van de transparantie zijn ook hun budgetten, zowel wat de ontvangsten als de uitgaven voor 2025 betreft, als bijlage bij de financieordonnantie gevoegd. Net als alle ontvangsten.

Spijtig genoeg moeten we opnieuw spreken over voorlopige kredieten, en niet over een volwaardige begroting. Zoals u weet, had ik de instructie gegeven aan mijn administratie, Brussel Financiën en Begroting, om een noodbegroting voor 2025 op te maken. Na een intensieve week van trilaterraal overleg met alle administraties bleek echter dat het resultaat van die oefening – een ESR-saldo van -1,96 miljard euro – niet in lijn lag met het beoogde doel van -1,2 miljard euro. Op 24 juli heb ik het parlement per brief daarover uitgebreid geïnformeerd. In die briefwisseling heb ik u uiteengezet wat de contouren van de oefening waren, welke oorzaken ten grondslag lagen aan het niet halen van het doel, en wat de resultaten per instelling waren.

Zoals u in de inleiding van de parlementaire stukken heeft kunnen constateren, wijkt de methodologie deze keer af van die van de vorige schijven.

Dat komt enerzijds door de opname van de bewarende maatregelen in deze vierde schijf van voorlopige kredieten, voor een bedrag van 284 miljoen euro. Die maatregelen werden, zoals u weet, opgenomen om de budgettaire continuïteit van ons gewest te garanderen. Sinds het begin van het jaar zijn twee aanzienlijke overschrijdingen bekend, namelijk de stijging van de dotatie aan het parlement met 11 miljoen euro en de toename van de rentelasten met 80 miljoen euro.

Anderzijds werd voorzien in drie nieuwe provisies: één voor de GOB en de ABI's 1 van 136 miljoen euro, één voor de BGHM van 164 miljoen euro en één voor de MIVB van

de 14 millions d'euros. Afin de combler le déficit des crédits de personnel dû à trois sauts d'indexation, nous avons utilisé la provision d'indexation existante. Dans le même temps, nous avons procédé à une correction auprès de quinze organismes et administrations dont le budget dépassait les besoins. Cela nous a permis de couvrir intégralement les déficits d'autres organismes et administrations, sans dépasser le cadre légal.

Le montant de la provision pour le SPRB et les OAA 1 a été déterminé sur la base des mesures conservatoires identifiées pour ces organismes en ce qui concerne la sous-utilisation 2024. Les deux autres provisions sont basées sur les besoins déclarés qui ont été identifiés après le cycle administratif pour cette quatrième tranche. À cette fin, j'invite le Parlement à accorder l'autorisation, par le biais du manteau, d'utiliser ces provisions si nécessaire. Il s'agit ici de provisions qui ne sont utilisées que dans des circonstances exceptionnelles, notamment lorsqu'une dépense urgente survient qui ne peut être couverte par les crédits disponibles. Leur utilisation est soumise à des conditions strictes. Elle ne peut être effectuée qu'après avis favorable de l'Inspection des finances, accord budgétaire délivré par mon cabinet, avis positif du Comité de vigilance budgétaire ou décision formelle du gouvernement. Aucun dossier n'est exécuté sans vérification complète.

Je dépose aujourd'hui une ordonnance de finances pour le SPRB et les OAA 1. Cette ordonnance respecte le cadre légal de l'INI 2024 en ce qui concerne le solde SEC. Elle intègre également les deux dépassements mentionnés précédemment. Il y a tout d'abord la forte augmentation des charges d'intérêts. Pour cette année, nous estimons cette augmentation à 80 millions d'euros, ce qui porte la facture totale à 415 millions d'euros. Cette forte augmentation est la conséquence directe de la forte hausse des taux d'intérêt – qui ont plus que doublé depuis la mi-2022 – et de l'augmentation de la dette. Ensuite, il y a l'augmentation de la dotation au Parlement approuvée par celui-ci.

Pour revenir un instant sur ces 415 millions d'euros d'intérêts, je pense que ce montant, qui semble encore abstrait pour certains, doit nous faire réfléchir. Comme vous pouvez le constater, nous parvenons à absorber l'augmentation de 80 millions d'euros, mais celle-ci annule en grande partie nos efforts. Cela illustre clairement qu'une réduction rapide du solde budgétaire négatif n'est pas une position politique, mais une nécessité pour la continuité de notre belle Région.

Sur la base des recettes actualisées et des crédits libérés sans utiliser ces provisions, nous obtenons un solde SEC de -1,241 milliard d'euros. Si nous utilisions l'intégralité des provisions, celui-ci s'élèverait à -1,555 milliard d'euros. Ce montant doit être considéré comme un scénario catastrophe. En tant que ministre du Budget, je mettrai tout en

14 miljoen euro. Om het tekort op de personeelskredieten omwille van drie indexsprongen het hoofd te bieden, hebben we de bestaande indexprovisie ingezet. Tegelijkertijd hebben we bij vijftien instellingen en administraties, waar het budget de behoefte overtrof, een correctie doorgevoerd. Dat heeft ons in staat gesteld om de tekorten bij andere instellingen/ administraties volledig te dekken, zonder een overschrijding van het wettelijke kader.

Het bedrag van de provisie voor de GOB en de ABI's 1 is bepaald op basis van de voor hen geïdentificeerde bewaarende maatregelen op de onderbenutting 2024. De twee andere provisies zijn gebaseerd op de aangegeven behoeften die na de administratieve ronde voor deze vierde schijf zijn geïdentificeerd. Hiertoe doe ik een beroep op het parlement om de machtiging te verlenen via de mantel om, indien nodig, gebruik te kunnen maken van deze provisies. Het gaat hier om provisies die enkel in uitzonderlijke omstandigheden worden aangesproken, met name wanneer zich een dringende uitgave voordoet die niet kan worden gedekt binnen de beschikbare kredieten. Het gebruik is aan strikte voorwaarden gebonden. Enkel na gunstig advies van de Inspectie van Financiën, een begrotingsakkoord afgeleverd door mijn kabinet, een positief oordeel van het Comité voor Begrotingswaakzaamheid of een formele regeringsbeslissing kan tot gebruik worden overgegaan. Geen enkel dossier wordt uitgevoerd zonder volledige verificatie.

Vandaag leg ik een financieordonnantie neer voor de GOB en de ABI's 1. Deze ordonnantie respecteert het wettelijke kader van INI 2024 met betrekking tot het ESR-saldo. Hierin zijn tevens de twee eerder genoemde overschrijdingen geïntegreerd. Allereerst zijn er de sterk oplopende rentelasten. Voor dit jaar ramen we een stijging met 80 miljoen euro, waardoor de totale factuur dit jaar uitkomt op 415 miljoen euro. Deze forse toename is het rechtstreekse gevolg van de sterk gestegen rentevoeten – die sinds midden 2022 meer dan verdubbeld zijn – én van de toenemende schuld. Ten tweede is er de door het parlement goedgekeurde verhoging van de dotatie voor het parlement.

Om nog even uit te weiden over die 415 miljoen euro rentelasten. Ik denk dat dat bedrag, dat voor sommigen nog altijd abstract lijkt, tot nadenken moet stemmen. Zoals u ziet slagen we erin de stijging met 80 miljoen euro op te vangen, maar tegelijk doet die stijging voor een groot deel onze inspanningen teniet. Dat illustreert duidelijk dat een snelle afbouw van het negatieve begrotingssaldo geen politiek standpunt is, maar een noodzaak voor de continuïteit van ons mooie gewest.

Op basis van de geactualiseerde ontvangsten en de vrijgegeven kredieten zonder gebruik te maken van deze provisies – bekomen we een ESR-saldo van -1,241 miljard euro. Indien we alle provisies in hun volledigheid zouden gebruiken, zou het ESR-saldo uitkomen op -1,555 miljard euro. Dat bedrag dient te worden gezien als een worstcase-

œuvre pour atteindre un solde SEC aussi proche que possible de 1,2 milliard d'euros, l'objectif fixé par le gouvernement.

La libération de cette quatrième tranche de crédits provisoires est absolument nécessaire pour garantir la continuité de nos services publics. Dans le même temps, je tiens à souligner que cette libération de crédits n'est pas un chèque en blanc. Elle ne signifie pas que les crédits disponibles seront effectivement dépensés. La règle de base reste en vigueur: chaque dépense, sans exception, est évaluée au regard du principe des affaires courantes strictement nécessaires.

En ce qui concerne 2026, je dois vous informer qu'il n'est pas possible d'établir un budget à part entière qui entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 2026. Pour y parvenir, les documents définitifs devraient en effet être transmis au Parlement dès la fin octobre 2025. C'est pourquoi une circulaire sera prochainement envoyée aux administrations afin qu'elles prennent les dispositions nécessaires pour la première tranche de trois mois de la nouvelle année, sur la base du budget initial 2024 et des mesures conservatoires.

Je comprends parfaitement que plusieurs partis souhaitent un budget 2026 à part entière, mais en tant que ministre du Budget en affaires courantes, je tiens à préciser que je suis lié par le dernier budget pluriannuel établi, qui date de fin 2023. Celui-ci prévoit pour le budget initial 2026 un solde SEC de -375 millions d'euros.».

II. Rapport de la Cour des comptes

En sa réunion du 10 septembre 2025, l'Assemblée générale de la Cour des comptes a approuvé une [lettre](#) transmise le même jour au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

III. Échange de vues avec les représentants de la Cour des comptes

Clémentine Barzin demande quels sont les risques liés aux dérogations constatées à la règle des douzièmes. On parle notamment d'un dépassement de 3,4 % en crédits de liquidation.

Que pense la Cour des comptes du fait qu'aucune précision n'est donnée sur le déficit, qui pourrait atteindre 1,555 milliard d'euros?

En quoi les tables de concordance des budgets et recettes sont-elles différentes de celles précédemment reçues? La Cour des comptes recommande-t-elle de détailler davantage les postes budgétaires actuels?

scenario. Ik zal alles in het werk stellen als minister van Begroting om een ESR-saldo te realiseren zo dicht mogelijk bij de 1,2 miljard euro, de doelstelling die door de regering naar voren werd geschoven.

De vrijgave van deze vierde reeks voorlopige kredieten is absoluut noodzakelijk om de continuïteit van onze openbare diensten te waarborgen. Tegelijk wil ik onderstrepen dat de vrijgave van kredieten geen blanco cheque is. Het betekent niet dat de beschikbare kredieten ook daadwerkelijk zullen worden uitgegeven. De basisregel blijft van kracht: elke uitgave, zonder uitzondering, wordt getoetst aan het principe van de strikt noodzakelijke lopende zaken.

Wat 2026 betreft, moet ik u meedelen dat een volwaardige begroting die op 1 januari 2026 van kracht wordt, niet haalbaar is. Om dat te realiseren, moeten de definitieve documenten immers al eind oktober 2025 aan het parlement worden bezorgd. Daarom zal er eerstdaags een omzendbrief worden verzonden naar de administraties om de nodige voorbereidingen te treffen voor de eerste schijf van drie maanden van het nieuwe jaar, gebaseerd op de INI 2024 – bewarende maatregelen.

Ik begrijp ten volle dat meerdere partijen een volwaardige begroting 2026 wensen, maar als minister van Begroting in lopende zaken sta ik erop mee te delen dat ik gebonden ben aan de laatst opgestelde meerjarenbegroting die dateert van eind 2023. Die voorziet voor INI 2026 in een ESR-saldo van -375 miljoen euro.”.

II. Verslag van het Rekenhof

De Algemene Vergadering van het Rekenhof heeft tijdens haar vergadering van 10 september 2025 een [brief](#) goedgekeurd die dezelfde dag aan het Brussels Hoofdstedelijk Parlement is toegezonden.

III. Gedachtewisseling met de vertegenwoordigers van het Rekenhof

Clémentine Barzin vraagt welke risico's er verbonden zijn aan de vastgestelde afwijkingen van de regel van de twaalfden. Er is met name sprake van een overschrijding van 3,4% in vereffeningskredieten.

Wat vindt het Rekenhof van het feit dat er geen duidelijkheid wordt geboden over het tekort, dat zou kunnen oplopen tot 1,555 miljard euro?

Waarin verschillen de concordantietabellen van de budgetten en ontvangsten van de eerder ontvangen tabellen? Beveelt het Rekenhof aan om de bestaande begrotingsposten gedetailleerder weer te geven?

Gilles Verstraeten renvoie au dossier Hydria. Les magistrats de la Cour des comptes ont émis des critiques au sujet de cette inscription budgétaire. Ont-ils pu examiner les amendements déposés par le gouvernement en réponse à leurs remarques?

Benjamin Dalle demande des précisions sur les potentielles conséquences négatives du transfert des actions d'Hydria vers la SA Centre de tri. L'estimation d'une conséquence négative sur le solde SEC, qui s'élève à 229,5 millions d'euros, est-elle correcte?

En outre, l'amendement déposé par le gouvernement permet-il à l'opération d'être neutre au niveau du SEC?

Enfin, l'autorisation de dépense totale dépasse les 100 % du budget initial 2024. Après un an de crédits provisoires, leur logique est-elle respectée? Qu'en est-il des 300 millions d'euros de provisions qui seront débloqués sous certaines conditions? Est-il conforme à la technique budgétaire que le Parlement accorde une telle autorisation au gouvernement?

Christophe Rappe, conseiller près la Cour des comptes, s'attarde en premier lieu sur les risques de dépassement des crédits provisoires.

Il rappelle que le taux d'exécution budgétaire figure en annexe du courrier de la Cour des comptes et précise que les crédits provisoires existent pour des raisons spécifiques. La loi prévoit des dérogations à la règle stricte des douzièmes, notamment en cas d'urgence ou pour assurer la continuité du service public. Ainsi, le mécanisme des crédits provisoires n'exclut pas la possibilité de dépassements. L'article 14 du dispositif encadre ces cas particuliers.

En réponse à une question de Mme Barzin, il évoque les ajustements apportés au tableau de concordance. Contrairement aux remarques antérieures de la Cour, il n'a pas été constaté cette fois de regroupements assimilables à des dérogations flagrantes. Les modifications concernent uniquement les services généraux, sans impact sur les organismes autonomes de première catégorie.

L'opération Hydria a été commentée dans le rapport de la Cour des comptes transmis aux commissaires. À la suite des commentaires de la Cour des comptes, le gouvernement a transmis un amendement au Parlement. Celui-ci répond aux remarques formulées et comporte trois corrections principales:

1. l'intégration des dépenses relatives à cette opération dans le budget de Bruxelles Propreté, permettant une neutralité budgétaire complète;

Gilles Verstraeten verwijst naar het Hydria-dossier. De magistraten van het Rekenhof hebben kritische kanttekingen geplaatst bij deze begrotingspost. Hebben zij de amendementen die de regering in antwoord op hun opmerkingen heeft ingediend, kunnen bestuderen?

Benjamin Dalle vraagt uitleg over de mogelijk negatieve gevolgen van de aandelenoverdracht van Hydria naar de nv Sorteercentrum. De negatieve impact op het ESR-saldo wordt geraamd op 229,5 miljoen euro. Is dat correct?

Maakt het door de regering ingediende amendement de verrichting ESR-neutraal?

Tot slot ligt de totale uitgavenmachtiging boven de 100% van de initiële begroting voor 2024. Wordt de logica van de voorlopige kredieten na één jaar toepassing gerespecteerd? Hoe staat het met de 300 miljoen euro proviesies die onder bepaalde voorwaarden zullen worden vrijgemaakt? Is dat conform de begrotingstechniek waarbij het parlement een dergelijke machtiging verleent aan de regering?

Christophe Rappe, raadsheer bij het Rekenhof, gaat voor eerst dieper in op de risico's die gepaard gaan met het overschrijden van de voorlopige kredieten.

Hij wijst erop dat het percentage van de begrotingsuitvoering in de bijlage bij de briefwisseling van het Rekenhof is opgenomen en verduidelijkt dat voorlopige kredieten een specifieke bestaansreden hebben. De wet voorziet in afwijkingen van de strikte regel van de twaalfden, met name in noodgevallen of om de continuïteit van de openbare dienstverlening te waarborgen. Het systeem van voorlopige kredieten sluit dus de mogelijkheid van overschrijdingen niet uit. Artikel 14 van het beschikkend gedeelte regelt die bijzondere gevallen.

In antwoord op een vraag van mevrouw Barzin verwijst hij naar de aanpassingen in de concordantietabel. In tegenstelling tot eerdere opmerkingen van het Rekenhof werden ditmaal geen hergroeperingen vastgesteld die zouden kunnen worden beschouwd als opvallende afwijkingen. De wijzigingen hebben uitsluitend betrekking op de algemene diensten, zonder gevolgen voor de autonome bestuursinstellingen van categorie 1.

De verrichting met betrekking tot Hydria komt aan bod in het verslag van het Rekenhof dat aan de commissieleden is bezorgd. Naar aanleiding van de opmerkingen van het Rekenhof heeft de regering een amendement ingediend bij het parlement. Dat amendement komt tegemoet aan de geformuleerde opmerkingen en bevat drie belangrijke correcties:

1. De opname van de uitgaven met betrekking tot die verrichting in de begroting van Net Brussel, waardoor volledige begrotingsneutraliteit wordt bereikt.

2. la correction d'une discordance de l'ordre de 2 millions d'euros dans les montants;
3. l'introduction d'un cavalier budgétaire dans le dispositif de l'ordonnance, afin que le Parlement puisse examiner la question lors du vote des crédits provisoires.

L'orateur précise que cette opération n'a pas de conséquences sur le solde net de financement, bien qu'elle affecte initialement le solde brut, désormais corrigé.

Il signale également que les dividendes d'Hydria seront désormais perçus par la SA Centre de tri et non plus par la Région.

Concernant la logique des crédits provisoires, il reconnaît un dépassement de l'ordre de 103 % pour les crédits de liquidation. Bien que, théoriquement, les crédits provisoires doivent correspondre exactement (100 %) au dernier budget voté, la loi autorise certains dépassements. Cette situation n'est donc pas jugée en soi problématique, d'autant qu'un taux d'exécution budgétaire partiel peut encore réduire ce pourcentage.

Enfin, concernant le recours aux provisions, il indique qu'il s'agit d'une pratique répandue à différents niveaux de pouvoir, mais celle-ci est systématiquement critiquée par la Cour en raison du manque de visibilité sur l'utilisation des moyens publics. Pour 2025, le montant des provisions s'élève à environ 314 millions d'euros, un niveau jugé exceptionnel comparé à 2024, où il est bien plus faible. Cette différence peut entraîner – en termes de solde de financement – un écart budgétaire final compris entre 1,2 et 1,5 milliard d'euros.

Il souligne la nécessité d'un encadrement strict en vue d'atteindre l'objectif fixé par le ministre pour atteindre un solde proche de moins 1,2 milliard.

Walter Schroons, conseiller près la Cour des comptes, précise que les 3,4 % de dépassement ne valent qu'en cas d'utilisation de la totalité des provisions budgétaires. Ce n'est qu'à la fin de l'année que les besoins réels pourront être constatés.

Il ajoute que la Cour des comptes, lors des débats concernant les douzièmes provisoires précédents, avait déjà émis le risque de l'existence d'un certain nombre de déficits probables, notamment au niveau de la STIB.

Dans un monde idéal, on se limiterait à 100 %. Mais le dépassement actuel se justifie par les dérogations légales prévues, par exemple en vue de garantir la continuité du service public.

2. De correctie van een verschil van ongeveer twee miljoen euro in de bedragen.
3. De invoering van een begrotingsruiter in het beschikbare gedeelte van de ordonnantie, zodat het parlement zich daarover kan buigen bij de stemming over de voorlopige kredieten.

De spreker verduidelijkt dat die verrichting geen gevolgen inhoudt voor het netto vorderingensaldo, hoewel zij aanvankelijk wel het bruto saldo heeft beïnvloed, dat inmiddels werd gecorrigeerd.

Hij wijst er ook op dat de dividenden van Hydria voortaan door de nv Sorteercentrum zullen worden geïnd en niet langer door het gewest.

Wat de voorlopige kredieten betreft, erkent hij dat er een overschrijding is van ongeveer 103% voor de vereffeningskredieten. Hoewel de voorlopige kredieten in theorie volledig (100%) moeten overeenstemmen met de laatst goedgekeurde begroting, staat de wet bepaalde overschrijdingen toe. Deze situatie wordt op zich dan ook niet als problematisch beschouwd, temeer daar onder invloed van een gedeeltelijke begrotingsuitvoeringsgraad dat percentage nog kan dalen.

Ten slotte zegt hij dat provisies schering en inslag zijn op verschillende beleidsniveaus, maar dat het Hof stelselmatig kritiek uit op die werkwijze, omdat daarbij niet duidelijk zichtbaar is hoe het overheidsgeld wordt gebruikt. Voor 2025 bedragen de provisies ongeveer 314 miljoen euro, een bedrag dat als uitzonderlijk wordt beschouwd in vergelijking met 2024, toen het veel lager was. Dat verschil kan, wat het vorderingensaldo betreft, uiteindelijk leiden tot een begrotingsafwijking van 1,2 tot 1,5 miljard euro.

Hij benadrukt de noodzaak van strikte controle, zodat het door de minister vooropgestelde streefdoel, namelijk een saldo van ongeveer min 1,2 miljard, kan worden bereikt.

Walter Schroons, raadsheer bij het Rekenhof, legt uit dat er slechts sprake is van een overschrijding met 3,4% wanneer alle begrotingsprovisies worden gebruikt. Pas aan het eind van het jaar kunnen we de echte behoeften vaststellen.

Hij voegt eraan toe dat het Rekenhof tijdens de debatten over de vorige voorlopige kredieten al had gewezen op het risico van een aantal vermoedelijke tekorten, onder meer voor de MIVB.

Idealiter is 100% de bovengrens. De huidige overschrijding wordt echter gerechtvaardigd door de wettelijke afwijkingen waarin is voorzien, bijvoorbeeld om de continuïteit van de openbare dienstverlening te garanderen.

IV. Discussion générale

IV.1. Interventions des députés

Clémentine Barzin constate, à l'instar de la Cour des comptes, un dépassement des crédits du budget initial 2024 à concurrence de 1,8 % pour les crédits d'engagement et de 3,4 % pour les crédits de liquidation. Le solde de financement présenterait, si la provision de 314,2 millions d'euros devait effectivement être dépensée, un déficit de 1,555 milliard d'euros, soit une aggravation de 229 millions d'euros par rapport au budget initial 2024.

Pourquoi le montant du poste 34.001.04 est-il identique à celui de 2024, alors que le nombre de collaborateurs des cabinets devrait avoir diminué?

Pour le poste 35.041.04 (dépenses de personnel pour le SPRB), les crédits représentent treize douzièmes des crédits de 2024. Maintenant que nous sommes à la fin de l'année, le ministre confirme-t-il que le total des dépenses de personnel sera de treize douzièmes maximum et que les quatre douzièmes demandés au premier trimestre auraient pu suffire? Quelle est l'incidence actuelle du moratoire sur les recrutements? Combien de personnes ont quitté les services publics régionaux et combien ont été engagées?

De façon plus générale, au niveau des ressources humaines, le ministre confirme-t-il que les promotions ont continué dans les services publics régionaux? La députée souhaite disposer d'une répartition administration par administration. L'ensemble des salaires seront-ils bien payés en 2025?

Par ailleurs, comment se fait-il que le poste 36.002.04 (dépenses de personnel pour Bruxelles Fiscalité) soit à douze douzièmes, alors que tous les autres sont à treize douzièmes?

Le poste 36.042.06 (charges d'intérêts) passe de 335,087 millions d'euros à 414,980 millions d'euros en l'espace d'un an. Quelles sont les perspectives pour ce poste dans les années à venir?

L'oratrice demande ensuite à quoi correspond l'augmentation du poste 36.043.03 (provisions), alors que les justifications font état d'une mise à zéro de la provision «énergie».

Pourquoi les documents ne contiennent-ils aucune justification du dépassement au poste 36.071.08?

La commissaire s'interroge sur le commentaire suivant: «*Nous demandons des crédits de liquidations supplémentaires afin de pouvoir réaliser les dépenses nécessaires pour le bon fonctionnement du SPRB et de la Région en affaires courantes.*» S'agit-il réellement d'une justification?

IV. Algemene bespreking

IV.1. Tussenkomsten van de parlementsleden

Clémentine Barzin deelt de vaststelling van het Rekenhof dat de initieel begrote kredieten voor 2024 met 1,8% zijn overschreden voor de vastleggingskredieten en met 3,4% voor de vereffeningskredieten. Als de provisie van 314,2 miljoen euro effectief zou worden uitgegeven, zou het vorderingensaldo een tekort van 1,555 miljard euro vertonen. Dat is 229 miljoen euro meer dan initieel begroot voor 2024.

Waarom is het bedrag van post 34.001.04 gelijk aan dat van 2024, terwijl het aantal kabinetsmedewerkers vermindert zou moeten zijn?

De kredieten opgenomen onder post 35.041.04 (personeelsuitgaven voor de GOB) bedragen dertien twaalfden van de kredieten voor 2024. Kan de minister, nu het einde van het jaar nadert, bevestigen dat de totale personeelsuitgaven maximaal dertien twaalfden zullen bedragen en dat de vier twaalfden die voor het eerste kwartaal werden aangevraagd, hadden volstaan? Wat is de huidige impact van de wervingsstop? Hoeveel mensen hebben de gewestelijke overheidsdiensten verlaten en hoeveel zijn er in dienst genomen?

Kan de minister, wat de personeelszaken betreft, bevestigen dat de bevorderingen bij de gewestelijke overheidsdiensten zijn blijven doorgaan? Het parlements lid vraagt een uitsplitsing per bestuur. Zullen alle lonen voor 2025 worden betaald?

Hoe valt te verklaren dat we voor post 36.002.04 (personeelsuitgaven voor Brussel Fiscaliteit) twaalf twaalfden optekenen en voor alle andere posten dertien twaalfden?

Het bedrag voor post 36.042.06 (rentelasten) is op één jaar tijd gestegen van 335,087 miljoen euro naar 414,980 miljoen euro. Wat zijn de vooruitzichten voor deze post in de komende jaren?

De spreekster vraagt vervolgens hoe het komt dat het bedrag op post 36.043.03 (provisies) is toegenomen, terwijl in de verantwoordingen staat vermeld dat de provisie voor energie op nul is gezet?

Waarom bevatten de stukken geen verantwoording van de overschrijding voor post 36.071.08?

Het commissielid heeft vragen bij de volgende opmerking: “*Er wordt extra budget gevraagd in vereffeningskrediet teneinde noodzakelijke uitgaven ten goede van de werking van de GOB en het BHG te kunnen betalen tijdens lopende zaken.*” Moeten we dat echt als een verantwoording

Pourquoi cette phrase est-elle reprise au poste 37.041.19, alors que celui-ci présente une diminution?

La justification indique ce qui suit: «*Les dotations totales à verser à Paradigm pour 2025 s'élèvent à 97.507.000 millions d'euros euros. Elles sont inscrites sur les SPRB.37.101.09 et SPRB.37.101.12.*» Or, l'addition de ces deux postes budgétaires a pour somme 91,532 millions d'euros en crédits de liquidation et à 85,950 millions d'euros en crédits d'engagement. S'agit-il d'une erreur?

Au poste 38.041.11, il est indiqué que des moyens doivent encore être trouvés pour Mediapark. De quel montant s'agit-il? Sur quel poste budgétaire ces moyens doivent-ils être trouvés et dans quel délai?

L'oratrice ne voit pas à quoi correspond la «*subvention annuelle pour les missions dans le domaine politique du commerce extérieur*» du poste 39.150.10. Les dépenses de screen.brussels sont-elles soumises à l'approbation de l'Inspection des finances?

Le poste 39.156.10, relatif à Kanal, en dépassement par rapport aux douze douzièmes, ne comprend aucune justification. Une explication pourrait-elle être apportée?

Au poste 40.104.12 (subvention d'investissement pour financer les pompiers de Bruxelles), le gouvernement demande une augmentation de crédits. Or, la justification du poste 39.108.12 explique que l'augmentation des crédits de liquidation est compensée par une diminution du poste 40.104.12, alors que ce poste connaît une augmentation. Qu'en est-il de l'affectation de ces crédits supplémentaires?

La justification du poste 40.041.08 repose manifestement sur une note interne rédigée par le cabinet du ministre Clerfayt. L'oratrice souhaite davantage d'explications à cet égard et s'étonne de constater que des montants sont en lien avec la Commission communautaire commune.

Le poste 40.107.12 découle d'une sous-utilisation des crédits finançant les caméras ANPR. À quoi cela correspond-t-il effectivement? Moins de caméras ont-elles été installées?

Le poste 41.102.09, qui concerne plusieurs subventions de fonctionnement à Bruxelles Environnement, reflète le financement de la politique climatique. Aucune justification n'est donnée pour le dépassement par rapport au budget initial 2024. Qu'en est-il?

Où en est le litige entre Bruxelles-Propreté et l'administration fiscale concernant la TVA? L'article 73 du manteau y fait référence en demandant que la Région soit garante d'un emprunt de 27,2 millions d'euros. N'était-ce pas déjà acté précédemment?

beschouwen? Waarom is die zin geformuleerd voor post 37.041.19, terwijl die een daling vertoont?

In de verantwoording staat het volgende: “*De totale dotaties die in 2025 aan Paradigm moeten worden uitgekeerd, bedragen 97.507.000 euro. Ze zijn ingeschreven op GOB.37.101.09 en GOB.37.101.12.*” Wanneer we de bedragen van die twee begrotingsposten optellen, komen we evenwel uit op 91,532 miljoen euro aan vereffeningskredieten en 85,950 miljoen euro aan vastleggingskredieten. Is daar een fout gebeurd?

Onder post 38.041.11 wordt vermeld dat er nog middelen moeten worden gevonden voor Mediapark. Om welk bedrag gaat het? Vanop welke begrotingspost moeten die middelen worden bijeengeschraapt en tegen wanneer?

De spreekster begrijpt niet wat de “*jaarlijkse subsidie voor de opdrachten in het beleidsdomein Buitenlandse Handel*” van post 39.150.10 inhoudt. Moeten de uitgaven van screen.brussels worden goedgekeurd door de Inspectie van Financiën?

Post 39.156.10 met betrekking tot Kanal, waarvoor de twaalf twaalfden worden overschreden, bevat geen verantwoording. Kan dat worden toegelicht?

Voor post 40.104.12 (investeringsubsidie voor de financiering van de brandweer van Brussel) vraagt de regering een verhoging van de kredieten. In de verantwoording bij post 39.108.12 wordt echter uitgelegd dat de verhoging van het B-krediet (vereffening) wordt gecompenseerd door een verlaging van post 40.104.12, terwijl we voor die post net een verhoging optekenen. Waarvoor zijn die extra kredieten bestemd?

De verantwoording van post 40.041.08 is duidelijk gebaseerd op een interne nota die door het kabinet van minister Clerfayt is opgesteld. De spreekster wenst daar meer uitleg over en is verbaasd dat de bedragen verband houden met de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Post 40.107.12 resulteert uit een onderbenutting van de kredieten voor de financiering van ANPR-camera's. Wat houdt dat precies in? Zijn er minder camera's geplaatst?

Post 41.102.09 met betrekking tot meerdere werkingssubsidies aan Leefmilieu Brussel hangt samen met de financiering van het klimaatbeleid. De overschrijding van het initieel begrote bedrag voor 2024 wordt echter op geen enkele manier verantwoord. Hoe komt dat?

Hoe staat het met het geschil van Net Brussel over de btw? In artikel 73 van de mantel wordt daarnaar verwezen en wordt gevraagd dat het gewest borg zou staan voor een lening van 27,2 miljoen euro. Was dat niet al eerder vastgelegd?

Le poste 41.103.12 présente un dépassement de 179 millions d'euros pour le projet be.exemplary. En quoi ce projet consiste-t-il? Le dépassement est justifié par un transfert de poste provenant de la mission 43, mais le montant de ces postes s'élève à peine à 280.000 euros, alors qu'il s'agit de contrebalancer 179 millions d'euros.

La subvention de fonctionnement de la STIB (poste 42.112.09) passe de 649 millions d'euros à 686 millions d'euros, soit une augmentation de 37 millions d'euros. La STIB est-elle soumise au moratoire sur les embauches, ainsi qu'aux demandes d'économies? L'ensemble des OAA de première et deuxième catégories ont-ils bénéficié d'une indexation de leur subvention?

Le poste 44.041.08 présente un dépassement de 3,9 millions d'euros en crédits de liquidation. Le ministre confirme-t-il que le volet 2025 se base sur le budget initial 2024 et non sur le budget exécuté de 2024? Dans ce cas, comment se fait-il que, dans la mission 44, de nombreuses justifications se réfèrent au budget exécuté et non au budget initial?

Le poste 44.122.09 fait état d'une dérogation pour la subvention à hub.brussels mais sans réelle justification de ce dépassement. Quelle est-elle?

Le poste 45.041.08 pour la crise de l'accueil présente un dépassement en crédits de liquidation. Or, le New Samusocial est contraint de refuser de nombreuses familles, mais aussi des femmes victimes de violences conjugales. Dès lors, quels sont les publics prioritaires que visent ces nouvelles places?

Que couvre la subvention d'investissements inscrite au poste 45.041.14?

Pour le poste 37.201.19, la justification évoque un besoin de 51.859.000 euros. Or, ce montant ne correspond pas à ce qui se trouve dans les tableaux budgétaires, où figure un montant de 46.859.000 euros. Pourquoi ces montants diffèrent-ils de la justification? Si on parle bien de 51.859.000 euros, alors la différence n'est pas de 9,2 millions d'euros comme mentionné dans le tableau, mais bien de 14,2 millions d'euros.

Il en est de même pour le poste 37.203.19, dont les montants évoqués dans la justification ne correspondent pas au tableau: 15,415 millions d'euros, alors que la justification parle de 16,950 millions d'euros.

La justification du poste 37.203.08 indique ce qui suit: «*Le besoin est lié aux subventions suivantes*», sans énumérer lesdites subventions. La députée souhaite un complément d'information.

Du côté du Siamu, le poste 40.201.04 est en dépassement sans qu'aucune justification n'en soit fournie. Qu'en est-il?

Post 41.103.12 vertoont een overschrijding van 179 miljoen euro voor het project be.exemplary. Wat omvat dat project? De overschrijding wordt verantwoord door een overdracht uit posten van opdracht 43, waarvoor amper 280.000 euro ingeschreven staat. Er moet echter 179 miljoen euro worden gevonden.

De werkingssubsidie van de MIVB (post 42.112.09) stijgt van 649 miljoen euro naar 686 miljoen euro. Dat is een stijging met 37 miljoen euro. Gelden de wervingsstop en de vraag om te besparen ook voor de MIVB? Hebben alle ABI's 1 en 2 een indexering van hun subsidie gekregen?

Post 44.041.08 vertoont een overschrijding met 3,9 miljoen euro wat de vereffeningskredieten betreft. Bevestigt de minister dat het gedeelte voor 2025 gebaseerd is op de initiële begroting voor 2024 en niet op de uitgevoerde begroting van 2024? Hoe komt het dan dat in opdracht 44 veel verantwoordingen verwijzen naar de uitgevoerde begroting en niet naar de initiële begroting?

In post 44.122.09 wordt melding gemaakt van een afwijking voor de subsidie aan hub.brussels, zonder die overschrijding echter te verantwoorden. Hoe zit het daarmee?

Post 45.041.08 voor de opvangcrisis vertoont een overschrijding voor de vereffeningskredieten. New Samusocial ziet zich echter genooddakt om de deur dicht te houden voor heel wat gezinnen, maar ook voor vrouwen die slachtoffer zijn van partnergeweld. Welke doelgroepen komen dan wel prioritair in aanmerking voor die nieuwe plaatsen?

Wat dekt de investeringssubsidie onder post 45.041.14?

Voor post 37.201.19 wordt in de verantwoording een behoefte van 51.859.000 miljoen euro genoemd. Het bedrag stemt echter niet overeen met wat er in de begrotingstabellen staat. Daarin staat een bedrag van 46.859.000 euro vermeld. Waarom wijken die bedragen af van de verantwoording? Als we het inderdaad over 51.859.000 euro hebben, dan bedraagt het verschil niet 9,21 miljoen euro, zoals vermeld in de tabel, maar wel 14,2 miljoen euro.

Hetzelfde geldt voor post 37.203.19, waarvan de bedragen in de verantwoording niet overeenstemmen met wat er in de tabel staat: 15,415 miljoen euro, terwijl in de verantwoording sprake is van 16,950 miljoen euro.

Voor post 37.203.08 is het volgende bepaald: «*De behoefte is gekoppeld aan de volgende subsidies*», zonder dat vermeld is om welke subsidies het gaat. Het parlementslid wenst nadere toelichting.

Voor post 40.201.04 voor de DBDMH is er sprake van een overschrijding, maar die wordt niet verantwoord. Wat is

Concernant l'acquisition d'Hydria par Bruxelles-Propreté, la Cour des comptes a soulevé de nombreuses remarques. Que répond le gouvernement à celles-ci? L'augmentation de capital de la SA Centre de tri a-t-elle été réalisée le 30 juin 2025? L'intégrer dans l'ordonnance de finances est-il suffisant ou bien faut-il prévoir une ordonnance distincte?

Le montant repris au poste 41.254.63 fait état de 176,838 millions d'euros pour l'achat des actions alors qu'au poste 41.005.63, 178,345 millions d'euros sont indiqués pour la vente d'actions. D'où provient la différence entre l'achat et la vente?

Concernant Bruxelles Environnement, la création d'un logiciel unique PEB est évoquée pour une somme de 3,3 millions d'euros. Une nouvelle intelligence artificielle sera-t-elle développée à ce prix-là? La dérogation est-elle vraiment nécessaire?

Lorsque l'on part d'une base fragile, comme l'était le budget initial 2024, il est difficile d'obtenir des résultats en 2025. Cet exercice budgétaire reflète les choix de la législature 2019-2024. Loin de marquer une rupture, il en prolonge les tendances et, souvent, en aggrave les faiblesses. Les promesses n'ont pas été tenues. Aujourd'hui, le gouvernement en fait encore, notamment en multipliant les provisions. Si celles-ci doivent être utilisées, ce sera le signe que la gravité de la situation budgétaire aura été sous-estimée et que la bonne gestion n'aura pas prévalu.

La députée conclut son intervention en annonçant envisager le dépôt d'amendements, afin de ne pas laisser le déficit de 2025 s'aggraver jusqu'à 1,55 milliard d'euros.

Stijn Bex remercie le ministre pour le travail accompli et les efforts consentis afin de maintenir le budget sous contrôle malgré les circonstances politiques difficiles. Il exprime également sa reconnaissance à la Cour des comptes pour ses réponses. Il souhaite attirer l'attention sur deux points, à savoir que les amendements du gouvernement ont permis de répondre en grande partie aux questions concernant Hydria, et qu'en ce qui concerne les crédits provisoires, le principe de base consiste à s'aligner autant que possible sur le budget initial, même si des circonstances imprévues – telles que l'augmentation des charges salariales dues à l'indexation – peuvent entraîner des dépenses plus élevées.

Dans le même temps, le député exprime la préoccupation du groupe Groen quant à l'augmentation des charges d'intérêt, qui sont liées non seulement à la dette elle-même, mais également à la hausse des taux d'intérêt. En conséquence, l'établissement du budget s'est avéré particulièrement ardu, mais le gouvernement a déployé des efforts

hier aan de hand?

Met betrekking tot de overname van Hydria door Net Brussel heeft het Rekenhof talrijke opmerkingen geformuleerd. Wat is het antwoord van de regering daarop? Werd de kapitaalverhoging van de nv Sorteercentrum op 30 juni 2025 doorgevoerd? Volstaat het om die op te nemen in de financieordonnantie of moet er een afzonderlijke ordonnantie worden opgesteld?

Het bedrag voor post 41.254.63 omvat 176,838 miljoen euro voor de aankoop van aandelen, terwijl in post 41.005.63 178,345 miljoen euro staat vermeld voor de verkoop van aandelen. Waar komt het verschil tussen aankoop en verkoop vandaan?

Wat Leefmilieu Brussel betreft, wordt de ontwikkeling van een unieke EPB-software vermeld voor een bedrag van 3,3 miljoen euro. Zal voor dat bedrag nieuwe kunstmatige intelligentie worden ontwikkeld? Is de afwijking echt nodig?

Wanneer men vertrekt van een wankel basis, zoals de initiële begroting voor 2024, is het moeilijk om in 2025 resultaten te boeken. Deze begroting is een voortzetting van de keuzes van de zittingsperiode 2019-2024. Ze vormt geen breuk met het verleden en maakt de tekortkomingen vaak nog erger. Gemaakte beloftes zijn niet nagekomen. Vandaag maakt de regering opnieuw beloftes, bijvoorbeeld door de provisies te verhogen. Indien die moeten worden aangesproken, is dat een teken dat de regering de ernst van de begrotingstoestand niet goed genoeg heeft ingeschat en heeft nagelaten om beheersmatig het nodige te doen.

Het parlementslid kondigt tot slot aan amendementen te zullen indienen om te voorkomen dat het tekort in 2025 oploopt tot 1,55 miljard euro.

Stijn Bex dankt de minister voor het geleverde werk en voor de inspanningen om de begroting onder controle te houden ondanks de moeilijke politieke omstandigheden. Ook spreekt hij zijn waardering uit voor de antwoorden van het Rekenhof. Twee punten wil hij hierbij aanstippen, met name, dat door de amendementen van de regering de vragen rond Hydria grotendeels zijn beantwoord; en dat, wat de voorlopige kredieten betreft, het uitgangspunt is om zo dicht mogelijk bij de initiële begroting aan te leunen, ook al kunnen onvoorziene omstandigheden – zoals de stijgende loonlasten door indexeringen – tot hogere uitgaven leiden.

Tegelijkertijd uit het parlementslid de bezorgdheid van de Groenfractie over de oplopende rentelasten, die niet enkel verband houden met de schuld zelf maar ook met de hogere rentevoeten. De begrotingsopmaak was daardoor bijzonder uitdagend, maar de regering leverde duidelijke inspanningen.

manifestes.

L'orateur constate également que le déficit pour 2024, estimé à 1,3 milliard, a finalement atteint 1,5 milliard. Selon lui, il n'est pas anodin que le ministre puisse maintenant présenter une quatrième tranche de crédits provisoires avec une perspective de déficit s'élevant à 1,241 milliard. Et même si des provisions ont été inscrites, le député souligne que le gouvernement ne les utilisera qu'en faisant preuve de prudence, de sorte que le déficit ne dépasse pas 1,555 milliard.

L'orateur conclut par deux questions. Premièrement, il demande si le plan pluriannuel, qui prévoit un déficit maximum de 375 millions d'euros pour 2026, est réaliste. Comment le gouvernement entend-il parvenir à un équilibre budgétaire dans un délai raisonnable?

Deuxièmement, il demande des précisions sur la baisse des recettes de 65,7 millions d'euros en 2025. Non seulement ce facteur complique l'exercice budgétaire, mais il renforce également la nécessité d'envisager des mesures permettant de maintenir, voire d'augmenter, les recettes.

Marc-Jean Ghysels interroge le ministre sur les marges de manœuvre du gouvernement face à la situation très compliquée de la Région.

Quelles initiatives ont été prises pour garantir le niveau des recettes?

Les 110 millions d'euros du système de compensation ETS n'apparaissent plus aujourd'hui. Pourquoi?

Il y a également une chute estimée de la fiscalité automobile de 20 %. Quelles sont les initiatives possibles pour maintenir ces recettes?

Au niveau du contrôle des dépenses, le gouvernement a adopté la décision de ne pas augmenter la masse budgétaire sauf pour le personnel opérationnel de la STIB. Comme cette dernière affirme que 97 % de son personnel est opérationnel, quelles sont les marges de manœuvre du ministre pour contrôler les dépenses de la STIB?

La SLRB vient d'assigner la Région bruxelloise devant le tribunal de première instance. Est-il dans les pouvoirs du ministre des Finances de bloquer un budget qui est alloué à la SLRB?

L'affirmation selon laquelle il serait trop tard pour élaborer un budget pour 2026 semble au député être une posture défaitiste, d'autant plus qu'il y a une volonté de six partis politiques, majoritaires au Parlement, d'établir un budget. Sans l'aide de l'administration fiscale et le concours du gouvernement, il serait particulièrement difficile d'établir un budget. Quel rôle le ministre pourrait-il jouer dans une telle collaboration, de façon à ce que les chiffres

Verder stelt de spreker vast dat het tekort in 2024, geraamd op 1,3 miljard, uiteindelijk opliep tot 1,5 miljard. Het is volgens hem niet zonder betekenis dat de minister nu een vierde schijf van voorlopige kredieten kan voorleggen met een vooruitzicht van 1,241 miljard tekort. Hoewel er provisies zijn ingeschreven, benadrukt het parlements-lid dat de regering die enkel op verantwoorde wijze zal aanspreken, zodat het tekort maximaal 1,555 miljard zou bedragen.

Tot slot formuleert de spreker twee vragen. Ten eerste vraagt hij of het meerjarenplan, dat voor 2026 een maximaal tekort van 375 miljoen euro voorziet, realistisch is. Hoe denkt de regering om binnen een redelijke termijn een begrotingsevenwicht te bereiken?

Ten tweede vraagt hij verduidelijking over de dalende ontvangsten van 65,7 miljoen euro in 2025. Die factor bemoeilijkt niet alleen de begrotingsoefening, maar versterkt ook de noodzaak om te kijken naar maatregelen om de ontvangsten op peil te houden of zelfs te verhogen.

Marc-Jean Ghysels vraagt de minister hoeveel bewegingsvrijheid de regering heeft in het licht van de zeer complexe toestand waarin het gewest verkeert.

Welke initiatieven zijn er genomen om voldoende ontvangsten te garanderen?

De 110 miljoen euro van het ETS-compensatiesysteem zien we vandaag nergens meer staan. Waarom?

Daarnaast wordt uitgegaan van een daling van de ontvangsten uit de verkeersbelastingen met 20%. Welke initiatieven kunnen worden genomen om die ontvangsten op peil te houden?

Om de uitgaven onder controle te houden heeft de regering beslist om de begrotingsmassa niet te verhogen, behalve voor het operationele personeel van de MIVB. Hoeveel speelruimte heeft de minister om de uitgaven van de MIVB onder controle te houden, wetende dat de MIVB aanvoert dat 97% van haar personeel operationeel is?

De BGHM heeft zopas het Brussels Gewest voor de rechtbank van eerste aanleg gedaagd. Heeft de minister van Financiën de bevoegdheid om een aan de BGHM toegekend budget te blokkeren?

Beweren dat het te laat zou zijn om een begroting voor 2026 op te stellen, vindt het parlements-lid getuigen van een defaitistische houding, temeer daar zes politieke partijen, die een meerderheid hebben in het parlement, bereid zijn om een begroting op te maken. Zonder de hulp van de belastingadministratie en de medewerking van de regering zou het een bijzonder lastige opgave zijn om een begroting op te maken. Welke rol zou de minister kunnen

permettant d'établir un budget pour l'année 2026 soient disponibles en septembre?

Ilyas El Omari demande si l'on peut réellement parler d'une économie ou d'une sous-consommation du budget lorsque les montants évoqués sont liés à des paiements différés de la Région bruxelloise à la SLRB?

Les 66,5 millions d'euros dus à la SLRB sont-ils comptabilisés au niveau des 164 millions d'euros de sous-consommation des montants attribués à cet organisme?

Quant à l'article 16 qui évoque la mise à jour des budgets des OAA de deuxième catégorie, comment le Parlement peut-il exercer un contrôle effectif sur ces budgets qui ne sont pas soumis à son vote? Quels sont les mécanismes prévus pour éviter que la réaffectation entre programmes n'introduisent de facto de nouvelles politiques?

Françoise De Smedt déplore la nouvelle présentation du budget découlant de l'ordonnance du 4 avril 2024, qui opacifie certaines dépenses. Les calculs du ministre ne les rendent pas plus claires. Des mesures conservatoires sont présentées afin de contenir le déficit à hauteur de 1,241 milliard d'euros. En cas d'utilisation de l'ensemble des provisions, le déficit atteindrait 1,555 milliard d'euros. Dans le budget, les crédits de liquidation augmentent de 303,5 millions d'euros entre 2024 et 2025, passant de 7,240 milliards d'euros à 7,543 milliards d'euros.

La députée s'émeut des 29 millions d'euros, représentant 25 % des subsides, retirés au secteur associatif. Cette réduction, annoncée depuis longtemps, a produit des effets désastreux pour des dizaines d'associations, leurs travailleurs et leurs bénéficiaires.

Si les économies avaient préservé les organismes administratifs autonomes de deuxième catégorie à l'occasion des premières tranches de crédits provisoires, une circulaire leur a été adressée pour qu'ils réduisent leurs dépenses pour ces derniers mois. Les effets de cette décision politique ne se sont pas fait attendre à la STIB avec la restriction des TaxibBus pour les PMR et la réduction de 65 millions d'euros envisagée par la direction. Récemment, un métro a pris feu, mettant en danger des travailleurs de la STIB et les usagers. La SLRB agit même en justice pour obtenir son financement et ainsi éviter de voir disparaître le seul logement réellement abordable dans notre Région.

En revanche, il n'y a aucune proposition pour réduire les fortunes dépensées en frais de consultance par l'administration sous ce gouvernement: près de 500 millions

speler in een dergelijke samenwerking, zodat in september de cijfers beschikbaar zijn om een begroting voor het jaar 2026 op te maken?

Ilyas El Omari vraagt of we daadwerkelijk kunnen gewagen van een besparing of onvolledige benutting van het budget, wanneer de vermelde bedragen betrekking hebben op uitgestelde betalingen van het Brussels Gewest aan de BGHM.

Is het aan de BGHM verschuldigde bedrag van 66,5 miljoen euro verrekend in het onvolledig benutte bedrag van 164 miljoen euro dat eraan is toegewezen?

Artikel 16 verwijst naar de bijgewerkte begrotingen van de autonome bestuursinstellingen van categorie 2. Hoe kan het parlement die begrotingen controleren, als ze er niet ter stemming aan moeten worden voorgelegd? Welke mechanismen moeten helpen voorkomen dat door middelen van het ene programma te herbestemmen voor een ander programma de facto nieuw beleid vorm krijgt?

Françoise De Smedt betreurt de nieuwe voorstelling van de begroting op basis van de ordonnantie van 4 april 2024, waardoor bepaalde uitgaven niet transparant zijn. De berekeningen van de minister scheppen geen duidelijkheid. Er worden bewarende maatregelen voorgesteld om het tekort te beperken tot 1,241 miljard euro. Indien alle provisies zouden worden aangewend, zou het tekort oplopen tot 1,555 miljard euro. De begrote vereffeningskredieten nemen tussen 2024 en 2025 toe met 303,5 miljoen euro en stijgen van 7,240 miljard euro naar 7,543 miljard euro.

Het parlementslid is verontwaardigd dat het verenigingsleven het met 29 miljoen euro, wat neerkomt op een kwart van de subsidies, minder moet stellen. Die verlaging, die al een hele tijd geleden werd aangekondigd, heeft rampzalige gevolgen teweeggebracht voor tientallen verenigingen, hun personeel en de mensen die er een beroep op doen.

De autonome bestuursinstellingen van categorie 2 bleven bij de eerste schijven van de voorlopige kredieten nog gevrijwaard van besparingen, maar intussen hebben zij een omzendbrief ontvangen met de vraag om tijdens de laatste paar maanden minder uit te geven. De gevolgen van die beleidsbeslissing lieten niet lang op zich wachten. Zo snoeit de MIVB in de taxibussen voor personen met beperkte mobiliteit en is de directie van plan om 65 miljoen euro te bezuinigen. Onlangs vatte een metrostel vuur, waardoor zowel MIVB-medewerkers als reizigers gevaar liepen. De BGHM onderneemt zelfs gerechtelijke stappen om haar financiering te verkrijgen en daardoor te voorkomen dat de enige echt betaalbare vorm van huisvesting in ons gewest verdwijnt.

Er wordt echter geen enkel voorstel gedaan om het mes te zetten in de gigantische sommen die de administraties onder deze regering uitgeven aan consultancykosten, die

d'euros en une législature, dont presque 180 millions d'euros pour la STIB. Le gouvernement se permet, malgré les affaires courantes, de couper dans les services publics et dans le secteur associatif, mais ces dépenses-là, il n'y touche manifestement pas.

Concernant les dépenses:

À la mission 35, programme 002, quelles sont les raisons de la baisse de 2,5 millions d'euros en crédits de liquidation pour le financement des moyens de subsistance de talent.brussels (de 11,3 à 8,7 millions d'euros)? Au programme 041, comment est justifiée l'augmentation de 3,9 millions d'euros du budget consacré à «*gérer efficacement la fonction publique*» (de 64,1 à 68,1 millions d'euros)?

À la mission 36, programme 042, pourquoi les crédits destinés à la gestion de la dette publique régionale augmentent-ils de 65 millions d'euros (de 521 à 586 millions d'euros)?

Qu'est-ce qui explique l'augmentation de 49,9 millions d'euros des crédits de la mission 36, programme 043, alloués à la gestion des provisions (de 86,2 à 136,1 millions d'euros)?

À la mission 36, programme 072, quelles sont les raisons de la baisse de 5 millions d'euros des crédits de liquidation pour la stratégie concernant les pouvoirs fiscaux (de 29,9 à 24,9 millions d'euros)? C'est là que, les années précédentes, se trouvaient budgétisées les dépenses liées à Smart Move.

Concernant la mission 38, comment justifier la diminution de 10,4 millions d'euros du budget pour la Régie foncière et les achats de biens et de services (de 78,4 à 68 millions d'euros)?

Quant à la mission 39, programme 121, quelles raisons motivent l'augmentation de 3,3 millions d'euros en crédits de liquidation pour le financement de visit.brussels (de 23,8 à 27,1 millions d'euros)?

À propos de la mission 40, au programme 044, quelle est l'affectation concrète du nouveau budget de 6,3 millions d'euros créé en 2025 pour la mission de prévention et de sécurité? Comment s'explique l'augmentation de 2 millions d'euros en crédits de liquidation du financement de pompiers.brussels (de 135,8 à 137,8 millions d'euros)?

En ce qui concerne la mission 41, programme 041, quelles sont les raisons de l'augmentation de 18,2 millions d'euros en crédits de liquidation pour promouvoir l'efficacité énergétique et réglementer les marchés de l'énergie, y compris la gestion de l'eau (de 83,3 à 101,5 millions d'euros)? Comment justifier l'énorme hausse de 190,2 millions d'euros en crédits de liquidation du financement de Bruxelles-

over één zittingsperiode bijna 500 miljoen euro bedroegen. Voor de MIVB alleen al gaat het om bijna 180 miljoen. De regering bekijkt, hoewel zij in lopende zaken is, wel op de overheidsdiensten en het verenigingsleven, maar raakt kennelijk niet aan dergelijke uitgaven.

Aan de uitgavenzijde:

Waarom werden onder opdracht 35, programma 002, de bestaansmiddelen voor talent.brussels met 2,5 miljoen euro verlaagd (van 11,3 naar 8,7 miljoen euro)? Hoe wordt in programma 041 de verhoging van het budget voor "*een efficiënt beheer van het openbaar ambt*" met 3,9 miljoen euro (van 64,1 naar 68,1 miljoen euro) verantwoord?

Waarom zijn voor opdracht 36, programma 042, de kredieten voor het beheer van de gewestelijke overheidsschuld met 65 miljoen euro verhoogd (van 521 naar 586 miljoen euro)?

Hoe valt de toename van het bedrag van opdracht 36, programma 043, voor het beheer van de provisies met 49,9 miljoen (van 86,2 naar 136,1 miljoen) te verklaren?

Waarom werden onder opdracht 36, programma 072, de vereffeningskredieten voor de strategie inzake de fiscale bevoegdheden met 5 miljoen euro verlaagd (van 29,9 naar 24,9 miljoen euro)? In de vorige jaren werden daarin de uitgaven voor Smart Move begroot.

Hoe valt onder opdracht 38 de verlaging van het budget voor de Grondregie en de aankopen van goederen en diensten met 10,4 miljoen euro (van 78,4 naar 68 miljoen euro) te verantwoorden?

Waarom wordt onder opdracht 39, programma 121, de financiering van visit.brussels verhoogd met 3,3 miljoen euro in vereffeningskredieten (van 23,8 naar 27,1 miljoen euro)?

Waarom wordt het nieuwe budget van 6,3 miljoen euro, dat in 2025 onder opdracht 40, programma 044, werd aangelegd voor de preventie- en veiligheidsopdrachten, concreet besteed? Hoe valt de verhoging van de financiering van brandweer.brussels met 2 miljoen euro in vereffeningskredieten (van 135,8 naar 137,8 miljoen euro) te verklaren?

Waarom werd onder opdracht 41, programma 041, het bedrag voor het promoten van energiedoeltreffendheid en het reguleren van de energiemarkten, inclusief waterbeheer, met 18,2 miljoen euro in vereffeningskredieten verhoogd (van 83,3 naar 101,5 miljoen euro)? Hoe valt de enorme toename van de financiering van Net Brussel met 190,2 miljoen euro in vereffeningskredieten (van 205,7

Propreté (de 205,7 à 395,9 millions d'euros)?

Concernant la mission 42, au programme 001, pourquoi le budget de l'administration Bruxelles Mobilité augmente-t-il de 5,6 millions d'euros en crédits de liquidation (de 46,35 à 51,9 millions d'euros)? Au programme 043, quelle est la justification de l'augmentation de 12,1 millions d'euros en crédits de liquidation pour la construction, l'entretien et l'amélioration des routes régionales et des infrastructures routières (de 174,9 à 187 millions d'euros)? Comment le ministre explique-t-il la hausse, au programme 112, de 37,3 millions d'euros du financement de la STIB (de 1.079 à 1.116,3 millions d'euros)?

Pour ce qui est de la mission 43, programme 110, quelles sont les raisons de l'augmentation de 64,5 millions d'euros en crédits de liquidation pour le financement de la SLRB (de 403,6 à 468,1 millions d'euros)?

S'agissant de la mission 44, programme 111, pourquoi le financement d'Innoviris augmente-t-il de 3,5 millions d'euros en crédits de liquidation (de 55,8 à 59,3 millions d'euros)? Au programme 122, comment est justifiée l'augmentation de 2 millions d'euros en crédits de liquidation pour le financement de hub.brussels (de 41,8 à 43,8 millions d'euros)?

Concernant les recettes:

À la mission 36, poste 36.023.54, comment s'explique la baisse de 5,3 millions d'euros des revenus d'intérêts et de la propriété (de 40 à 34,7 millions d'euros)?

Au programme 032, comment s'explique la diminution de 9 millions d'euros des amendes liées aux infractions à la LEZ (de 14 à 5 millions d'euros)? Est-ce directement lié à l'ordonnance de report de la LEZ, qui vient d'être suspendue par la Cour constitutionnelle?

Qu'est-ce qui explique l'augmentation, au programme 050, de 13,9 millions d'euros du financement en provenance de l'autorité fédérale (de 1.538,2 à 1.552,1 millions d'euros)? Au poste 36.052.64, qu'est-ce qui justifie l'augmentation massive de 224 millions d'euros des revenus liés à la dette publique (de 1.500 à 1.724 millions d'euros)?

Comment s'explique la hausse de 79,5 millions d'euros de l'impôt régional sur les personnes physiques (de 1.183 à 1.262,5 millions d'euros)?

Pourquoi les transferts en provenance d'autres niveaux de pouvoir (programme 202) augmentent-ils de 12,8 millions d'euros (de 424,7 à 437,5 millions d'euros)?

Comment le ministre calcule-t-il, au programme 203, la baisse de 7,1 millions d'euros des droits de succession (de 441,3 à 434,2 millions d'euros)? La même question se pose

naar 395,9 miljoen euro) te verantwoorden?

Waarom neemt het budget voor het bestuur Brussel Mobiliteit onder opdracht 42, programma 001, met 5,6 miljoen euro in vereffeningskredieten toe (van 46,3 naar 51,9 miljoen euro)? Hoe wordt in programma 043 de verhoging van het bedrag voor de aanleg, het onderhoud en de verbetering van de gewestwegen en weginfrastructuur met 12,1 miljoen euro in vereffeningskredieten (van 174,9 naar 187 miljoen euro) verantwoord? Hoe verklaart de minister de toename van de financiering van de MIVB met 37,3 miljoen euro (van 1.079 miljoen naar 1.116,3 miljoen euro)?

Waarom werd onder opdracht 43, programma 110, de financiering van de BGHM met 64,5 miljoen euro opgetrokken (van 403,6 naar 468,1 miljoen euro)?

Waarom werd onder opdracht 44, programma 111, de financiering van Innoviris met 3,5 miljoen euro in vereffeningskredieten verhoogd (van 55,8 naar 59,3 miljoen euro)? Hoe wordt in programma 122 de toename van de financiering van hub.brussels met 2 miljoen euro in vereffeningskredieten (van 41,8 naar 43,8 miljoen euro) verantwoord?

Aan de ontvangstenzijde:

Hoe komt het dat onder opdracht 36, post 36.023.54, de renteopbrengsten en inkomsten uit eigendom met 5,3 miljoen euro zijn gedaald (van 40 naar 34,7 miljoen euro)?

Hoe valt in programma 032 te verklaren dat de boetes voor inbreuken op de LEZ-regelgeving 9 miljoen euro lager uitvallen (van 14 naar 5 miljoen euro)? Heeft dat te maken met de ordonnantie houdende uitstel van de LEZ, die onlangs werd opgeschort door het Grondwettelijk Hof?

Hoe valt de toename, in programma 050, van de financiering vanwege de federale overheid met 13,9 miljoen euro (van 1.538,2 miljoen naar 1.552,1 miljoen euro) te verklaren? Hoe wordt voor post 36.052.64 de enorme toename van de inkomsten die verband houden met de overheids-schuld, met 224 miljoen euro (van 1.500 miljoen naar 1.724 miljoen euro) verantwoord?

Hoe valt de stijging van de gewestelijke personenbelasting met 79,5 miljoen euro (van 1.183 naar 1.262,5 miljoen euro) te verklaren?

Hoe komt het dat de overdrachten afkomstig van andere beleidsniveaus (programma 202) met 12,8 miljoen toenemen (van 424,7 naar 437,5 miljoen euro)?

Op welke manier berekent de minister in programma 203 de verlaging van de successierechten met 7,1 miljoen euro (van 441,3 naar 434,2 miljoen euro)? Hoe berekent hij in

pour l'augmentation de 41,5 millions d'euros, au programme 204, des droits de donation (de 98,2 à 139,7 millions d'euros) et pour la baisse de 33,4 millions d'euros, au programme 205, des droits d'enregistrement sur ventes de biens meubles (de 634,7 à 601,3 millions d'euros)?

Pourquoi la taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles bâtis augmente-t-elle, au programme 109, de 8 millions d'euros (de 107 à 115 millions d'euros)?

Qu'est-ce qui explique la baisse de 37,5 millions d'euros, au programme 210, de la taxe de circulation annuelle (de 146,9 à 109,4 millions d'euros)?

Comment se justifie la baisse de 7,1 millions d'euros, au programme 211, de la taxe de mise en circulation (de 61,1 à 54 millions d'euros)?

Quelles raisons motivent l'augmentation de 3,2 millions d'euros, au programme 213, de la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique (de 0,6 à 3,8 millions d'euros)?

Au programme 218, pourquoi les recettes de la taxe sur les jeux et paris diminuent-elles de 3,4 millions d'euros (de 33,3 à 29,9 millions d'euros)?

Au sein de la mission 38, comment s'explique la chute de 39,5 millions d'euros des recettes liées aux ventes de biens durables et désinvestissements du poste 38.005.62 (de 40 à 0,5 million d'euros)?

Pourquoi de nouveaux remboursements de dépenses antérieures apparaissent-ils au poste 38.005.65, à hauteur de 10,8 millions d'euros (alors que c'était zéro en 2024)? Qu'incluent-ils?

À la mission 39, programme 004, quelles sont les raisons de la baisse de 21,6 millions d'euros du financement en provenance de l'Union européenne (de 282,5 à 260,9 millions d'euros)?

À propos de la mission 41, poste 41.005.63, comment se justifie l'apparition de 178,3 millions d'euros de recettes liées aux remboursements de crédits, liquidations de participations et autres produits financiers (alors qu'il n'y avait rien en 2024)?

Pourquoi les recettes du fonds pour la protection de l'environnement du programme 020 augmentent-elles de 7,5 millions d'euros (de 5,7 à 13,2 millions d'euros)?

Au poste 41.031.55, quelles sont les raisons de la chute de 109,9 millions d'euros des recettes fiscales du fonds pour le climat (de 114,6 à 4,7 millions d'euros)?

Au poste 41.032.55, comment s'explique la baisse de

programme 204 de la hausse des droits de donation de 41,5 millions d'euros (de 98,2 à 139,7 millions d'euros) et en programme 205 de la baisse des droits d'enregistrement de 33,4 millions d'euros (de 634,7 à 601,3 millions d'euros)?

Waarom stijgt de gewestelijke belasting die verschuldigd is door eigenaars van bebouwde onroerende goederen in programma 109 met 8 miljoen euro (van 107 naar 115 miljoen euro)?

Welke verklaring is er in programma 210 voor de daling van de jaarlijkse verkeersbelasting met 37,5 miljoen euro (van 146,9 naar 109,4 miljoen euro)?

Hoe valt voorts in programma 211 de verlaging van de belasting op inkeerstelling met 7,1 miljoen euro (van 61,1 naar 54 miljoen euro) te verantwoorden?

Hoe valt in programma 213 de toename van de gewestbelasting op inrichtingen van toeristisch logies met 3,2 miljoen euro (van 0,6 miljoen naar 3,8 miljoen euro) te verklaren?

Hoe komt het dat in programma 218 de inkomsten uit de belasting op spelen en weddenschappen 3,4 miljoen euro lager uitvallen (van 33,3 naar 29,9 miljoen euro)?

Hoe valt onder opdracht 38, post 38.005.62, de terugval van de ontvangsten uit de verkoop van duurzame goederen en desinvesteringen met 39,5 miljoen euro (van 40 naar 0,5 miljoen euro) te verklaren?

Vanwaar komen voor post 38.005.65 de nieuwe terugbetalingen van eerdere uitgaven voor 10,8 miljoen euro (tegenover nul in 2024)? Wat houden die terugbetalingen in?

Hoe komt het dat onder opdracht 39, programma 004, de financiering vanwege de Europese Unie 21,6 miljoen euro lager uitvalt (van 282,5 naar 260,9 miljoen euro)?

Vanwaar komt onder opdracht 41, post 41.005.63, het bedrag van 178,3 miljoen euro aan ontvangsten uit kredietaflossingen, vereffeningen van deelnemingen en andere financiële producten (terwijl er in 2024 niets was)?

Hoe komt het dat de ontvangsten van het fonds voor de bescherming van het milieu (programma 020) 7,5 miljoen euro hoger uitvallen (van 5,7 naar 13,2 miljoen euro)?

Hoe komt het dat voor post 41.031.55 de fiscale ontvangsten van het klimaatfonds met 109,9 miljoen euro terugvallen (van 114,6 naar 4,7 miljoen euro)?

Hoe valt voor post 41.032.55 de daling van de ontvangsten

41,2 millions d'euros des recettes du fonds pour la prévention, le tri, le réemploi, le recyclage et la valorisation des déchets (de 49 à 7,8 millions d'euros)?

En ce qui concerne la mission 42, poste 42.013.53, pourquoi les recettes du fonds pour l'équipement et les déplacements augmentent-elles de 5,4 millions d'euros (de 1,8 à 7,2 millions d'euros)?

Au poste 42.036.56, comment se justifie la baisse de 6,3 millions d'euros des recettes du fonds pour la sécurité routière (de 33,1 à 26,8 millions d'euros)?

Enfin, pour ce qui est de la mission 45, programme 002, quelles sont les raisons de l'augmentation de 17 millions d'euros du financement fédéral pour l'accueil des migrants (de 30 à 47 millions d'euros)?

Gilles Verstraeten cite tout d'abord une remarque de la Cour des comptes selon laquelle les dividendes d'Hydria ne reviennent plus à la Région bruxelloise, et il demande à combien s'élèvent les montants annuels concernés.

Il constate que les charges d'intérêt sont actuellement estimées à 415 millions d'euros, ce qui représente une augmentation significative par rapport à l'an dernier. Il demande si la dégradation prochaine de la notation affectera les coûts d'intérêt à court terme ou si elle n'aura d'incidence que sur les futurs prélèvements de crédit, surtout à partir de 2026.

En ce qui concerne les provisions, il attire l'attention sur la sous-utilisation inscrite au budget et sur les 314 millions d'euros de provisions supplémentaires, qualifiée d'exceptionnelle par la Cour des comptes. Il demande des éclaircissements sur la réglementation en vertu de laquelle ces provisions ne peuvent être utilisées que moyennant une décision du gouvernement, après avis de l'Inspection des finances et accord du ministre du Budget. Il demande si ces provisions ne seront utilisées qu'en dernier recours, compte tenu des pressions que peuvent exercer d'autres membres du gouvernement pour les activer.

En outre, le député souhaite obtenir des explications sur la SLRB, en particulier les frais de justice et d'avocats qui s'accumulent et concernent des affaires qui, selon lui, auraient dû trouver une solution politique. Il souhaite savoir s'il est encore possible d'aboutir à une solution politique ou si l'issue judiciaire est inévitable, et quelles sont les implications budgétaires, notamment au regard des provisions.

Le député clôture en demandant une perspective plus large sur le budget 2026 et le plan pluriannuel. Il attire l'attention sur l'incidence potentielle d'une nouvelle dégradation de la notation, ainsi que sur les difficultés financières des communes et l'endettement d'institutions telles que

van het fonds voor de preventie, sortering, hergebruik, recycling en nuttige toepassing van afvalstoffen met 41,2 miljoen euro (van 49 miljoen naar 7,8 miljoen euro) te verklaren?

Hoe komt het dat onder opdracht 42, post 42.013.53, de ontvangsten van het fonds voor uitrusting en verplaatsingen met 5,6 miljoen euro toenemen (van 1,8 miljoen naar 7,2 miljoen euro)?

Hoe valt voor post 42.036.56 de daling van de ontvangsten van het fonds voor de verkeersveiligheid met 6,3 miljoen euro (van 33,1 miljoen naar 26,8 miljoen euro) te verantwoorden?

Hoe komt het dat onder opdracht 45, programma 002, de federale financiering van de opvang van migranten 17 miljoen euro hoger uitvalt (van 30 naar 47 miljoen euro)?

Gilles Verstraeten haalt om te beginnen een opmerking van het Rekenhof aan, namelijk dat de dividend van Hydria niet langer naar het Brussels Gewest vloeien. Hij vraagt om welke jaarlijkse bedragen het gaat.

Met betrekking tot de rentelasten stelt hij vast dat die momenteel worden geraamd op 415 miljoen euro, wat een aanzienlijke stijging betekent ten opzichte van vorig jaar. Hij vraagt of de aankomende ratingverlaging gevolgen heeft voor de rentelasten op korte termijn, dan wel pas impact zal hebben bij toekomstige kredietopnames, met name vanaf 2026.

Wat de provisies betreft, wijst hij op de ingeschreven onderbenutting en de bijkomende 314 miljoen euro provisies, die door het Rekenhof als uitzonderlijk worden omschreven. Hij wil verduidelijking over de regeling die bepaalt dat deze provisies enkel kunnen worden aangewend middels een beslissing van de regering, na advies van de Inspectie van Financiën en met het akkoord van de minister van Begroting. Daarbij stelt hij de vraag of deze provisies slechts als laatste redmiddel zullen worden ingezet, gelet op de mogelijke druk van andere regeringsleden om ze toch aan te wenden.

Voorts wil het parlementslid toelichting over de BGHM, en in het bijzonder over de oplopende gerechts- en advocatenkosten voor dossiers die volgens hem politiek hadden moeten worden opgelost. Hij wil weten of er alsnog een politieke oplossing kan worden gevonden, of dat een gerechtelijke afhandeling onvermijdelijk is, en welke budgettaire gevolgen dit zal hebben, onder meer in relatie tot de provisies.

Tot slot vraagt het parlementslid een breder perspectief op de begroting 2026 en het meerjarenplan. Hij wijst op de mogelijke impact van een nieuwe ratingverlaging, de financiële moeilijkheden van gemeenten en de schuldenlast van instellingen zoals Vivaqua en de openbare

Vivaqua et les hôpitaux publics. Selon l'orateur, ces problèmes risquent de produire un effet domino, et les communes finiront par solliciter un soutien supplémentaire à la Région. Il demande au ministre de quelle manière ce risque est pris en considération dans l'exercice budgétaire actuel.

Zakia Khattabi note que le gouvernement maîtrise de mieux en mieux l'exercice des crédits provisoires. Selon la Cour des comptes, l'exercice effectué dans le cadre des crédits provisoires s'inscrit bien dans le cadre des dérogations autorisées par la loi. Les crédits provisoires peuvent prévoir des dépassements sans pour autant prévoir de nouvelles politiques.

En outre, l'amendement n° 1 du gouvernement répond bien aux trois remarques formulées par la Cour des comptes à propos de l'opération Hydria.

Le ministre a déclaré que les administrations sont loin d'avoir répondu à ses demandes d'économies. C'est bien la preuve qu'un exercice budgétaire ne se limite pas à un exercice technique. Il s'agit bel et bien de choix politiques.

Certains organismes n'hésitent pourtant pas à effectuer des choix qui s'apparentent à de la mesquinerie, comme avec la STIB qui a décidé de drastiquement réduire l'offre TaxiBus. Le ministre peut-il confirmer que cette décision n'a été validée ni par le conseil d'administration, ni par le conseil de gestion de la STIB?

Une provision est prévue pour répondre à un éventuel besoin de financement de la SLRB. Quelle est la part de ces provisions qui risquent néanmoins d'être payés?

Christophe De Beukelaer demande quelle justification motive l'augmentation importante des provisions du programme 36.043 (de 86,3 à 136,2 millions d'euros). Est-il possible d'obtenir plus d'explications sur l'estimation de ce montant et de savoir quels types de risques ou dépenses ces provisions doivent couvrir? Certaines dépenses inéluctables attendues ont-elles été intégrées dans l'estimation de la provision?

Quels sont les critères concrets qui encadreront l'utilisation de la nouvelle provision budgétaire de 92,1 millions d'euros pour la SLRB (programme 43.110)? Comment assurer sa bonne gouvernance et sa transparence?

L'article 19 du manteau précise: «*Le Gouvernement est autorisé à reventiler au sein du budget de la SLRB les crédits de liquidation à partir du poste budgétaire 43.251.03 (provision) vers d'autres postes budgétaires pour liquider l'encours des engagements de la SLRB.*» Quel est le montant de cet encours actuellement et quelles sont les prévisions de liquidation pour 2025? Correspond-il aux

ziekenhuizen. Deze problemen dreigen volgens de spreker als een domino-effect door te werken, waarbij gemeenten uiteindelijk bijkomende steun van het gewest zullen vragen. Hij vraagt de minister hoe daarmee rekening wordt gehouden in de huidige begrotingsoefening.

Zakia Khattabi merkt op dat de regering het systeem van voorlopige kredieten steeds beter in de vingers krijgt. Zij verwijst naar de opmerking van het Rekenhof waarin het stelt dat de afwijkingen in de voorgedegde begroting op basis van voorlopige kredieten wel degelijk binnen de wettelijk toegestane grenzen vallen. De voorlopige kredieten kunnen overschrijdingen omvatten, zonder dat echter nieuw beleid wordt gevoerd.

Bovendien komt amendement nr. 1 van de regering tegemoet aan de drie opmerkingen van het Rekenhof over de verrichting met betrekking tot Hydria.

De minister heeft vastgesteld dat de administraties nog niet naar behoren hebben gereageerd op zijn verzoeken om te besparen. Dat bewijst dat een begrotingsoefening veel meer is dan een louter technische oefening. Er zijn wel degelijk beleidskeuzes aan gekoppeld.

Sommige instellingen deinzen er echter niet voor terug om vrij bekrompen keuzes te maken, zoals de MIVB, die beslist heeft om het aanbod van taxibussen drastisch te verminderen. Kan de minister bevestigen dat die beslissing niet werd goedgekeurd door de raad van bestuur, noch door de beheerraad van de MIVB?

Er is in een provisie voorzien om te kunnen voldoen aan een eventuele financieringsbehoefte van de BGHM. Hoeveel van die provisies dreigen uiteindelijk te moeten worden uitbetaald?

Christophe De Beukelaer vraagt hoe de aanzienlijke verhoging van de provisies voor programma 36.043 (van 86,3 naar 136,2 miljoen euro) wordt verantwoord. Is het mogelijk om meer uitleg te krijgen dan wat er in de verantwoording over de raming van dat bedrag staat? Wat voor risico's of uitgaven moeten die provisies dekken? Zijn bepaalde verwachte onvermijdelijke uitgaven verrekend in de raming van de provisie?

Welke concrete criteria zullen gelden voor het gebruik van de nieuwe begrotingsprovisie van 92,1 miljoen euro voor de BGHM (programma 43.110)? Hoe worden het goede beheer en de transparantie ervan gewaarborgd?

In artikel 19 is het volgende bepaald: «*De regering is gemachtigd om binnen de begroting van de BGHM de vereffeningsskredieten vanuit begrotingspost 43.251.03 (provisie) te herverdelen naar andere begrotingsposten om uitstaande vastleggingen van de BGHM te vereffenen.*» Hoeveel bedraagt dat uitstaande bedrag momenteel en hoeveel bedragen de geraamde vereffeningen voor 2025?

92 millions d’euros placés en provision pour la SLRB?

Il est clair que l’utilisation de ces provisions sera déterminante pour le résultat budgétaire 2025. Selon le niveau d’utilisation et les compensations prévues, le solde pourrait varier entre -1,241 et -1,555 milliard d’euros (ce qui reste dans tous les cas bien trop élevé). L’exposé général précise que toute utilisation doit être intégralement compensée par des mesures conservatoires d’ampleur équivalente sur d’autres postes et soumise à l’aval du gouvernement, à l’avis de l’Inspection des finances et à l’accord du ministre du Budget. Cette règle de compensation sera-t-elle appliquée strictement, y compris en fin d’année, malgré des marges de plus en plus restreintes faute de mesures d’économie additionnelles?

Concernant la gestion de la dette, l’augmentation de 80 millions d’euros au poste 36.042.06 soulève des questions. La justification avancée – «*une diminution liée aux mesures conservatoires, dans un effort de réduire les dépenses*» – paraît contradictoire alors que ce poste progresse de 24 % par rapport à l’initial 2024. Il faudrait préciser les hypothèses retenues et détailler les prévisions d’endettement et de charge d’intérêts pour la RBC en 2025.

La SA Centre de tri (société de droit privé) détiendrait des actions d’Hydria, ce qui serait contraire à l’ordonnance de 2006. Qu’en est-il?

Quels projets informatiques concrets seront financés grâce à l’augmentation des crédits du programme 37.203 (de 10,3 à 15,4 millions d’euros)? Quels critères ont permis de qualifier ces projets de «stratégiques»?

Jonathan de Patoul constate que nous sommes toujours en affaires courantes, alors que le quart de la législature est déjà écoulé.

L’ampleur du dérapage budgétaire est bien moindre que ce que certains prévoyaient. Nous sommes en deçà des pires anticipations.

Une provision est prévue pour répondre à un éventuel besoin de financement de la SLRB. Quelle est la part de ces provisions qui risque néanmoins d’être payée?

L’orateur conclut en affirmant qu’il est temps que les vainqueurs des élections prennent leurs responsabilités.

Benjamin Dalle rappelle que le gouvernement sortant visait un déficit de 1,2 milliard d’euros pour cette année, mais la quatrième tranche de crédits provisoires montre à quel point ce chiffre est incertain. Les recettes sont décevantes, en raison d’estimations trop optimistes. En l’absence de mesures supplémentaires, le déficit risque

Komen die overeen met de 92 miljoen euro provisie die werd aangelegd voor de BGHM?

Het is duidelijk dat het gebruik van die provisies bepalend zal zijn voor het begrotingsresultaat van 2025. Afhankelijk van het gebruik en de voorziene compensaties zou het saldo kunnen variëren tussen -1,241 en -1,555 miljard euro (wat in elk geval nog steeds veel te hoog is). In de algemene toelichting wordt gepreciseerd dat elk gebruik volledig moet worden gecompenseerd door bewarende maatregelen van gelijke omvang op andere posten en moet worden goedgekeurd door de regering, de Inspectie van Financiën en de minister van Begroting. Zal die compensatieregel strikt worden toegepast, ook aan het einde van het jaar, ondanks de steeds krappere marges bij gebrek aan aanvullende bezuinigingsmaatregelen?

De verhoging met 80 miljoen euro voor post 36.042.06, met betrekking tot schuldbeheer, roept vragen op. De aangevoerde verantwoording – “*vermindering door bewarende maatregelen, in een poging de uitgaven te verlagen*” – lijkt tegenstrijdig, aangezien het bedrag voor deze post 24% hoger ligt dan het initieel begrote bedrag voor 2024. Kan de minister de gehanteerde hypothesen verduidelijken en meer details geven over de ramingen van de schuld en de rentelasten voor het gewest in 2025?

De (privaatrechtelijke) nv Sorteercentrum zou aandelen bezitten van Hydria, wat in strijd zou zijn met de ordonnantie van 2006. Wat is daar van aan?

Welke concrete IT-projecten zullen worden gefinancierd met de verhoging van de kredieten voor programma 37.203 (van 10,3 naar 15,4 miljoen euro)? Op basis van welke criteria werden die projecten als “strategisch” bestempeld?

Jonathan de Patoul merkt op dat we ons nog steeds in lopende zaken bevinden en inmiddels reeds een kwart van de zittingsperiode achter de rug is.

De omvang van de begrotingsontsporing is veel kleiner dan wat sommigen hadden voorspeld. We ontsnappen aan de ergste verwachtingen.

Er is in een provisie voorzien om te kunnen voldoen aan een eventuele financieringsbehoefte van de BGHM. Hoeveel van die provisies dreigen uiteindelijk te moeten worden uitbetaald?

Tot slot stelt de spreker dat het tijd is voor de winnaars van de verkiezingen om hun verantwoordelijkheid te nemen.

Benjamin Dalle herinnert eraan dat de ontslagnemende regering voor dit jaar een tekort van 1,2 miljard euro als doelstelling had, maar de jongste schijf van voorlopige kredieten toont hoe onzeker dat cijfer is. De inkomsten vallen tegen door te optimistische ramingen, waardoor zonder bijkomende maatregelen een tekort van 1,4 miljard euro

d'atteindre 1,4 milliard d'euros. En outre, le gouvernement s'est octroyé l'autorisation de dépenser davantage que ce qui était prévu dans le budget 2024: d'abord 104,2 %, puis 102,6 %. Ces dépassements avaient déjà été observés au niveau de la SLRB, de Bruxelles Mobilité, de la STIB et d'urban.brussels, et ils réapparaissent à nouveau sous la forme de provisions à hauteur de 314,2 millions d'euros.

Selon la Cour des comptes, les pouvoirs publics recourent souvent à des provisions, mais cette année, les montants sont exceptionnellement élevés, et ce, dans un contexte d'affaires courantes. Pour le groupe cd&v, cela donne l'impression que le gouvernement demande un chèque en blanc, sans prendre ses responsabilités. La SLRB se distingue tout particulièrement: un montant de 164 millions d'euros est prévu pour les demandes supplémentaires de cette institution qui, entre-temps, poursuit la Région en justice. Il est inacceptable, selon l'orateur, qu'une institution qui «mord la main qui la nourrit» bénéficie encore de moyens supplémentaires.

Au total, il est question de 400 millions d'euros de mesures conservatoires et de provisions qui sont un peu vagues, et qui détermineront si le déficit s'élève à 1,2 milliard, à 1,6 milliard, ou s'il se situe entre les deux – soit une marge de 400 millions d'euros à seulement trois mois de la fin de l'année. Cela pose la question du déficit réellement visé par le gouvernement, et pour lequel il peut être tenu responsable.

En ce qui concerne les recettes, celles du fonds pour le climat et du fonds pour les déchets, les droits d'enregistrement, la taxe de circulation et la taxe de mise en circulation sont en recul. Il est possible que la percée des véhicules électriques joue un rôle à cet égard. L'orateur demande davantage de précisions.

L'augmentation des charges d'intérêt est particulièrement marquée, passant de 335 millions d'euros en 2024 à 414 millions d'euros en 2025. Cela indique que l'effet boule de neige des taux d'intérêt commence à se faire ressentir. Dans le même temps, les dépenses liées à la gestion de la dette diminuent de 13,5 millions d'euros et les dépenses de fonctionnement diminuent également, ce qui s'expliquerait par des renégociations, ainsi que par des transactions de plus courte durée. Il convient toutefois de s'assurer que cela ne comporte pas des risques pour les prochaines années. Le delta positif de 24 millions d'euros dans les recettes de la dette publique doit également être clarifié.

En ce qui concerne l'opération Hydria, la Cour des comptes estime que l'amendement n° 1 du gouvernement règle la problématique, mais le député souhaite savoir quel impact la régularisation aura sur le déficit 2025.

dreigt. Bovendien gaf de regering zichzelf de machtiging om meer uit te geven dan voorzien in de begroting 2024: eerst 104,2%, daarna 102,6%. Zulke overschrijdingen doken eerder al op bij de BGHM, Brussel Mobiliteit, de MIVB en urban.brussels, en sluipen nu opnieuw binnen via provisies ter waarde van 314,2 miljoen euro.

Volgens het Rekenhof gebruiken overheden provisies wel vaker, maar dit jaar gaat het om uitzonderlijk grote bedragen en dit in een context van lopende zaken. Voor de cd&v-fractie voelt dat alsof de regering een blanco cheque vraagt zonder verantwoordelijkheid te nemen. Vooral de BGHM springt eruit: er is voorzien in 164 miljoen euro voor extra vragen van een instelling die intussen het gewest voor de rechter sleept. Voor de spreker is het onaanvaardbaar dat een instelling die “de hand bijt die haar voedt”, toch bijkomende middelen krijgt.

In totaal gaat het om 400 miljoen euro aan vage bewaarende maatregelen en provisies. Zij zullen bepalen of het tekort uitkomt op 1,2 miljard, 1,6 miljard of ergens daartussen – een marge van 400 miljoen euro op slechts drie maanden van het jaar. Dat roept de vraag op welk tekort de regering als einddoel beoogt, en waarvoor zij ter verantwoording kan worden geroepen.

Wat de inkomsten betreft, dalen de ontvangsten van het klimaatfonds en het afvalfonds, de registratierechten, de verkeersbelasting en de belasting op inverkeerstelling. Mogelijk speelt de doorbraak van elektrische voertuigen daarin een rol. De spreker vraagt om bijkomende toelichting.

De rentelasten stijgen fors: van 335 miljoen euro in 2024 naar 414 miljoen euro in 2025. Dat wijst op een rentesneeuwbal die begint te rollen. Tegelijk dalen de uitgaven voor schuldbeheer met 13,5 miljoen euro en ook de werkingsuitgaven nemen af. Dat zou te maken hebben met heronderhandelingen en een kortere looptijd van transacties. De vraag is echter of dat geen risico's inhoudt voor de komende jaren. Ook de positieve delta van 24 miljoen euro bij de opbrengsten uit de overheidsschuld vraagt om verduidelijking.

Met betrekking tot de Hydria-verrichting stelt het Rekenhof dat amendement nr. 1 van de regering de problematiek oplost, maar het parlamentslid vraagt om duidelijk te maken welke impact de regularisatie op het tekort van 2025 heeft.

En ce qui concerne les dépenses, on constate principalement des opérations de report à 2026, et très peu d'économies structurelles. La question se pose donc de savoir quelle part des mesures conservatoires est structurelle et quelle part est temporaire. En outre, une vue d'ensemble de tous les investissements futurs est demandée, qui fasse la distinction entre les projets indispensables et les projets optionnels.

Les provisions s'apparentent fortement à des choix politiques, alors qu'un gouvernement en affaires courantes n'est pas censé prendre de telles décisions. Comment peut-on garantir que les provisions ne seront pas activées?

La sécurité est également pointée du doigt: les moyens diminuent, ce qui est inquiétant après des incidents tels que des agressions à l'arme blanche. À Bruxelles-Propreté, des économies sont réalisées sur les investissements, le traitement des déchets et le budget de fonctionnement, alors que, selon l'orateur, le débat devrait plutôt porter sur le modèle organisationnel et le cadre du personnel. En revanche, les budgets pour l'entretien augmentent chez Bruxelles Mobilité. Comment justifier de telles différences en affaires courantes?

En outre, le financement des primes Renolution suscite des inquiétudes. Les fonds provenant de Bruxelles Environnement sont assurés, mais ceux issus d'urban.brussels font défaut. Un montant de 25 millions d'euros serait bel et bien prévu, et 37 millions d'euros sont en cours d'analyse ou de demande. Quelques explications sont nécessaires.

Les dépenses de personnel présentent des contradictions: Actiris doit absorber l'indexation salariale en interne, tandis que la STIB bénéficie de moyens supplémentaires. En outre, aucune mesure conservatoire n'est prise à l'égard des cabinets. Il a pourtant été déclaré que ces derniers ont été réduits.

Le député s'interroge sur rôle du comité de monitoring. S'est-il réuni récemment et tient-il déjà compte des nouvelles perspectives économiques du Bureau fédéral du Plan (par exemple, une inflation plus faible, revue à 2,1 % au lieu de 2,8 %)? Un rapport récent peut-il être fourni, comme en juin 2024?

Pour conclure, le député souhaite soumettre quelques questions fondamentales. Le solde SEC de 375 millions d'euros devrait être compensé en 2026, selon le plan pluriannuel du gouvernement. Comment ce chiffre a-t-il été calculé, et pourquoi ne se base-t-on pas sur le plan pluriannuel européen? Enfin, pourquoi le gouvernement estime-t-il qu'un budget 2026 n'est plus possible, et quelles sont les étapes nécessaires pour y parvenir? Le député affirme que pour le groupe cd&v, il est clair que le système des crédits provisoires a atteint ses limites, et qu'il est urgent d'œuvrer à l'élaboration d'un budget 2026 à part entière, qui réponde réellement aux défis bruxellois.

Aan de uitgavenzijde ziet men vooral uitsteloperaties tot 2026, nauwelijks structurele besparingen. De vraag is welk deel van de bewarende maatregelen structureel en welk deel tijdelijk is. Er wordt bovendien gevraagd naar een overzicht van alle toekomstige investeringen, met een onderscheid tussen noodzakelijke en optionele projecten.

De provisies lijken sterk op beleidskeuzes, terwijl een regering in lopende zaken dat niet hoort te beslissen. Hoe kan worden gegarandeerd dat provisies niet worden aangesproken?

Ook op veiligheid wordt gewezen: de middelen dalen, wat zorgwekkend is na incidenten zoals steekpartijen. Bij Net Brussel wordt bespaard op investeringen, afvalverwerking en werkingsbudget, terwijl het debat daar volgens de spreker eerder zou moeten gaan over organisatiemodel en personeelskader. Daartegenover stijgen de budgetten voor onderhoud bij Brussel Mobiliteit. De vraag rijst hoe zulke verschillen verantwoord worden in lopende zaken.

Verder is er bezorgdheid over de financiering van de Renolutionpremies. Voor de middelen via Leefmilieu Brussel zijn er geen problemen, maar de middelen via urban.brussels ontbreken. Er zou sprake zijn van 25 miljoen euro die wel voorzien is en 37 miljoen euro die nog in analyse of aanvraag is. Dat vraagt om verduidelijking.

Bij de personeelsuitgaven zijn er tegenstrijdigheden: Actiris moet de loonindexering intern opvangen, terwijl de MIVB wel extra middelen krijgt. Bovendien worden er geen bewarende maatregelen genomen bij de kabinetten, hoewel beweerd wordt dat die afgeslankt zijn.

Het parlementslid informeert naar de rol van het monitoringcomité. Is het recent nog samengekomen, en houdt het al rekening met de bijgestelde economische vooruitzichten van het Planbureau (bv. lagere inflatie van 2,1% in plaats van 2,8%)? Kan een recent rapport ter beschikking worden gesteld, net zoals in juni 2024 gebeurde?

Tot slot wil het parlementslid een aantal fundamentele vragen voorleggen. Het ESR-tekort van 375 miljoen euro zou volgens het meerjarentraject van de regering in 2026 worden opgevangen. Hoe werd dat cijfer berekend, en waarom niet op basis van het Europese meerjarentraject? Tot slot, waarom is een begroting 2026 volgens de regering niet meer mogelijk, en welke stappen zijn er nodig om die wel te realiseren? Het parlementslid stelt dat het voor de cd&v-fractie duidelijk is dat het systeem van voorlopige kredieten zijn limieten bereikt heeft en er dringend moet worden gewerkt aan een volwaardige begroting 2026 die de Brusselse uitdagingen echt aanpakt.

IV.2. Réponses (réunion du 18 septembre 2025)

1. Exposé du ministre Sven Gatz

Le ministre a tenu devant les commissaires l'exposé suivant:

«Tout d'abord, je tiens à m'associer aux remerciements adressés aux représentants de la Cour des comptes pour leur travail approfondi et leurs explications.

Je comprends que l'envoi de la version préliminaire de l'ordonnance financière ait initialement semé la confusion, tant à la Cour des comptes qu'au sein de cette commission. Après l'envoi de la version préliminaire, une version mise à jour a en effet été distribuée. Cette version définitive contenait une série de modifications tenant compte des remarques de la Cour des comptes.

En ce qui concerne la méthodologie, j'ai choisi de regrouper les questions les plus fréquentes par thème et d'aborder l'essentiel de la réponse dans mon discours. Je n'aborderai que brièvement les questions plus techniques et détaillées. Je vous assure toutefois qu'une réponse écrite détaillée sera fournie à toutes ces questions.

J'ai reçu plusieurs questions concernant le dossier Hydria, notamment de la part de Mme Barzin, Mme De Smedt, M. Dalle, M. Verstraeten et M. De Beukelaer. Je voudrais répondre ici aux points essentiels suivants.

Comme l'indique également la Cour des comptes, le transfert d'actions d'une valeur de 178 millions d'euros n'a aucune incidence sur le solde SEC.

La correction des opérations budgétaires, ainsi que la création d'un nouvel article dans le manteau, ont été reprises dans un amendement. En concertation avec mon collègue le ministre Maron, il a été délibérément décidé de procéder ainsi via un article dans le manteau, et non via une ordonnance matérielle. Cette approche s'inscrit logiquement dans le fait que ces transactions budgétaires devaient de toute façon être incluses dans les crédits provisoires de la quatrième tranche. Il était donc approprié, également dans un souci d'exhaustivité et de transparence, de les intégrer directement dans le manteau existant.

Enfin, comme l'a justement fait remarquer la Cour des comptes, les éventuels dividendes futurs ne reviendront pas à la Région, mais au centre de tri. Je tiens à souligner deux points: premièrement, Hydria n'a jamais versé de dividendes. Deuxièmement, si cela devait arriver un jour, il s'agirait d'un flux financier interne au sein de la holding. Ces fonds seraient alors intégralement utilisés pour couvrir

IV.2. Antwoorden (vergadering van 18 september 2025)

1. Uiteenzetting van minister Sven Gatz

De minister heeft voor de commissieleden de volgende uiteenzetting gehouden:

“Allereerst sluit ik mij graag aan bij de dankbetuiging aan de vertegenwoordigers van het Rekenhof voor hun grondige werk en toelichting.

Ik begrijp dat de verzending van de proefdruk van de financieordonnantie aanvankelijk voor verwarring heeft gezorgd, zowel bij het Rekenhof als in deze commissie. Na het verzenden van de proefdruk is inderdaad een geüpdatete versie rondgestuurd. Die definitieve versie bevatte een reeks aanpassingen waarin de opmerkingen van het Rekenhof verwerkt waren.

Wat de methodiek betreft, heb ik ervoor gekozen om de meest frequente vragen thematisch te groeperen en de kern van het antwoord reeds in mijn uiteenzetting te behandelen. De meer technische en gedetailleerde vragen zal ik summier aankaarten. Ik verzeker u er echter van dat voor al die vragen een uitgebreid en schriftelijk antwoord zal worden verschaft.

Ik heb verschillende vragen ontvangen over het dossier Hydria, onder meer van mevrouw Barzin, mevrouw De Smedt, de heer Dalle, de heer Verstraeten en de heer De Beukelaer. Ik wil hier graag op volgende essentiële punten antwoorden.

De overdracht van aandelen met een waarde van 178 miljoen euro heeft, zoals het Rekenhof ook aangeeft, geen impact op het ESR-saldo.

De correctie van de budgettaire transacties, samen met de aanmaak van een nieuw artikel in de mantel zijn opgenomen in een amendement. In samenspraak met mijn collega, minister Maron, is er bewust voor gekozen om dit via een artikel in de mantel te doen, en niet via een materiële ordonnantie. Deze aanpak sluit logisch aan bij het feit dat deze budgettaire transacties sowieso moesten worden opgenomen in de voorlopige kredieten van schijf vier. Het was daarom aangewezen, ook voor de volledigheid en transparantie, om ze rechtstreeks in de bestaande mantel te integreren.

Tenslotte, zoals het Rekenhof terecht heeft opgemerkt, zullen eventuele toekomstige dividenduitkeringen niet naar het gewest vloeien, maar naar het sorteercentrum. Ik wens hierbij twee zaken met nadruk te onderstrepen. Ten eerste heeft Hydria nog nooit dividend uitgekeerd. Ten tweede, mocht dat ooit gebeuren, dan gaat het om een interne geldstroom binnen de holding. Die middelen zou-

les coûts nécessaires. Ils ont un seul objectif ultime: garantir la continuité et la qualité des services publics essentiels.

En ce qui concerne les recettes et la manière dont nous pouvons garantir leur niveau, voici ce qu'il convient de dire.

Tout d'abord, il y a lieu de noter que la plupart des recettes sur lesquelles nous avons une certaine emprise suivent leur rythme de croisière et devraient cette année dépasser l'exécution de l'année dernière.

La législature précédente s'est principalement concentrée sur Smart Move, qui permettrait aux non-Bruxellois de contribuer à l'utilisation de notre réseau routier. Grâce à un péage kilométrique intelligent, la possession d'une voiture ne serait plus taxée, mais bien son utilisation, ce qui me semble plus équitable et plus moderne. En l'absence de consensus politique, Smart Move n'a toutefois pas vu le jour.

Entre-temps, les autres Régions travaillent à l'introduction d'une vignette routière conformément à leurs accords de gouvernement respectifs pour la période 2024-2029. Un gouvernement bruxellois de plein exercice pourrait éventuellement s'y associer.

Au niveau fédéral, la régularisation fiscale a été relancée, et là aussi, la Région pourrait s'y associer (via un accord de coopération), compte tenu des recettes générées par les quatre cycles de régularisation précédents au fil des ans. En 15 ans, les cycles précédents ont rapporté pas moins de 180 millions d'euros.

Pour le reste, il convient de rappeler qu'en l'absence d'un nouvel accord de majorité, le gouvernement bruxellois fonctionne dans le cadre de l'accord de majorité 2019-2024.

Enfin, vous trouverez en [annexe](#) un aperçu des nombreuses actions menées par Bruxelles Fiscalité ces dernières années dans le cadre d'une perception plus efficace et plus fluide des impôts.

Je voudrais également revenir sur les différentes questions qui ont été posées au sujet de la création des nouvelles provisions, notamment par MM. Dalle, Verstraeten, de Patoul, El Omari et De Beukelaer.

Je tiens tout d'abord à souligner qu'il n'est actuellement pas possible de préciser quelle partie de la provision sera effectivement utilisée. Comme je l'ai expliqué mardi dernier dans mon introduction, toute libération de cette provision sera soumise à un processus administratif rigoureux. Chaque libération sera strictement évaluée au regard des principes des affaires courantes.

den dan integraal aangewend worden om kosten te dekken die noodzakelijk zijn. Ze dienen één ultiem doel: het garanderen van de continuïteit en de kwaliteit van de essentiële openbare dienstverlening.

Met betrekking tot de ontvangsten en de manier waarop we kunnen garanderen dat die op peil blijven, kan het volgende worden gezegd.

Vooreerst: de meeste ontvangsten waarop we enig vat hebben zitten op kruissnelheid en zouden het dit jaar beter doen dan de uitvoering van vorig jaar.

Tijdens de vorige regeerperiode werd vooral ingezet op Smart Move, waardoor ook niet-Brusselaars zouden bijdragen voor het gebruik van ons wegennet. Via een slimme kilometerheffing zou niet langer het bezit, maar het gebruik van een wagen worden belast, hetgeen mij billijker en moderner lijkt. Bij gebrek aan politieke consensus werd Smart Move echter niet gerealiseerd.

Intussen zouden de andere gewesten volgens hun respectieve regeerakkoorden 2024-2029 werken aan een wegvignet. Een Brusselse regering met volheid van bevoegdheid zou zich hier eventueel kunnen bij aansluiten.

Op federaal vlak werd dan weer de fiscale regularisatie nieuw leven ingeblazen en ook daar zou het gewest zich eventueel kunnen bij aansluiten (via een samenwerkingsakkoord), gelet op de inkomsten die de vorige vier regularisatierondes over de jaren heen hebben opgebracht (over 15 jaar gaat het maar liefst om 180 miljoen euro).

Voor het overige dient eraan herinnerd te worden dat bij gebrek aan nieuw regeerakkoord de Brusselse regering in lopende zaken functioneert binnen de contouren van het regeerakkoord 2019-2024.

In [bijlage](#) gaat ten slotte een overzicht van de vele acties die Brussel Fiscaliteit de laatste jaren heeft ondernomen in het kader van een betere en vlottere inning van belastingen.

Ik kom ook graag terug op de verschillende vragen die werden gesteld over de aanleg van de nieuwe provisies, onder meer door de heren Dalle, Verstraeten, De Patoul, El Omari en De Beukelaer.

Allereerst wil ik benadrukken dat het op dit moment niet mogelijk is om te specificeren welk deel van de provisie daadwerkelijk zal worden aangewend. Zoals ik afgelopen dinsdag in mijn inleiding heb toegelicht, zal elke vrijgave uit deze provisie onderworpen zijn aan een streng administratief proces. Hierbij wordt iedere vrijgave strikt getoetst aan de principes van lopende zaken.

Les avis de l'Inspection des Finances, l'accord budgétaire et le comité de prudence budgétaire constituent la base des discussions ultérieures au sein du gouvernement.

Je comprends la demande de MM. Dalle et Verstraeten qui souhaitent obtenir des garanties que ces moyens ne seront pas utilisés à des fins politiques. Permettez-moi donc d'être clair: le rôle indépendant et critique de l'Inspection des finances est crucial dans toute cette procédure. Afin de répondre à vos préoccupations et de garantir une transparence maximale vis-à-vis de ce Parlement, nous nous engageons à fournir chaque premier jour du mois un aperçu détaillé de toutes les libérations effectuées à partir de ces provisions. Cet aperçu sera accompagné à chaque fois des avis correspondants de l'Inspection des finances.

En réponse à votre question, Monsieur El Omari, je tiens à clarifier un éventuel malentendu concernant la provision pour la SLRB. Le montant de 164 millions d'euros représente uniquement la différence entre leurs crédits disponibles dans les crédits provisoires et leurs besoins estimés. Cette provision est indépendante des mesures conservatoires. Pour être complet, la contribution de la SLRB au montant global de 255 millions d'euros de sous-utilisation s'élevait à 5,2 millions d'euros.

Plusieurs collègues – MM. Bex, Dalle et Verstraeten – ont posé des questions sur le budget pluriannuel et l'objectif fixé pour 2026, à savoir atteindre un solde SEC maximal de -375 millions d'euros.

Comme vous le constatez, l'écart entre cet objectif et notre situation actuelle est considérable. Il est impossible pour un gouvernement en affaires courantes de procéder à un ajustement budgétaire aussi radical. Si nous y parvenons, nous ne pourrions pas garantir la continuité de nos services publics.

Seul un gouvernement de plein exercice peut présenter un nouveau budget pluriannuel à part entière. D'ici là, nous continuerons à travailler avec le budget pluriannuel qui a été adopté fin 2023.

En ce qui concerne le calcul du solde SEC, je vous renvoie, Monsieur Dalle, aux documents parlementaires où vous trouverez le détail du calcul. Je tiens également à souligner que la trajectoire européenne suit une voie purement linéaire, alors que nous devons être plus ambitieux en tant que Région. Si nous nous en tenons exclusivement à cette trajectoire européenne de sept ans, nous aboutirons à un ratio d'endettement insoutenable de 350 %...

Madame Khattabi, concernant le service TaxiBus de la STIB, le gouvernement en affaires courantes n'a, par définition, pas pris de décisions fondamentales ciblées sur une économie en diminuant telle ou telle politique individuelle. Les économies sont appliquées de manière

De adviezen van de Inspectie van Financiën, het begrotingsakkoord en het comité voor begrotingswaakzaamheid vormen de basis voor de daaropvolgende besprekingen binnen de regering.

Ik begrijp de vraag van de heer Dalle en de heer Verstraeten om garanties dat deze middelen niet politiek zullen worden aangewend. Laat mij daarom duidelijk zijn: de onafhankelijke en kritische rol van de Inspectie van Financiën is cruciaal in heel deze procedure. Om aan uw bezorgdheid tegemoet te komen en de transparantie naar dit parlement toe maximaal te waarborgen, verbinden wij ons er toe om telkens de eerste van de maand een gedetailleerd overzicht te verstrekken van alle vrijgaven die uit deze provisies zijn gedaan. Bij dat overzicht zullen telkens de desbetreffende adviezen van de Inspectie van Financiën worden gevoegd.

Naar aanleiding van uw vraag, mijnheer El Omari, wil ik graag een mogelijk misverstand ophelderen over de provisie voor de BGHM. Het bedrag van 164 miljoen euro vertegenwoordigt uitsluitend het verschil tussen hun beschikbare kredieten in de voorlopige kredieten en de door hen vastgestelde behoefte. Deze provisie staat los van de bewarende maatregelen. Voor de volledigheid: de bijdrage van de BGHM aan het globale bedrag van 255 miljoen euro aan onderbenutting bedroeg 5,2 miljoen euro.

Verschillende collega's – de heren Bex, Dalle en Verstraeten – hebben vragen gesteld over de meerjarenbegroting en de doelstelling van 2026 om te komen tot een ESR-saldo van maximaal -375 miljoen euro.

De kloof tussen die doelstelling en onze huidige situatie is, zoals u vaststelt, aanzienlijk. Voor een regering in lopende zaken is het onmogelijk om een dergelijke, ingrijpende begrotingsaanpassing door te voeren. Indien we dat bewerkstelligen, kunnen we de continuïteit van onze overheidsdiensten niet waarborgen.

Een nieuwe, volwaardige meerjarenbegroting kan enkel worden voorgelegd door een regering met volheid van bevoegdheid. Tot die tijd blijven we verder werken met de meerjarenbegroting die eind 2023 werd vastgelegd.

Wat de berekening van het ESR-saldo betreft, verwijs ik, meneer Dalle, naar de parlementaire stukken waar u het detail van de berekening kunt terugvinden. Ik wens tevens te benadrukken dat het Europese traject een louter lineair pad volgt, terwijl wij als gewest ambitieuzer moeten zijn. Indien we ons uitsluitend aan dit zevenjarige Europese traject houden, zullen we op een onhoudbare schuldratio van 350% uitkomen...

Mevrouw Khattabi, met betrekking tot de TaxiBusdienst van de MIVB: de regering in lopende zaken heeft per definitie geen fundamentele beslissingen genomen die gericht zijn op bezuinigingen door dit of dat beleid afzonderlijk te verminderen. De besparingen worden transversaal

transversale à travers la limitation des crédits au niveau du budget initial 2024, à travers la mise en œuvre d'un moratoire sur les recrutements et à travers des économies linéaires calculées sur certaines catégories de dépenses sur la base de la sous-utilisation 2024. Cette situation mène toutefois à des problèmes de financement de services existants dont les coûts sont en augmentation. C'est notamment le cas du service TaxiBus de la STIB, dont la dotation (4,7 millions d'euros par an) est bloquée au niveau 2024, tandis que les coûts sont en augmentation en raison d'une croissance de fréquentation de l'ordre de 15 % par an depuis une dizaine d'années. Sur la base de ce constat d'écart croissant entre le coût du service et le financement régional limité par les affaires courantes, le comité exécutif de la STIB a décidé de limiter le service, afin de limiter la perte d'exploitation du service à ce qu'elle était en 2024.

Je comprends l'étonnement de MM. Ghysels et Dalle quant au fait qu'il est pratiquement impossible de faire entrer en vigueur un budget pour 2026 le 1^{er} janvier.

Je voudrais l'expliquer en revenant brièvement sur le calendrier. Vous trouverez bien sûr les détails dans les réponses écrites.

La dernière séance plénière de l'année aura lieu le 12 décembre 2025. Cela signifie que toutes les réunions des commissions doivent être terminées au plus tard au cours de la première semaine de décembre. Afin de laisser au Parlement et à la Cour des comptes le temps nécessaire pour une préparation approfondie, tous les documents doivent donc être transmis avant la fin du mois d'octobre.

Mais avant d'en arriver là, une procédure complexe doit être suivie: des groupes de travail interministériels doivent se réunir, les différentes administrations doivent fournir leurs contributions budgétaires et leurs notes de politique générale, et mon administration Finances et Budget a besoin d'au moins deux semaines pour traiter toutes ces contributions et les transformer en documents parlementaires à part entière.».

2. Réponses aux questions de Stijn Bex

Le ministre a indiqué que le plan pluriannuel prévoit que le déficit budgétaire ne pourra dépasser 375 millions d'euros en 2026. Ce scénario est-il réaliste?

Réponse: Réaliser une économie d'environ 1 milliard d'euros en un an est une opération très lourde. Pour un gouvernement en affaires courantes, il est impossible de procéder à une réduction aussi drastique du solde SEC sans mettre en péril la continuité de nos services publics.

toegepast door middel van een beperking van de kredieten in de INI24-begroting, door de invoering van een weringsstop en door lineaire besparingen op bepaalde uitgavencategorieën op basis van de onderbenutting in 2024. Deze situatie leidt echter tot financieringsproblemen voor bestaande diensten waarvan de kosten stijgen. Dat is met name het geval voor de TaxiBusdienst van de MIVB, waarvan de dotatie (4,7 miljoen per jaar) is bevroren op het niveau van 2024, terwijl de kosten stijgen als gevolg van een toename van het aantal passagiers met ongeveer 15% per jaar sinds een tiental jaar. Op basis van deze vaststelling van een groeiende kloof tussen de kosten van de dienst en de gewestelijke financiering die beperkt is door de lopende zaken, heeft het uitvoerend comité van de MIVB besloten om de dienst te beperken, teneinde het exploitatieverlies van de dienst te beperken tot het niveau van 2024.

Ik begrijp de verbazing van de heer Ghysels en de heer Dalle, dat het vrijwel onhaalbaar is om een begroting voor 2026 vanaf één januari in werking te laten treden.

Graag licht ik dit toe met een korte terugblik op de planning. De details vindt u uiteraard terug in de schriftelijke antwoorden.

De laatste plenaire vergadering van het jaar vindt plaats op 12 december 2025. Dat betekent dat alle commissievergaderingen uiterlijk in de eerste week van december moeten zijn afgerond. Om het parlement en het Rekenhof de nodige tijd te gunnen voor een grondige voorbereiding, moeten alle documenten bijgevolg tegen eind oktober zijn bezorgd.

Voordat het zover is, moet er echter een uitgebreide procedure aan voorafgaan: er moeten interkabinettenwerkgroepen plaatsvinden, de verschillende administraties moeten hun budgettaire input en beleidsbrieven aanleveren, en mijn administratie Financiën en Begroting heeft op zichzelf al minstens twee weken nodig om al die input te verwerken en tot volwaardige parlementaire stukken om te vormen.”.

2. Antwoorden op de vragen van Stijn Bex

De minister heeft aangegeven dat het meerjarenplan voorziet dat het begrotingstekort in 2026 maximaal 375 miljoen euro mag bedragen. Is dit een realistisch scenario?

Antwoord: Het realiseren van een besparing van ongeveer één miljard euro op één jaar tijd is een zeer ingrijpende operatie. Voor een regering in lopende zaken is het onmogelijk om een dergelijke, drastische vermindering van het ESR-saldo door te voeren zonder de continuïteit van onze openbare diensten in gevaar te brengen.

Nous constatons également que les recettes diminueront de 65,7 millions d'euros en 2025. Pouvez-vous nous donner plus d'explications à ce sujet?

Comment cette situation peut-elle être améliorée et quelles mesures peuvent être prises pour maintenir ou augmenter les recettes?

Réponse: Les recettes augmenteront en 2025 par rapport à l'exécution 2024. Elles ne s'érodent donc en aucun cas, mais la différence par rapport au budget initial 2024 s'explique par plusieurs éléments: les 111 millions d'euros de droits d'émission qui n'ont pas été transférés par le gouvernement fédéral, une réduction de 35 millions d'euros de la contribution fédérale aux pompiers et l'absence de 40 millions d'euros de recettes provenant de la vente de terrains et de bâtiments.

Plusieurs membres m'ont demandé quelles mesures ont été prises pour préserver, voire augmenter la rentabilité des recettes:

- au cours des deux dernières années, Bruxelles Fiscalité a avancé l'envoi des avertissements-extraits de rôle relatifs au précompte immobilier et a accéléré le rythme des envois. Les courriers de rappel en cas de non-paiement ont également été envoyés plus rapidement. Cela permet de percevoir l'impôt plus vite, ce qui a un effet favorable sur la trésorerie;
- l'enrôlement de la taxe sur les surfaces non résidentielles a également été accéléré cette année;
- le projet pilote entre Bruxelles Fiscalité et la Ville de Bruxelles visant à améliorer certaines données cadastrales a depuis été étendu à trois autres communes. Concrètement, avec le soutien de Bruxelles Fiscalité, les indicateurs-experts communaux consacrent une partie de leur temps à améliorer, via analyses et enquêtes, la qualité des données nécessaires à la détermination du précompte immobilier;
- pour le crédit «mainmorte», une compensation fédérale pour certains biens domaniaux exonérés de précompte immobilier, Bruxelles Fiscalité a mis en place, en 2024 et 2025, des activités de contrôle sur la liste des parcelles concernées. Cela a abouti à une liste de parcelles qui devraient figurer sur la liste «mainmorte». L'impact financier de ces corrections sera en principe pris en compte au moment de la fixation de la dotation «mainmorte» pour l'année 2026;
- en ce qui concerne la taxe sur les établissements d'hébergement touristique, plusieurs mesures ont été prises par Bruxelles Fiscalité. Ainsi, Airbnb répond depuis peu effectivement aux demandes d'informations après avoir perdu des procédures judiciaires

Wij merken bovendien dat de ontvangsten in 2025 dalen met 65,7 miljoen euro. Kunt u hierover meer toelichting geven?

Hoe kan dat worden verbeterd en welke maatregelen zijn mogelijk om de inkomsten op peil te houden of te versterken?

Antwoord: De ontvangsten stijgen in 2025 ten opzichte van de uitvoering 2024. Zij eroderen dus geenszins, maar het verschil met de initiële begroting 2024 is te verklaren door meerdere elementen: de 111 miljoen euro aan emissierechten die niet werden overgedragen door de federale overheid, een vermindering van de federale tegemoetkoming voor de brandweer met 35 miljoen euro, en het uitblijven van 40 miljoen euro aan inkomsten uit de verkoop van terreinen en gebouwen.

Verschillende leden vroegen welke acties werden ondernomen om de rendabiliteit van de ontvangsten te vrijwaren of te verhogen:

- Brussel Fiscaliteit heeft in de loop van de laatste twee jaar de verzending van de aanslagbiljetten onroerende voorheffing vervroegd en het verzendingsritme versneld. Ook worden de herinneringsbrieven bij niet-betaling vlugger verzonden. Hierdoor wordt de belasting sneller geïnd, met een gunstig thesaurie-effect;
- ook de inkohiering van de belasting op niet-residentiele oppervlakten werd dit jaar versneld;
- het proefproject van Brussel Fiscaliteit en de stad Brussel ter verbetering van sommige kadastrale gegevens werd intussen uitgebreid naar drie andere gemeenten. In concreto besteden de gemeentelijke aanwijzende schatters, met de hulp van Brussel Fiscaliteit een deel van hun tijd aan het verbeteren van de kwaliteit van de gegevens die nodig zijn voor de bepaling van de onroerende voorheffing, via analyses en enquêtes;
- voor het krediet 'dode hand', een federale compensatie voor welbepaalde domeingoederen die zijn vrijgesteld van onroerende voorheffing, werden in 2024 en 2025 door Brussel Fiscaliteit controleactiviteiten opgezet van de betrokken percelenlijst. Dat heeft geleid tot een lijst van percelen die op de lijst 'dode hand' zouden moeten voorkomen. De financiële impact van die correcties zal in principe in rekening worden gebracht op het moment van de vaststelling van de dotation 'dode hand' voor het jaar 2026;
- voor wat de belasting op toeristische logies betreft, werden door Brussel Fiscaliteit meerdere acties ondernomen. Zo begint Airbnb effectief te antwoorden op vragen om informatie, nadat het gerechtelijke procedures heeft verloren tegen het Brussels

contre la Région de Bruxelles-Capitale. Airbnb contestait en effet l'obligation régionale de fournir des données. Ces informations ont permis d'identifier et de contacter les redevables qui n'ont pas respecté la législation fiscale.

Compte tenu du délai d'enrôlement de trois ans, l'accent est actuellement mis sur les nuitées qui ont eu lieu en 2022 (exercice d'imposition 2022). À ce jour (15 septembre 2025), 1.840 établissements ont été enregistrés «d'office» pour cet exercice d'imposition.

À ce jour (15 septembre 2025), des amendes pour un montant total de 2.545.000 euros ont été infligées pour non-respect de l'obligation d'enregistrement, dont 458.172,50 euros ont déjà été perçus. Il convient de noter que ces montants sont encore susceptibles d'évoluer, compte tenu des délais de paiement et des possibles réclamations qui peuvent conduire à une réduction de l'amende.

Outre les amendes, le processus de taxation est toujours en cours et les redevables ont encore la possibilité de prouver l'occupation réelle de leurs établissements. Le nombre réel de nuitées taxées évoluera donc encore fortement au cours des semaines et des mois à venir;

- en matière de nouvelles sources de financement, la mise en place concrète du prélèvement kilométrique intelligent Smart Move a également été préparée pendant la législature précédente, mais celui-ci n'a pas vu le jour faute de consensus politique;
- la taxe de mise en circulation a été indexée (pour les voitures autres que celles en leasing) afin de rattraper l'inflation durant la législature 2019-2024. Cette taxe continuera à être indexée chaque année.

3. Réponses aux questions de Clémentine Barzin

Mission 34: Au poste 34.001.04, pourquoi est-ce identiquement le même montant qu'en 2024 alors que le personnel des cabinets est censé avoir diminué?

Réponse: En effet, le personnel des cabinets a diminué. Étant donné que nous n'avons pas pris de mesures conservatoires sur le personnel, le budget prévu n'a pas été changé. Toutefois, et cela vaut pour chaque budget, celui-ci constitue une autorisation de dépense, et non une obligation. Dès lors, une sous-utilisation de ce poste est attendue, ce qui aura un impact positif sur le budget et le solde SEC de la Région.

Hoofdstedelijk Gewest. Airbnb contesteerde immers de gewestelijke verplichting tot het verstrekken van gegevens. Dankzij die informatie kon Brussel Fiscaliteit belastingplichtigen die de fiscale wetgeving niet hebben nageleefd, volop identificeren en aanschrijven.

Rekening houdende met de aanslagtermijn van drie jaar wordt heden een focus gelegd op overnachtingen die in 2022 plaatsvonden (aanslagjaar 2022). Tot op heden (dd. 15/09/2025) werden met betrekking tot dat aanslagjaar 1.840 inrichtingen 'ambtshalve' ingeschreven.

Voor de niet-naleving van de inschrijvingsverplichting werd tot op heden (dd. 15/09/2025) 2.545.000 euro aan boetes opgelegd, waarvan 458.172,50 euro reeds werd geïnd. Die bedragen zullen nog evolueren, gelet op de nog lopende betaaltermijnen en bezwaarmogelijkheden, die een vermindering van de boete mogelijk maken.

Naast de boetes is het taxatieproces nog volop lopende en krijgen belastingplichtigen tevens de kans om de werkelijke bezetting van hun inrichtingen aan te tonen. Het werkelijk aantal belaste overnachtingen zal dus ook nog sterk evolueren in de komende weken en maanden;

- op het vlak van nieuwe financieringsbronnen werd in de vorige regeerperiode de concrete invoering van de slimme kilometerheffing Smart Move voorbereid, dewelke er bij gebrek aan politieke consensus niet is gekomen;
- de belasting op inverkeerstelling werd (voor niet-leasing wagens) geïndexeerd om rekening te houden met de inflatie tijdens de regeerperiode 2019-2024, en zal jaarlijks een indexering blijven ondergaan.

3. Antwoorden op de vragen van Clémentine Barzin

Opdracht 34: Waarom is het bedrag van post 34.001.04 gelijk aan dat van 2024, terwijl het aantal kabinetsmedewerkers verminderd zou moeten zijn?

Antwoord: Het aantal personeelsleden op de kabinetten is inderdaad afgenomen. Aangezien we geen bewarende maatregelen hebben genomen met betrekking tot het personeel, is het voorziene budget niet gewijzigd. Dat geldt echter voor elk budget: het betreft een uitgavenmachtiging en geen verplichting. Er wordt dan ook een onderbenutting van deze post verwacht, wat een positief effect zal hebben op het budget en op het ESR-saldo van het gewest.

Mission 35 - fonction publique: pouvez-vous confirmer que le total des dépenses liées au personnel représente treize douzièmes maximum et que les quatre douzièmes demandés pour le premier trimestre auraient pu suffire comme dépassement?

Réponse: Pour l'ensemble de la Région (c'est-à-dire le SPRB ainsi que les OAA 1 et 2), un montant de 1.830 millions d'euros avait été inscrit au budget initial 2024. Le CP 4 prévoit un montant de 1.893 millions d'euros. L'écart est principalement couvert par la provision pour indexation de 57 millions d'euros. Cela correspond à un ratio de 12,41 douzièmes. Il n'est donc pas correct d'affirmer qu'il s'agit de treize douzièmes.

Pour répondre à votre question sur le dépassement des quatre douzièmes: non, cela n'était pas suffisant.

Si l'on considère l'exécution de janvier à juillet, on constate que sept douzièmes du budget initial 2024 correspondent à 1,067 milliard d'euros et que nous avons déjà exécuté 1,076 milliard d'euros en 2025.

Pouvez-vous faire le point sur les effets du moratoire sur les recrutements?

Réponse: L'effet du moratoire sur les recrutements apparaît désormais clairement dans le suivi mensuel de l'exécution des crédits de personnel, en particulier pour les organismes qui y sont entièrement soumis. Pour un détail plus précis sur les mouvements, je vous renvoie à la question suivante.

Quel est le nombre de personnes qui ont quitté les services publics régionaux et combien de personnes y sont entrées?

Réponse: Selon les derniers chiffres, qui mesurent les départs et entrées de membres du personnel pour la période allant du 31 décembre 2024 au 30 juin 2025, on constate 782 départs pour 661 entrées, soit un delta net de 121 personnes en moins dans nos services. Je tiens toutefois à préciser que ce solde se répartit comme suit: 89 personnes en moins dans les organismes entièrement soumis au moratoire sur les recrutements, contre 32 dans les organismes qui peuvent encore recruter du personnel opérationnel ou qui n'y sont pas soumis. En d'autres termes, le moratoire fonctionne et commence à produire des effets tangibles sur les dépenses de personnel des organismes qui y sont intégralement soumis.

Opdracht 35 - openbaar ambt: Kunt u, nu het einde van het jaar nadert, bevestigen dat de totale personeelsuitgaven maximaal dertien twaalfden bedragen en dat alleen de vier twaalfden van het eerste kwartaal als overschrijding hadden volstaan?

Antwoord: Over het volledige gewest (dus GOB, ABI 1 en 2 samen) was initieel 2024 een bedrag van 1.830 miljoen begroot. VK 4 geeft een bedrag van 1.893 miljoen. De delta wordt in hoofdzaak opgevangen door de indexprovisie van 57 miljoen. Dat geeft een ratio van 12,41/12. Het is dus niet correct te stellen dat het om 13/12 gaat.

Om op uw vraag te antwoorden over de overschrijding van 4/12: nee dit was niet genoeg.

Als we de uitvoering in overweging nemen, van januari tot en met juli, zien we dat zeven twaalfden van INI 24 overeenstemt met 1,067 miljard euro en we in 2025 reeds 1,076 miljard euro hebben uitgevoerd.

Kunt u een update geven over de impact van de wervingsstop?

Antwoord: Het resultaat van de wervingsstop komt nu duidelijk naar voren in de maandelijkse monitoring van de uitvoering van de personeelskredieten, met name voor de instellingen die volledig onder de wervingsstop vallen. Voor meer details over de bewegingen verwijs ik u naar de volgende vraag.

Hoeveel mensen hebben de gewestelijke overheidsdiensten verlaten en hoeveel zijn er in dienst genomen?

Antwoord: Volgens de laatste cijfers die het vertrek en de indiensttreding van personeel voor de periode van 31/12 tot 30/06 meten, zijn er 782 vertrekken en 661 indiensttredingen, wat neerkomt op een nettoverlies van 121 personen in onze diensten. Ik wil echter benadrukken dat dat saldo als volgt is verdeeld: 89 personen minder in de instellingen die volledig onder de wervingsstop vallen, tegenover 32 in de instellingen die nog operationeel personeel mogen aanwerven of die niet onder de wervingsstop vallen. Met andere woorden, de wervingsstop werkt en begint tastbare effecten te hebben op de personeelsuitgaven van de instellingen die er volledig onder vallen.

De façon plus générale, au niveau des ressources humaines, pouvez-vous confirmer que les promotions ont continué dans les services publics régionaux? Avez-vous une répartition administration par administration?

Réponse: Les promotions ne sont pas interdites par le moratoire sur les recrutements et peuvent donc avoir lieu, à condition qu'elles s'inscrivent dans le dernier plan de personnel approuvé de l'administration ou de l'organisme concerné et qu'elles puissent être financées par les crédits existants. Toutefois, toutes les promotions ne passent pas par le gouvernement. Pour obtenir une vue d'ensemble et une répartition par administration, une enquête devra être organisée auprès des différentes administrations et organismes régionaux.

Pouvez-vous nous garantir globalement que tous les salaires seront payés en 2025?

Réponse: Oui.

Mission 36: comment expliquez-vous qu'au poste 36.002.04 (dépenses de personnel pour Bruxelles Fiscalité), nous sommes à douze douzièmes quand tous les autres postes s'élèvent à treize douzièmes? Est-ce une des rares administrations qui ont joué le jeu?

Réponse: En raison de l'augmentation des frais de personnel (index, effets de barème, etc.), il n'est pas toujours possible de contrôler strictement les frais de personnel sur la base du budget de l'année précédente. Afin d'éviter que les membres du personnel ne soient pas payés à la fin de l'année, le budget CP4 a été établi sur la base d'une exécution complète en 2024 et d'une indexation justifiée. Cette administration n'a donc pas eu besoin de recourir à ce mode de calcul alternatif et peut couvrir ses frais de personnel en 2025 avec les crédits du budget initial 2024.

Le poste 36.042.06 (charges d'intérêts) passe de 335,087 millions d'euros à 414,980 millions d'euros en l'espace d'un an. Le ministre a-t-il des perspectives sur ce poste pour les années à venir?

Réponse: Actuellement, en l'absence d'une trajectoire pluriannuelle du budget et du déficit, il n'est pas possible d'établir une projection des charges d'intérêts. En ce qui concerne 2026, une estimation devrait être disponible dans le cadre de l'exercice budgétaire concerné.

Kunt u, wat de personeelszaken betreft, bevestigen dat de bevorderingen bij de gewestelijke overheidsdiensten zijn blijven doorgaan? Is er een uitsplitsing per bestuur beschikbaar?

Antwoord: Bevorderingen zijn niet verboden door de wervingsstop en kunnen dus plaatsvinden, op voorwaarde dat ze passen in het laatste goedgekeurde personeelsplan van de betrokken administratie of instelling en dat ze kunnen worden gefinancierd met bestaande kredieten. Niet alle bevorderingen verlopen echter via de regering. Om een overzicht en een uitsplitsing per administratie te krijgen, moet een enquête worden gehouden bij de verschillende gewestelijke administraties en instellingen.

Kunt u tot slot garanderen dat alle lonen voor 2025 worden uitbetaald?

Antwoord: Ja.

Opdracht 36: Hoe valt te verklaren dat we voor post 36.002.04, personeelsuitgaven Brussel Fiscaliteit, twaalf twaalfden optekenen en voor alle andere posten dertien twaalfden?

Antwoord: Omwille van de verhoogde personeelskosten (index, barema-effecten,...) is het strikt controleren van de personeelskosten niet steeds mogelijk op basis van de begroting van het jaar voordien. Om te voorkomen dat personeelsleden niet uitbetaald worden aan het einde van het jaar werd er bij de begrotingsopmaak VK4 gebruikgemaakt van een berekening op basis van de volledige uitvoering 2024 en een verantwoorde indexering. Brussel Fiscaliteit kon die verhogingen intern opvangen. Daardoor had deze administratie geen nood aan deze alternatieve berekeningswijze en kan zij haar personeelskosten in 2025 dekken met de kredieten INI24.

Het bedrag voor post 36.042.06 (rentelasten) is op één jaar tijd gestegen van 335,087 miljoen euro naar 414,980 miljoen euro. Beschikt de minister over vooruitzichten voor deze post in de komende jaren?

Antwoord: Aangezien er momenteel geen meerjarenbegroting en -tekort is, is het niet mogelijk om een prognose van de rentelasten op te stellen. Voor 2026 zou een raming beschikbaar moeten zijn in het kader van de betreffende begrotingsprocedure.

Pourriez-vous expliquer à quoi correspond l'augmentation du poste 36.043.03 relatif à la gestion des provisions alors que, dans les justifications, il est indiqué qu'il y a une mise à zéro de la provision énergie?

Réponse: Ce poste budgétaire concerne la provision pour les services du gouvernement (SPRB) et les organismes autonomes de première catégorie, mentionnés dans l'exposé des motifs. Les autres provisions, à l'exception des provisions supplémentaires pour la SLRB et la STIB, ont été ramenées à zéro.

Pourquoi, malgré un dépassement au poste 36.071.08, il n'y a pas de justification dans nos documents?

Réponse: Il s'agit de la même justification que celle déjà donnée dans le cadre des CP2 et CP3. Il s'agit de l'indexation de la prime Be Home prévue à l'article 14, § 1^{er}, de l'ordonnance du 23 novembre 2017 portant adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale.

Mission 37 «IT»: le commentaire suivant nous intrigue: «*Nous demandons des crédits de liquidations supplémentaires afin de pouvoir réaliser les dépenses nécessaires pour le bon fonctionnement du SPRB et de la Région en affaires courantes.*» S'agit-il réellement d'une justification? Pourquoi cette phrase est-elle formulée à propos du poste 37.041.19 alors que nous constatons une sous-utilisation?

Réponse: Il est exact que cette justification était prévue au poste budgétaire 37.041.19. À l'origine, une augmentation des crédits de liquidation avait été demandée. Celle-ci n'a toutefois pas été retenue.

Vous indiquez que «*les dotations totales à verser à Paradigm pour 2025 s'élèvent à 97.507.000 euros. Elles sont inscrites sur les SPRB.37.101.09 et SPRB.37.101.12*». Or, quand on additionne ces deux postes budgétaires, nous arrivons à 91,532 millions d'euros en crédits d'engagement et 85,950 millions d'euros en crédits de liquidations. Y a-t-il une erreur?

Réponse: Le montant figurant dans le tableau budgétaire est bien de 91.532.000 euros en crédits B et 85.950.000 millions d'euros en crédits C. Les montants mentionnés dans les justifications concernent les ressources demandées lors d'une phase antérieure de l'élaboration du budget. Toutefois, le budget initialement demandé était supérieur à ce qui a finalement été prévu.

Kunt u uitleggen hoe het komt dat het bedrag voor het beheer van de provisies op post 36.043.03 is toegenomen, terwijl in de verantwoordingen staat vermeld dat de provisie voor energie op nul is gezet?

Antwoord: Deze begrotingspost betreft de provisie voor de diensten van de regering (GOB) en de autonome bestuursinstellingen van eerste categorie, waarvan sprake in de toelichting. De andere provisies, met uitzondering van de bijkomende provisies voor de BGHM en de MIVB, werden op 0 gebracht.

Waarom bevatten de stukken die de commissieleden hebben ontvangen, geen verantwoording van de overschrijding voor post 36.071.08?

Antwoord: Het gaat om dezelfde verantwoording die reeds werd meegegeven in het kader van VK2 en VK3. Het betreft de indexering van de premie Be Home zoals voorzien in artikel 14, §1 van de ordonnantie van 23 november 2017 houdende wetgevende aanpassingen met het oog op de overname van de dienst onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Opdracht 37 "IT": de volgende opmerking roept vragen op: "*Er wordt extra budget gevraagd in vereffeningskrediet teneinde noodzakelijke uitgaven ten goede van de werking van de GOB en het BHG te kunnen betalen tijdens lopende zaken.*" Moeten we dat echt als een verantwoording beschouwen? Waarom is die zin geformuleerd voor post 37.041.19, terwijl die onvolledig wordt benut?

Antwoord: Het klopt dat deze verantwoording werd opgenomen bij begrotingspost 37.041.19. Aanvankelijk werd een verhoging van de vereffeningskredieten gevraagd. Die werd echter niet in aanmerking genomen.

Over de subsidie voor Paradigm voert de minister aan dat "*de totale dotaties die in 2025 aan Paradigm moeten worden uitgekeerd, 97,507 miljoen euro bedragen. Ze zijn ingeschreven op GOB.37.101.09 en GOB.37.101.12.*" Wanneer we de bedragen van die twee begrotingsposten optellen, komen we evenwel uit op 91,532 miljoen euro aan vastleggingskredieten en 85,950 miljoen euro aan vereffeningskredieten. Is daar een fout gebeurd?

Antwoord: Het bedrag dat is opgenomen in de begrotingstabel, betreft wel degelijk 91.532.000 euro in B-kredieten en 85.950.000 euro in C-kredieten. De bedragen waarvan sprake in de verantwoording betreffen de gevraagde middelen in een eerdere fase van de begrotingsopmaak. Echter lag het initieel gevraagde budget hoger dan wat uiteindelijk kon worden voorzien.

Mission 38, poste 38.041.11: vous indiquez que des moyens doivent encore être trouvés pour Mediapark. De quel montant parle-t-on? Sur quel poste budgétaire doivent-ils être trouvés et pour quand?

Réponse: Le poste budgétaire 38.041.11 concerne les subventions à reverser à la SAU pour les démolitions de Mediapark. Pour ces subventions, il est prévu de reverser 9.125.000 euros à la SAU avant la fin 2025. Si les crédits s'avèrent insuffisants, des redistributions doivent être opérées pour rendre cela possible.

Pour le poste 39.150.10, il est question d'une subvention annuelle pour les missions relevant de la compétence du commerce extérieur. À quoi cela correspond-t-il? Les dépenses de screen.brussels sont-elles soumises à l'approbation de l'Inspection des finances?

Réponse: Il s'agit d'une subvention de fonctionnement dans le cadre de la compétence du commerce extérieur, destinée à organiser des actions à l'étranger afin de promouvoir le secteur audiovisuel, éventuellement en collaboration avec Flanders Image/Fonds audiovisuel flamand (VAF), Wallonie-Bruxelles Images (WBI), visit.brussels (screen.brussels film commission) et le BAOB (screen.brussels cluster).

Le Code prévoit (article 142) que le gouvernement organise un contrôle administratif et budgétaire et en détermine les modalités d'exercice. Pour les services du gouvernement et les OAA 1, le gouvernement fait appel à l'Inspection des finances. Pour le contrôle administratif et budgétaire des OAA 2, le gouvernement nomme des commissaires du gouvernement.

Screen.brussels est un OAA 2, qui ne relève pas de la compétence des inspecteurs des finances. Le contrôle administratif et budgétaire est assuré par le commissaire du gouvernement compétent.

Mission 39: Le poste 39.156.10 relatif à Kanal est en dépassement. Aucune justification ne figure dans nos documents. Une correction pourrait-elle être faite pour l'exactitude de nos travaux?

Réponse: Le montant de référence pour les douzièmes était 17.512.000 euros, alors que le contrat de gestion prévoyait 27.865.000 euros.

Sur cette base, Kanal a retravaillé de nouvelles hypothèses mais un écart de 36 % de subsides était impossible à

Voor post 38.041.11 onder opdracht 38 vermeldt de minister dat er nog middelen moeten worden gevonden voor Mediapark. Over welk bedrag spreken we dan? Vanop welke begrotingspost moeten die middelen worden bijeengeschraapt en tegen wanneer?

Antwoord: Begrotingspost 38.041.11 betreft subsidies die aan de MSI moeten worden terugbetaald voor de sloop van Mediapark. Voor die subsidies is bepaald om voor eind 2025 9.125.000 euro aan de MSI terug te betalen. Indien de kredieten ontoereikend blijken, moeten herverdelingen worden doorgevoerd om dat mogelijk te maken.

Voor post 39.150.10 wordt verwezen naar een jaarlijkse subsidie voor de opdrachten in het beleidsdomein buitenlandse handel. Wat wordt daarmee bedoeld? Worden de uitgaven van screen.brussels ter goedkeuring voorgelegd aan de Inspectie van Financiën?

Antwoord: Het betreft een werkingssubsidie in het kader van de bevoegdheid "buitenlandse handel", om acties in het buitenland te organiseren om de audiovisuele sector te promoten, eventueel in samenwerking met Flanders Image/Vlaams Audiovisueel Fonds (VAF), Wallonie-Bruxelles Images (WBI), visit.brussels (screen.brussels film commission), en het BAOB (screen.brussels cluster).

In de codex (artikel 142) is bepaald dat de regering een administratieve en budgettaire controle organiseert en de nadere uitvoeringsregels daarvoor bepaalt. Voor de diensten van de regering en de ABI's 1 doet de regering een beroep op de Inspectie van Financiën. Voor de administratieve en budgettaire controle op de ABI's 2 stelt de regering regeringscommissarissen aan.

Screen.brussels is een ABI 2. Die ABI's vallen niet onder de bevoegdheid van de Inspecteurs van Financiën. De administratieve en budgettaire controle wordt waargenomen door de bevoegde regeringscommissaris.

Opdracht 39: Post 39.156.10 met betrekking tot Kanal vertoont een overschrijding. De stukken bevatten daarover geen enkele verantwoording. Kan met het oog op de nauwkeurigheid van de begrotingswerkzaamheden een correctie worden aangebracht?

Antwoord: Het referentiebedrag voor de twaalfden bedroeg 17.512.000 euro, terwijl het beheerscontract in 27.865.000 euro voorzag.

Op basis hiervan heeft Kanal nieuwe hypothesen uitgewerkt, maar een subsidiekloof van 36% kon onmogelijk

résorber entièrement. Le conseil d'administration de la Fondation Kanal a dès lors exposé aux commissaires du gouvernement les différents scénarios découlant de la situation de douzièmes. Le conseil d'administration a décidé sur cette base de saisir les ministres de tutelle (le ministre-président et le ministre du Budget) en vertu de l'article 39 du contrat de gestion qui implique qu'une concertation peut être sollicitée. Le 26 avril, les ministres ont reçu un courrier décrivant la situation et proposant certains efforts que Kanal était en mesure de faire sans compromettre son existence ni l'ouverture du musée. Cette proposition a fait l'objet d'un travail en parallèle associant les commissaires du gouvernement.

Au terme de la concertation conclue le 14 mai 2025, les ministres de tutelle ont agréé à un rééquilibrage par compensation interne au sein des AB relatives à Kanal afin de renforcer la dotation de fonctionnement.

Mission 40: au poste 40.104.12 («subvention d'investissement pour financer les pompiers de Bruxelles»), vous demandez une augmentation de crédit. Or, à la justification du poste 39.108.12, vous dites que l'augmentation des crédits de liquidation est compensée par une diminution du poste 40.104.12, alors que le montant de ce poste est en réalité augmenté. Pourriez-vous l'expliquer? Par ailleurs, à quoi vont servir ces crédits supplémentaires?

Réponse: Du montant du budget initial 2024, 180.000 euros ont été transférés vers SPRB.39.108.12. En effet, seulement 520.000 euros sont nécessaires pour la liquidation de l'engagement en cours de la subvention d'investissement au Siamu dans le cadre des projets CRU gérés par urban.brussels.

Par ailleurs, un delta de 2.140.000 euros en crédits de liquidation et d'engagement est ajouté à ce poste. Ce delta concerne le projet Feder «CRU 3 – Salle de sport Mons» pour le Siamu qui est estimé à 2.140.000 euros pour l'ensemble du projet et sera préfinancé à 100 % en 2025.

La justification du 40.041.08 fait apparaître une note interne du cabinet Clerfayt: pourriez-vous nous expliquer ce passage? Pourquoi y a-t-il des montants en lien avec la Cocom évoqués ici?

Réponse: Cette justification était un outil utilisé dans la version préliminaire des documents et aurait dû être supprimée dans la version finale.

volledig worden gedicht. De raad van bestuur van de stichting Kanal heeft daarom aan de regeringscommissarissen de verschillende scenario's voorgelegd die voortvloeiden uit de situatie met de twaalfden. De raad van bestuur heeft op basis daarvan besloten om de bevoegde ministers (minister-president en minister van Begroting) in te schakelen op grond van artikel 39 van het beheerscontract, dat bepaalt dat overleg kan worden gevraagd. Op 26 april werd een brief aan de ministers gestuurd waarin de situatie werd toegelicht en een voorstel werd gedaan voor een inspanning waarvan Kanal de gevolgen kon dragen zonder de instelling en de openheid in gevaar te brengen. Dat voorstel werd parallel behandeld in samenwerking met de regeringscommissarissen.

Na afloop van het overleg op 14 mei 2025 hebben de bevoegde ministers ingestemd met een herverdeling door interne compensatie binnen de BA's met betrekking tot Kanal om de werkingsdotatie te versterken.

Opdracht 40: Voor post 40.104.12 (investeringssubsidie voor de financiering van de brandweer van Brussel) vraagt de minister een verhoging van de kredieten. In de verantwoording bij post 39.108.12 wordt echter aangevoerd dat de verhoging van het B-krediet (vereffening) wordt gecompenseerd door een verlaging van post 40.104.12, terwijl het bedrag op post 40.104.12 eigenlijk wordt verhoogd. Kunt u dat verklaren? Waarvoor zijn die extra kredieten overigens bestemd?

Antwoord: Van het INI24-bedrag werd 180.000 euro overgedragen naar GOB.39.108.12. Er is namelijk slechts 520.000 euro nodig voor de vereffening van de uitstaande vastlegging van de investeringssubsidie aan brandweer.brussels in het kader van SVC-projecten beheerd door urban.brussels.

Echter wordt er daarnaast ook een delta van 2.140.000 euro in vereffening-en vastleggingskredieten op deze post bijgeschreven. Deze delta betreft het EFRO-project "SVC 3 – Sporthal Bergen" voor de DBDMH, die voor het volledige project geraamd is op 2.140.000 euro en voor 100% in 2025 zal worden voorgefinancierd.

In de verantwoording van post 40.041.08 is klaarblijkelijk sprake van een interne nota van het kabinet van minister Clerfayt is opgesteld. Kunt u meer uitleg geven over die passage? Waarom wordt hier overigens verwezen naar bedragen die verband houden met de GGC?

Antwoord: Deze verantwoording was een hulpmiddel dat in de voorlopige versie van de documenten werd gebruikt en had in de definitieve versie moeten worden geschrapt.

Pour être complet, on peut ajouter que la Cocom a été citée parce qu'une partie des crédits du poste budgétaire 40.041.08 est versée à la Cocom en application de l'ordonnance relative à la dotation générale aux communes.

Pour le poste 40.107.12, vous indiquez une sous-utilisation dans le cadre des caméras ANPR. Pouvez-vous expliciter ce point? Y a-t-il moins de caméras installées que prévu?

Réponse: Il ne s'agit pas ici d'une sous-utilisation, mais d'une adaptation de la structure budgétaire qui entraîne un transfert de la subvention vers la subvention de Paradigm. Une partie de la maintenance des systèmes ANPR relève de sa responsabilité.

Mission 41: Au poste 41.102.19 concernant Bruxelles Environnement, le ministre indique qu'il s'agit du financement de la politique climatique mais sans expliquer pourquoi il est en dépassement par rapport à 2024. Peut-il clarifier cette situation?

Réponse: Ce poste budgétaire concerne plusieurs subventions de fonctionnement octroyés annuellement à Bruxelles Environnement, de subventions de fonctionnement récurrentes provenant de fonds et dès lors financées par des recettes spécifiques.

Ce poste budgétaire est modifié afin de refléter:

- une hausse des recettes provenant des astreintes dues par l'État fédéral. Cette hausse correspond à la hausse du poste budgétaire recettes SPRB41.020.56 EF du fonds de l'environnement;
- l'indexation de la contribution de Fost Plus (84.000 euros).

10,727 millions d'euros (SPRB.41.103.09) supplémentaires sont octroyés à Bruxelles Propreté.

Pourriez-vous nous dire où en est le litige entre Bruxelles-Propreté et l'administration fiscale concernant la TVA? Avez-vous eu des nouvelles sur ce dossier depuis nos discussions du premier trimestre?

Vous y faites d'ailleurs référence à l'article 73 du manteau, qui demande que la Région soit garante d'un emprunt de 27,2 millions d'euros. N'était-ce pas déjà le cas précédemment?

Réponse: La Cour d'appel a jugé que l'appel interjeté par

Voor de volledigheid kan worden toegevoegd dat de GGC is genoemd, omdat in begrotingspost 40.041.08 een deel is opgenomen dat aan de GGC wordt uitgekeerd krachtens de ordonnantie betreffende de algemene dotatie aan de gemeenten.

Voor post 40.107.12 vermeldt u een onvolledige benutting voor de ANPR-camera's. Kunt u daar meer uitleg over geven? Zijn er minder camera's geplaatst dan gepland?

Antwoord: Het betreft hier geen onderbenutting maar een aanpassing in de begrotingsstructuur die een verschuiving van de subsidie naar de subsidie van Paradigm met zich meebrengt. Een deel van het onderhoud van de ANPR-systemen valt onder hun verantwoordelijkheid.

Opdracht 41: De minister voert aan dat post 41.102.19 met betrekking tot Leefmilieu Brussel samenhangt met de financiering van het klimaatbeleid, maar verklaart niet waarom het initieel begrote bedrag voor 2024 wordt overschreden. Kan hij daar duidelijkheid over scheppen?

Antwoord: Deze begrotingspost betreft verschillende jaarlijks aan Leefmilieu Brussel toegekende werkingssubsidies, terugkerende werkingssubsidies uit fondsen en dus gefinancierd met specifieke inkomsten.

Deze begrotingspost wordt gewijzigd om het volgende weer te geven:

- een stijging van de inkomsten uit dwangsommen verschuldigd door de federale overheid. Deze stijging is in overeenstemming met de stijging van begrotingspost GOB41.020.56 EF van het milieufonds;
- de indexering van de bijdrage van Fost Plus (84.000 euro).

10,727 miljoen euro (GOB.41.103.09) extra wordt toegekend aan Net Brussel.

Kunt u ons vertellen hoe het staat met het geschil van Net Brussel over de btw? Heeft u sinds onze besprekingen in het eerste kwartaal nog nieuws over deze kwestie ontvangen?

U verwijst hier naar in artikel 73 van de mantel, waarin wordt gevraagd dat het BHG borg staat voor een lening van 27,2 miljoen. Was dat niet al eerder het geval?

Antwoord: Het Hof van Beroep heeft geoordeeld dat het

l'administration de la TVA est non fondé. En conséquence, elle condamne l'administration au paiement d'indemnités de procédure.

Bruxelles-Propreté a procédé à la signification de l'arrêt de la Cour d'appel pour qu'il entre en force de chose jugée.

Le délai de trois mois commencera à courir dès que l'agence recevra l'expédition originale délivrée par le greffe. L'article est maintenu compte tenu de l'éventualité d'un pourvoi en cassation.

Pour le poste 41.103.12, on note un dépassement de 179 millions d'euros pour le projet be.exemplary. Pourriez-vous nous rappeler de quoi il s'agit? Mais surtout justifier le dépassement par un transfert de postes provenant de la mission 43 alors que ces postes font à peine 280.000 euros : comment 280.000 euros peuvent-ils balancer 179 millions d'euros?

Réponse: La part de be.exemplary n'est que de 280.000 euros. Il s'agit du paiement de l'engagement restant de la subvention d'investissement gérée par urban.brussels dans le cadre du projet Recypark de be.exemplary. Le delta restant est lié au transfert des actions Hydria du SPRB à Bruxelles-Propreté.

Qu'est-ce que be.exemplary? be.exemplary (également appelé Bâtiments exemplaires bruxellois) est un appel à projets lancé par la Région bruxelloise (urban.brussels). Objectif: construire ou rénover des bâtiments qui sont «exemplaires» à plusieurs égards en matière de développement urbain durable.

Mission 42 relative à la mobilité: on apprend que la subvention de fonctionnement de la STIB passe de 649 millions d'euros à 686 millions d'euros, soit une augmentation de 37 millions d'euros.

La STIB est-elle soumise au moratoire sur les embauches ainsi qu'aux demandes d'économies?

Réponse: Oui, mais uniquement sur les fonctions non opérationnelles, afin de garantir la stabilité de l'offre de transport.

La STIB est effectivement soumise aux demandes d'économies, qui se traduisent notamment par un effort sur les dépenses tant d'investissement que de fonctionnement.

L'augmentation des crédits de dotations à la STIB (sur le poste budgétaire 42.112.09) correspond:

beroep van de btw-administratie ongegrond is. De administratie wordt bijgevolg veroordeeld tot het betalen van de procedurekosten.

Net Brussel heeft het arrest van het Hof van Beroep betekend, zodat het in kracht van gewijsde gaat.

De termijn van drie maanden begint te lopen zodra het agentschap het originele afschrift van de griffie heeft ontvangen. Het artikel blijft gehandhaafd gezien de mogelijke onzekerheid van het cassatieberoep.

Post 41.103.12 vertoont een overschrijding van 179 miljoen euro voor het project be.exemplary. Kunt u uitleggen waarover het gaat? De budgetoverschrijding wordt verantwoord door een overdracht uit posten van opdracht 43, waarvoor amper 280.000 euro ingeschreven staat. Hoe kan met 280.000 euro een bedrag van 179 miljoen euro worden opgevangen?

Antwoord: Het aandeel van be.exemplary is slechts 280.000 euro. Dat betreft de betaling van de uitstaande vastlegging van de investeringssubsidie beheerd door urban.brussels in het kader van het be.exemplary-project Recypark. De resterende delta is gelinkt aan de overdracht van aandelen van Hydria vanuit de GOB aan Net Brussel.

Wat is be.exemplary? be.exemplary (ook Brusselse voorbeeldgebouwen genoemd) is een oproep tot projecten van de Brusselse overheid / urban.brussels. Doel: bouwen of renoveren van gebouwen die op meerdere vlakken 'voorbeeldig' zijn qua duurzame stedelijke ontwikkeling.

In opdracht 42, die verband houdt met mobiliteit, stijgt de werkingssubsidie van de MIVB van 649 miljoen euro naar 686 miljoen euro. Dat is een stijging met 37 miljoen euro.

Gelden de wervingsstop en de vraag om te besparen ook voor de MIVB?

Antwoord: Ja, maar alleen voor niet-operationele functies, om de stabiliteit van het vervoersaanbod te garanderen.

De MIVB is inderdaad onderworpen aan bezuinigingsmaatregelen, die zich met name vertalen in een inspanning op het gebied van zowel investerings- als exploitatie-uitgaven.

De verhoging van de kredieten voor de MIVB (op begrotingspost 42.112.09) komt overeen met:

- d'une part à la compensation de l'indexation de salaires, compte tenu de l'impact du moratoire;
- d'autre part à la compensation de l'impact de l'augmentation des coûts de l'énergie.

L'augmentation de ces crédits de dotations vers la STIB est donc compensée par une diminution correspondante des crédits qui étaient déjà prévus dans le budget initial 2024 sous la forme de provisions spécifiques, ce qui ne modifie donc pas le solde SEC de la Région.

L'ensemble des OAA de première et deuxième catégories ont-ils bénéficié d'une indexation de leur subvention?

Réponse: Non, le cadre juridique reste le budget initial 2024.

Au poste 44.041.08, on constate un dépassement de 3,9 millions d'euros. Confirmez-vous que le volet 2025 se base sur l'initial 2024 et non l'exécuté 2024?

Dans ce cas, comment se fait-il que, dans la mission 44, beaucoup de justifications se réfèrent à l'exécution et non à l'initial?

Réponse: Comme pour l'ensemble de l'exercice, les montants figurant dans la colonne «Ini 2024» correspondent effectivement à ces montants et non à l'exécution de 2024.

Il est possible que les collaborateurs chargés du budget aient pris en considération l'exécution lors de l'élaboration de leurs propositions budgétaires et de leurs justifications afin de déterminer leurs besoins effectifs.

Le poste budgétaire 44.041.08 augmente effectivement par rapport au budget initial 2024.

Étant donné que les crédits provisoires 2025 sont basés sur l'approche (plus théorique) du budget initial 2024, il faudra également procéder en 2025 à une redistribution des subventions d'investissement (poste budgétaire actuel 44.041.11) vers les subventions de fonctionnement (poste budgétaire actuel 44.041.08).

Cette réduction des subventions d'investissement est mentionnée dans la justification du poste budgétaire 44.041.11.

Sur l'ensemble des deux postes budgétaires, on observe une baisse globale d'environ 3 millions d'euros en crédits C par rapport au budget initial 2024.

- de compensatie van de loonindexering, rekening houdend met de impact van de wervingsstop;
- de compensatie van de impact van de stijging van de energiekosten.

De verhoging van deze kredieten voor de MIVB wordt dus gecompenseerd door een overeenkomstige vermindering van de kredieten die al in de oorspronkelijke begroting voor 2024 waren opgenomen in de vorm van specifieke voorzieningen, waardoor het ESR-saldo van het gewest ongewijzigd blijft.

Hebben alle ABI's 1 en 2 een indexering van hun subsidie gekregen?

Antwoord: Nee, het wettelijke kader blijft INI 2024.

Post 44.041.08 vertoont een overschrijding met 3,9 miljoen euro. Bevestigt u dat het gedeelte voor 2025 gebaseerd is op de initiële begroting voor 2024 en niet op de uitgevoerde begroting van 2024?

Hoe komt het dan dat in opdracht 44 veel verantwoordingen verwijzen naar de uitgevoerde begroting en niet naar de initiële begroting?

Antwoord: Zoals voor de gehele oefening betreffen de bedragen in de kolom Initieel 2024 ook effectief deze bedragen en niet de uitvoering van 2024.

Mogelijk hebben de begrotingsmedewerkers binnen deze opdracht bij het opstellen van hun begrotingsvoorstellen en verantwoordingen de uitvoering in overweging genomen om hun effectieve noden te bepalen.

Begrotingspost 44.041.08 stijgt inderdaad ten opzichte van de initiële begroting 2024.

Aangezien de voorlopige kredieten 2025 gebaseerd zijn op de (theoretische(re)) benadering van de initiële begroting 2024, moet er in 2025 om de continuïteit van de dienstverlening te waarborgen ook herverdeeld worden van investeringssubsidies (huidige begrotingspost 44.041.11) naar werkingssubsidies (huidige begrotingspost 44.041.08).

Deze vermindering voor investeringssubsidies staat vermeld onder de verantwoording voor begrotingspost 44.041.11.

Over de twee begrotingsposten heen is er een globale daling van circa 3 miljoen euro in C-kredieten ten opzichte van de initiële begroting 2024.

Pour le poste 44.122.09, on nous explique qu'il y a une dérogation pour la subvention à hub.brussels mais sans réelle justification de ce dépassement. À quoi cela est-il dû?

Réponse: La dotation accordée à hub.brussels comprend trois éléments différents pour atteindre un montant total de 43.847.000 euros:

Dotations: 42.007.000 euros, soit 22.039.000 euros au titre de l'Économie et 19.968.000 euros au titre du Commerce extérieur. Il s'agit ici d'une augmentation de la dotation INI24, car une augmentation était déjà nécessaire en 2024 en raison de l'indexation des salaires.

Subvention Feder pour le projet B-Earth: pour la partie Feder, le budget s'élève à 1.663.000 euros, mais il s'agit d'un projet européen pour lequel hub.brussels a posé sa candidature. Cette partie du poste budgétaire est également supérieure de 1,16 million d'euros à celle de 2024.

Enfin, il y a une petite subvention de 177.000 euros provenant de Bruxelles International.

Mission 45: il y a un dépassement au poste 45.041.08 pour la crise de l'accueil, alors que le New Samusocial est contraint de refuser de nombreuses familles mais aussi des femmes victimes de violences.

Dès lors, qui sont les publics prioritaires dans le cadre de ces nouvelles places?

Réponse: Dans le cadre de l'exécution du Brussels Deal, la Région de Bruxelles-Capitale finance actuellement plus de 1.900 places d'accueil humanitaire parmi lesquelles 359 sont actuellement consacrées à l'accueil de familles et de femmes. Conformément aux dispositions de la convention relative à l'octroi de l'accueil conclue avec Fedasil, le public prioritaire vise tout demandeur de protection internationale et toute autre personne sans abri qui a l'intention d'introduire une demande de protection internationale. Moyennant l'octroi de crédits budgétaires supplémentaires, la Région pourrait soutenir le financement de places d'accueil humanitaire additionnelles pour des femmes et des familles, conjointement avec la Cocom qui est compétente pour l'aide aux personnes.

Que couvre la provision libérée de 8 millions d'euros prévue au poste 45.041.14?

Réponse: La provision SPRB.45.041.03 est répartie entre différents postes budgétaires. L'affectation de cette provision peut être vérifiée dans les justifications des postes

In post 44.122.09 wordt melding gemaakt van een afwijking voor de subsidie aan hub.brussels, zonder die overschrijding echter te verantwoorden. Hoe komt dat?

Antwoord: De dotatie aan hub.brussels omvat drie verschillende zaken om tot het geheel te komen van 43.847.000 euro:

Dotaties: 42.007.000 euro: 22.039.000 euro via Economie en 19.968.000 euro via Buitenlandse Handel. Het betreft hier een verhoging van de dotatie INI24, omdat er reeds in 2024 een verhoging nodig was omwille van de loonindexering.

EFRO-subsidie voor het B-Earth project: voor het EFRO-gedeelte is er een budget van 1.663.000 euro, maar het gaat om een Europees project waarvoor hub.brussels zich kandidaat heeft gesteld. Dit gedeelte van de begrotingspost ligt ook 1,16 miljoen euro hoger van in 2024.

Tot slot is er een kleine subsidie van 177.000 euro vanuit Brussels International.

Opdracht 45: Post 45.041.08 voor de opvangcrisis vertoont een overschrijding, en dat terwijl New Samusocial zich genoodzaakt ziet om de deur dicht te houden voor heel wat gezinnen, maar ook voor vrouwen die slachtoffer zijn van geweld.

Welke doelgroepen komen dan wel prioritair in aanmerking voor die nieuwe plaatsen?

Antwoord: In het kader van de uitvoering van de Brussels Deal financiert het Brussels Hoofdstedelijk Gewest momenteel meer dan 1.900 humanitaire opvangplaatsen, waarvan er 359 momenteel bestemd zijn voor de opvang van gezinnen en vrouwen. Overeenkomstig de bepalingen van de overeenkomst met Fedasil over de toekenning van opvang, zijn alle aanvragers van internationale bescherming en alle andere daklozen die van plan zijn een aanvraag voor internationale bescherming in te dienen, prioritair. Door extra begrotingsmiddelen toe te kennen, zou het gewest de financiering van bijkomende humanitaire opvangplaatsen voor vrouwen en gezinnen kunnen ondersteunen, samen met de GGC, die bevoegd is voor de opvang van personen.

Wat wordt er gedekt met de vrijgemaakte provisie van 8 miljoen euro op post 45.041.14?

Antwoord: De provisie GOB.45.041.03 is verdeeld over verschillende begrotingsposten. De bestemming van deze provisie kan worden nagegaan in de verantwoordingen

budgetaires 45.041.05, 45.041.08 et 45.041.14. Ces postes budgétaires sont liés à la mise en œuvre du Brussels Deal et du programme Brussels Helps Ukraine et couvrent les dépenses nécessaires à l'aménagement, à l'occupation et à la sécurisation des infrastructures mises à disposition par la Région pour ouvrir des centres d'accueil humanitaire et des logements temporaires.

CIRB: pour le poste 37.201.19B, vous indiquez dans la dérogation une demande de 51 millions d'euros. Or, les montants mentionnés ne correspondent pas à ce qui figure dans les tableaux budgétaires, où on retrouve 46.859.000 euros en crédits de liquidation et d'engagement.

Dès lors, pourquoi ces montants diffèrent-ils de la justification? Si on parle bien de 51.859.000 euros, alors les deltas ne sont pas de 9,2 millions d'euros euros comme mentionné dans le tableau mais bien de 14,2 millions d'euros.

Réponse: Le montant figurant dans le tableau budgétaire est bien de 46.859.000 euros. Les montants mentionnés dans la justification correspondent aux ressources initialement demandées par Paradigm.

Ce poste budgétaire comprend les frais de personnel. Comme pour les autres frais de personnel, un mode de calcul alternatif est utilisé pour tenir compte des indices salariaux.

Toutefois, le budget initialement demandé était supérieur à ce qui a finalement été prévu.

Pour le poste 37.201.08, vous indiquez «*le besoin est lié aux subventions suivantes*», sauf que les subventions ne sont pas mentionnées... Pourriez-vous nous fournir le complément d'information?

Réponse: C'est pour les subventions suivantes: Atelier du web, Habitat et Rénovation, CPAS 1030, Art & Public ASBL, Croix-Rouge de Belgique et ARA ASBL.

Siamu: le poste 40.201.04 est en dépassement mais il n'y a aucune justification.

Réponse: Afin d'éviter que les membres du personnel ne soient pas payés à la fin de l'année, le budget CP4 a été établi sur la base d'un calcul fondé.

Bruxelles-Propreté: les dépenses explosent en raison de l'acquisition d'Hydria par l'agence. Concernant ce dossier, la Cour des comptes a soulevé de nombreuses remarques.

van begrotingsposten 45.041.05, 45.041.08 en 45.041.14. Deze begrotingsposten staan in verband met de uitvoering van de Brussels Deal en het programma Brussels Helps Ukraine en dekken de uitgaven die nodig zijn voor de inrichting, bezetting en beveiliging van de infrastructuur die door het gewest ter beschikking wordt gesteld om humanitaire opvangplaatsen en tijdelijke huisvesting te openen.

CIBG: voor post 37.201.19B vermeldt u in de afwijking een aanvraag van 51 miljoen, maar deze bedragen komen niet overeen met wat in de begrotingstabellen staat, waar 46.859.000 euro aan kredieten B en C wordt vermeld.

Waarom wijken deze bedragen dan af van de verantwoording? Als we het inderdaad over 51.859.000 euro hebben, dan bedragen de verschillen niet 9.211.000 euro zoals vermeld in de tabel, maar wel 14.211.000 euro en 14.212.000 euro.

Antwoord: Het bedrag dat is opgenomen in de begrotingstabel, betreft wel degelijk 46.859.000 euro. De bedragen waarvan sprake in de verantwoording betreffen de originele gevraagde middelen door Paradigm.

Deze begrotingspost omvat de personeelskosten. Zoals voor de andere personeelskosten wordt een alternatieve berekeningswijze gehanteerd om tegemoet te komen aan de loonindexen.

Echter lag het initieel gevraagde budget hoger dan wat uiteindelijk voorzien werd.

Voor post 37.201.08 geeft u aan dat "de behoefte verband houdt met de volgende subsidies", maar de subsidies worden niet vermeld ... Kunt u ons hierover meer informatie geven?

Antwoord: Het betreft de volgende subsidies: Atelier du web, Habitat et Rénovation, CPAS 1030, Art & Public vzw, Rode Kruis België en ARA vzw.

DBDMH: Voor post 40.201.04 is er sprake van een overschrijding, maar die wordt niet verantwoord.

Antwoord: Om te voorkomen dat personeelsleden niet uitbetaald worden aan het einde van het jaar, werd er bij de begrotingsopmaak VK4 gebruikgemaakt van een berekening.

Net Brussel: de uitgaven exploderen door de overname van Hydria door het Agentschap. Het Rekenhof heeft hierover talrijke opmerkingen gemaakt.

Quelles sont vos réponses à celles-ci? Confirmez-vous que l'augmentation de capital de la SA Centre de tri a été réalisée le 30 juin 2025? L'intégrer dans la présente ordonnance est suffisant ou prévoyez-vous ensuite un texte à part?

Le montant au 41.254.63 fait état de 176,838 millions d'euros pour l'achat des actions alors qu'au 41.005.63, il est indiqué 178,345 millions d'euros pour la vente d'actions. D'où provient le delta entre l'achat et la vente?

Réponse: Comme indiqué par la Cour des comptes, l'amendement apporte une réponse aux observations.

Il s'agit bien de l'augmentation du capital du 30 juin 2025.

Le delta provient d'une erreur matérielle lors de l'introduction des données par BFB. Cette erreur est corrigée dans l'amendement n° 1.

Concernant Bruxelles Environnement: la création d'un logiciel PEB unique est évoquée, pour la modique somme de 3,3 millions d'euros.

Est-ce que vous développez une nouvelle intelligence artificielle à ce prix-là?

Pouvez-vous nous confirmez que ce dossier est suivi de prêt?

La dérogation est-elle vraiment nécessaire?

Réponse: Le montant estimé de 3,3 millions d'euros concerne le démarrage des développements d'un logiciel PEB unique, conséquence directe de l'adoption, le 7 mars 2024, d'une ordonnance modifiant le Cobrace (cf. directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments, directive UE 2024/1275 du 24 avril 2024).

Cette nouvelle ordonnance et ses arrêtés d'exécution instaurent notamment une méthode de calcul énergétique unique pour tous les types de bâtiments et fixent les objectifs de performance énergétique à atteindre pour les prochaines décennies.

La mise en œuvre de cette nouvelle méthode de calcul ainsi que la certification qui y est liée doivent passer par un nouveau logiciel informatique dont le développement conditionne la possibilité d'évaluer le respect des exigences légales en matière de performance énergétique des bâtiments.

Le développement de ce nouveau logiciel vient également

Wat is uw antwoord hierop? Bevestigt u dat de kapitaalverhoging van de nv Sorteercentrum op 30 juni 2025 is gerealiseerd? Is het voldoende om dit in het huidige besluit op te nemen of bent u van plan om daarna een aparte tekst op te stellen?

Het bedrag op post 41.254.63 vermeldt 176,838 miljoen euro voor de aankoop van aandelen, terwijl op post 41.005.63 178,345 miljoen euro wordt vermeld voor de verkoop van aandelen. Waar komt het verschil tussen de aankoop en de verkoop vandaan?

Antwoord: Zoals meegedeeld door het Rekenhof biedt het amendement een antwoord op de opmerkingen.

Correct, betreft de verhoging van het kapitaal op 30 juni 2025.

Het verschil is het gevolg van een materiële fout bij de invoer van de gegevens door BFB. Deze fout is in amendement nr. 1 gecorrigeerd.

Wat Leefmilieu Brussel betreft, wordt verwezen naar de ontwikkeling van een unieke EPB-software voor een klein bedrag van 3,3 miljoen euro.

Laat de regering voor die prijs nieuwe kunstmatige intelligentie ontwerpen?

Kunt u ons bevestigen dat het dossier nauwlettend wordt gevolgd?

Is de afwijking echt nodig?

Antwoord: Het geraamde bedrag van 3,3 miljoen euro betreft de start van de ontwikkeling van unieke EPB-software, een direct gevolg van de goedkeuring op 7 maart 2024 van een ordonnantie tot wijziging van de BWLKE-ordonnantie (zie Europese richtlijn betreffende de energieprestaties van gebouwen, EU-richtlijn 2024/1275 van 24 april 2024).

Die nieuwe ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten ervan voeren met name een unieke energieberekeningsmethode in voor alle soorten gebouwen en leggen de energieprestatiedoelstellingen vast die voor de komende decennia moeten worden bereikt.

De toepassing van deze nieuwe berekeningsmethode en de daarmee samenhangende certificering moeten worden geïmplementeerd door middel van nieuwe computersoftware, waarvan de ontwikkeling dus bepalend is voor de mogelijkheid om na te gaan of aan de wettelijke eisen inzake de energieprestaties van gebouwen wordt voldaan.

De ontwikkeling van die nieuwe software brengt ook een

regrouper en une application unique un ensemble de solutions informatiques liées à la certification. En effet, les bâtiments neufs ou existants, tertiaires ou résidentiels, faisaient jusqu'ici chacun l'objet d'un logiciel et d'une méthode propres pour leur certification.

Ce dossier est en effet bien suivi par Bruxelles Environnement. C'est un investissement informatique conséquent, qui a fait l'objet d'une validation dans le cadre des organes de la gouvernance IT régionale coordonnée par Paradigm.

4. Réponses aux questions de Zakia Khattabi

Le ministre a posé le constat que les administrations étaient loin d'avoir répondu à ses demandes d'économies.

Certains organismes n'hésitent pourtant pas à effectuer des choix qui s'apparentent à de la mesquinerie, comme la STIB, qui a décidé de réduire drastiquement l'offre TaxiBus. Le ministre peut-il confirmer que cette décision n'a été validée ni par le conseil d'administration, ni par le conseil de gestion de la STIB?

Réponse: Concernant le service TaxiBus de la STIB: le gouvernement en affaires courantes n'a, par définition, pas pris de décisions fondamentales visant à réaliser des économies en diminuant telle ou telle politique individuelle. Les économies sont appliquées de manière transversale à travers la limitation des crédits au niveau du budget INI24, à travers la mise en œuvre d'un moratoire sur les recrutements et à travers des économies linéaires calculées sur certaines catégories de dépenses sur la base de la sous-utilisation 2024. Cette situation mène toutefois à des problèmes de financement de services existants dont les coûts sont en augmentation. C'est notamment le cas du service TaxiBus de la STIB, dont la dotation (4,7 millions d'euros par an) est bloquée au niveau 2024, tandis que les coûts sont en augmentation en raison d'une croissance de la fréquentation de l'ordre de 15 % par an depuis une dizaine d'années. Sur la base de ce constat d'écart croissant entre le coût du service et le financement régional limité par les affaires courantes, le comité exécutif de la STIB a décidé de réduire le service afin de limiter la perte d'exploitation du service à ce qu'elle était en 2024.

5. Réponses aux questions d'Ilyas El Omari

Peut-on parler d'une économie ou d'une sous-consommation du budget lorsque les montants évoqués sont liés à des paiements différés de la Région bruxelloise à la SLRB? Les 66,5 millions d'euros dus à la SLRB sont-ils comptabilisés au niveau des 164 millions d'euros de sous-consommation des montants attribués à cet organisme?

reels verschillende IT-oplossingen met betrekking tot certificering samen in één enkele toepassing. Tot nu toe was er voor nieuwe of bestaande gebouwen, tertiaire of residentiële gebouwen, telkens aparte software en een eigen methode voor hun certificering.

Dit dossier wordt nauwlettend gevolgd door Leefmilieu Brussel. Het gaat om een aanzienlijke investering in IT, die is goedgekeurd door de gewestelijke IT-bestuursorganen, gecoördineerd door Paradigm.

4. Antwoorden op de vragen van Zakia Khattabi

De minister heeft aangevoerd dat de administraties nog niet naar behoren hebben gereageerd op zijn verzoeken om te besparen.

Sommige instellingen deinzen er echter niet voor terug om vrij bekrompen keuzes te maken, zoals de MIVB, die beslist heeft om het aanbod van taxibussen drastisch te verminderen. Kan de minister bevestigen dat die beslissing niet werd goedgekeurd door de raad van bestuur, noch door de beheerraad van de MIVB?

Antwoord: Wat de TaxiBusdienst van de MIVB betreft: de regering in lopende zaken heeft per definitie geen fundamentele beslissingen genomen die gericht zijn op bezuinigingen door dit of dat beleid afzonderlijk te verminderen. De besparingen worden transversaal toegepast door middel van een beperking van de kredieten in de INI24-begroting, door de invoering van een wervingsstop en door lineaire besparingen op bepaalde uitgavencategorieën op basis van de onderbenutting in 2024. Deze situatie leidt echter tot financieringsproblemen voor bestaande diensten waarvan de kosten stijgen. Dit is met name het geval voor de TaxiBusdienst van de MIVB, waarvan de dotatie (4,7 miljoen per jaar) op het niveau van 2024 is bevroren, terwijl de kosten stijgen als gevolg van een toename van het aantal passagiers met ongeveer 15% per jaar sinds een tiental jaar. Op basis van deze vaststelling van een groeiende kloof tussen de kosten van de dienst en de gewestelijke financiering die beperkt is door de lopende zaken, heeft het uitvoerend comité van de MIVB besloten om de dienst te beperken, teneinde het exploitatieverlies van de dienst te beperken tot wat het in 2024 was.

5. Antwoorden op de vragen van Ilyas El Omari

Kunnen we daadwerkelijk gewagen van een besparing of een onvolledige benutting van het budget, wanneer de vermelde bedragen betrekking hebben op uitgestelde betalingen van het Brussels Gewest aan de BGHM? Is het aan de BGHM verschuldigde bedrag van 66,5 miljoen euro verrekend in het onvolledig benutte bedrag van 164 miljoen

Quant à l'article 16 qui évoque la mise à jour des budgets des organismes administratifs autonomes de deuxième catégorie, comment le Parlement peut-il exercer un contrôle effectif sur ces budgets qui ne sont pas soumis à son vote? Quels sont les mécanismes prévus pour éviter que la réaffectation entre programmes n'introduisent de facto de nouvelles politiques?

Réponse: Votre question suggère un éventuel malentendu quant au rapport entre la sous-utilisation et la provision. Permettez-moi d'essayer de clarifier ce point. Le montant total de la sous-utilisation pour 2024 s'élève à 255 millions d'euros. Il est essentiel de faire ici une distinction: seuls 5,2 millions d'euros de ce montant sont imputables à la SLRB. Les 164 millions d'euros correspondent au montant actuellement prévu pour 2025 dans la provision pour la SLRB. Ce montant est indépendant de la sous-utilisation, mais a été fixé sur la base des besoins indiqués pour 2025. Les 66,5 millions d'euros dont vous parlez font en effet partie intégrante de cette provision.

Ces OAA 2 fournissent également leurs chiffres d'exécution mensuels, afin qu'ils puissent être suivis. Ils sont également soumis aux règles générales de redistribution entre les postes budgétaires, de sorte qu'ils ne peuvent pas redistribuer n'importe quoi (voir la décision du 30 mai 2024). En cas de redistribution entre différents postes budgétaires, l'accord préalable du commissaire du gouvernement (ou du délégué du ministre du Budget s'il n'y a pas de commissaire du gouvernement) est nécessaire. Au sein d'un même poste budgétaire, l'avis du commissaire du gouvernement n'est pas requis.

6. Réponses aux questions de Jonathan de Patoul

Une provision est prévue pour répondre à un éventuel besoin de financement de la SLRB. Quelle est la part de ces provisions qui risquent néanmoins d'être payées?

Réponse: Il est actuellement prématuré de répondre à cette question. Ce que je peux dire, c'est que le montant de 164 millions d'euros, selon les besoins présentés par la SLRB, est nécessaire pour 2025.

7. Réponses aux questions de Marc-Jean Ghysels

Quelles sont les marges de manœuvre du gouvernement face à cette situation très compliquée? Quelles initiatives ont été prises pour garantir le niveau des recettes?

Les 110 millions d'euros du système de compensation ETS n'apparaissent plus aujourd'hui. Pourquoi?

euro dat eraan is toegewezen?

Artikel 16 verwijst naar de bijgewerkte begrotingen van de autonome bestuursinstellingen van categorie 2. Hoe kan het parlement die begrotingen controleren, als ze er niet ter stemming aan moeten worden voorgelegd? Welke mechanismen moeten helpen voorkomen dat door middelen van het ene programma te herbestemmen voor een ander programma de facto nieuw beleid vorm krijgt?

Antwoord: Uw vraag suggereert een mogelijk misverstand over de verhouding tussen de onderbenutting en de provision. Laat mij proberen dit voor u te preciseren. Het totale bedrag aan onderbenutting voor 2024 bedraagt 255 miljoen euro. Hierbij is het cruciaal een onderscheid te maken: slechts 5,2 miljoen euro van dat bedrag is toe te schrijven aan de BGHM. De 164 miljoen euro is het bedrag dat nu voor 2025 wordt voorzien in een provision voor de BGHM. Dat bedrag staat los van de onderbenutting, maar werd vastgesteld op basis van de aangegeven behoeften voor 2025. De 66,5 miljoen euro waar u over spreekt, maakt inderdaad integraal deel uit van die provision.

Deze ABI's 2 leveren ook hun maandelijkse uitvoeringscijfers aan, zodat dit opgevolgd kan worden. Zij zijn ook onderworpen aan de algemene regels van herverdelingen tussen begrotingsposten, zodat zij niet zomaar wat kunnen herverdelen (zie beslissing van 30 mei 2024). Bij een herverdeling tussen verschillende begrotingsposten is een voorafgaand akkoord van de regeringscommissaris nodig (of de afgevaardigde van de minister van Begroting als er geen regeringscommissaris is). Binnen dezelfde begrotingspost is er geen advies van de regeringscommissaris nodig.

6. Antwoorden op de vragen van Jonathan de Patoul

Er is in een provision voorzien om te kunnen voldoen aan een eventuele financieringsbehoefte van de BGHM. Hoeveel van die provisies dreigen uiteindelijk te moeten worden uitbetaald?

Antwoord: Momenteel is het te vroeg om hierop te antwoorden. Wat ik wel kan meedelen, is dat het bedrag van 164 miljoen euro, volgens de door BGHM ingediende behoefte, noodzakelijk is voor 2025.

7. Antwoorden op de vragen van Marc-Jean Ghysels

Hoeveel bewegingsvrijheid heeft de regering in het licht van de zeer complexe toestand? Welke initiatieven zijn er genomen om voldoende ontvangsten te garanderen?

De 110 miljoen euro van het ETS-compensatiesysteem zien we vandaag nergens meer staan. Waarom?

Réponse: Voir l'exposé. Vu le retard des discussions sur le *burden sharing*, nous n'aurons pas encore les recettes en provenance de l'autorité fédérale cette année. Le partage des revenus issus de la mise aux enchères des quotas d'émissions n'a pas encore été défini.

Il y a également une chute estimée de la fiscalité automobile de 20 %. Qu'est-il possible d'envisager pour maintenir ces recettes?

Réponse: En ce qui concerne les taxes sur la circulation en particulier, la suppression du régime préférentiel pour les voitures électriques aurait certainement un effet positif sur les recettes.

De nouvelles recettes d'un autre ordre de grandeur auraient pu être trouvées via Smart Move, grâce auquel les non-Bruxellois contribueraient également à l'utilisation de notre réseau routier. Faute de consensus politique, Smart Move n'a cependant pas abouti.

Au niveau du contrôle des dépenses, il a été décidé de ne pas augmenter la masse budgétaire, sauf pour le personnel opérationnel de la STIB. Comme cette dernière affirme que 97 % de son personnel est opérationnel, quelles sont les marges de manœuvre du ministre pour contrôler les dépenses de la STIB?

Réponse: Comme tout autre organisme public, la STIB est tenue de fournir ses données de réalisation mensuelles. Ce rapport est essentiel, tant pour le suivi par mon cabinet que pour le travail du Comité de vigilance budgétaire. En outre, il est crucial pour la STIB, comme pour tous les autres organismes, de respecter strictement les mesures d'économies imposées et le moratoire sur les recrutements. Je tiens également à souligner que mon cabinet est en contact étroit avec les commissaires du gouvernement désignés auprès de la STIB.

La SLRB vient d'assigner la Région bruxelloise devant le tribunal de première instance. Est-il dans les pouvoirs du ministre des Finances de bloquer un budget qui est alloué à la SLRB?

Réponse: En ce qui concerne la question de la SLRB, je tiens tout d'abord à souligner que les crédits disponibles sont strictement déterminés par le cadre des affaires courantes. Cela signifie qu'ils sont basés sur le dernier budget approuvé, en l'occurrence le budget initial de 2024. Les besoins budgétaires identifiés par la SLRB dépassent largement ce cadre disponible. Je ne peux pas en dire plus à ce sujet.

Antwoord: Zie uiteenzetting. Gezien de vertraging in de besprekingen over de *burden sharing*, zullen we dit jaar nog geen inkomsten vanwege de federale overheid ontvangen. De verdeling van de inkomsten uit de veiling van emissierechten is nog niet vastgesteld

Daarnaast wordt uitgegaan van een daling van de ontvangsten uit de verkeersbelastingen met 20%. Wat kan er worden overwogen om die ontvangsten op peil te houden?

Antwoord: Wat de verkeersbelastingen in het bijzonder betreft, zou de afschaffing van het voorkeurregime voor elektrische auto's, de ontvangsten zeker ten goede komen.

Nieuwe ontvangsten van een andere grootteorde waren te vinden via Smart Move, waardoor ook niet-Brusselaars zouden bijdragen voor het gebruik van ons wegennet. Bij gebrek aan politieke consensus werd Smart Move echter niet gerealiseerd.

Om de uitgaven onder controle te houden werd beslist om de begrotingsmassa niet te verhogen, behalve voor het operationele personeel van de MIVB. Hoeveel speelruimte heeft de minister om de uitgaven van de MIVB onder controle te houden, wetende dat de MIVB aanvoert dat 97% van haar personeel operationeel is?

Antwoord: De MIVB is, net als elke andere overheidsinstelling, verplicht om haar maandelijkse uitvoeringsgegevens aan te leveren. Die rapportering is essentieel, zowel voor de opvolging door mijn kabinet als voor het werk van het Comité voor Begrotingswaakzaamheid. Daarnaast is het voor de MIVB, net zoals voor alle andere instellingen, cruciaal dat ze de opgelegde besparende maatregelen en de wervingsstop strikt naleeft. Ik wil eveneens benadrukken dat mijn kabinet in nauw contact staat met de regeringscommissarissen die bij de MIVB zijn aangesteld.

De BGHM heeft zopas het Brussels Gewest voor de rechtbank van eerste aanleg gedaagd. Heeft de minister van Financiën de bevoegdheid om een aan de BGHM toegekend budget te blokkeren?

Antwoord: Wat de vraag van de BGHM betreft, moet ik allereerst benadrukken dat de beschikbare kredieten strikt worden bepaald door het kader van lopende zaken. Dat betekent dat zij zijn gebaseerd op de laatst goedgekeurde begroting, in dit geval de initiële begroting van 2024. De budgettaire behoefte die de BGHM identificeert, overschrijdt dat beschikbare kader aanzienlijk. Meer kan ik hierover niet meedelen.

L'affirmation selon laquelle il serait trop tard pour élaborer un budget pour 2026 semble être une posture défaitiste, d'autant plus qu'il y a une volonté de six partis politiques, majoritaires au Parlement, d'établir un budget. Sans l'aide de l'administration fiscale et le concours du gouvernement, il serait particulièrement difficile d'établir un budget. Quel rôle le ministre pourrait-il jouer dans une telle collaboration, de façon à ce que les chiffres permettant d'établir un budget pour l'année 2026 soient disponibles en septembre?

Réponse: Mon administration des Finances et du Budget est prête à établir, si nécessaire, le budget pour 2026. Vous pouvez compter sur leur engagement total et loyal.

8. Réponses aux questions de Françoise De Smedt

Questions concernant les dépenses:

À la mission 35 – Fonction publique: Quelles sont les raisons de la baisse de 2,5 millions d'euros pour la subsistance de talent.brussels (de 11,3 à 8,7 millions d'euros)?

Réponse: La diminution opérée sur les budgets du programme de subsistance de talent.brussels en 2025 provient principalement des postes suivants:

- Frais liés au bâtiment: talent.brussels a intégré l'Iris Tower en mars 2023 et ne paie pas de loyer pour cette occupation. La gestion du budget lié au bâtiment Alhambra a été reprise à partir de 2024 par le SPRB (Facilities), qui a reçu des budgets supplémentaires. Les budgets relatifs à la gestion du bâtiment sont cependant également restés inscrits au budget de talent.brussels en 2024, notamment pour couvrir les éventuels encours de 2023. En 2025, talent.brussels n'utilise pas ces budgets et ils ont donc été mis à zéro, ce qui représente une économie totale de 1.350.000 euros.
- Une autre part de l'économie provient de la diminution des coûts de personnel. Malgré l'indexation de mars 2025, et en raison du départ de nombreux membres du personnel, les coûts sont en diminution et sont estimés à 7.700.000 euros. En comparaison, en 2024, l'exécution budgétaire s'est élevée à 8.104.000 euros, soit une diminution escomptée de l'ordre de 400.000 euros en 2025. Il faut toutefois souligner que la diminution du cadre du personnel génère certes un gain budgétaire mais est aussi la source de problèmes organisationnels: pas de directeur général ni de directeur général-adjoint, départ ou détachement de plusieurs directeurs,

Beweren dat het te laat zou zijn om een begroting voor 2026 op te stellen, vindt het parlementslid getuigen van een defaitistische houding, temeer daar zes politieke partijen, die een meerderheid hebben in het parlement, bereid zijn om een begroting op te maken. Zonder de hulp van de belastingadministratie en de medewerking van de regering zou het een bijzonder lastige opgave zijn om een begroting op te maken. Welke rol zou de minister kunnen spelen in een dergelijke samenwerking, zodat in september de cijfers beschikbaar zijn om een begroting voor het jaar 2026 op te maken?

Antwoord: Mijn administratie Financiën en Begroting staat paraat om, indien nodig, de begroting voor 2026 op te stellen. U kunt rekenen op hun volledige en loyale inzet.

8. Antwoorden op de vragen van Françoise De Smedt

Vragen over de uitgaven:

Opdracht 35 - Openbaar Ambt: Waarom werden de bestaansmiddelen voor talent.brussels met 2,5 miljoen euro verlaagd (van 11,3 naar 8,7 miljoen euro)?

Antwoord: De daling van de budgetten van het bestaansmiddelenprogramma voor talent.brussels in 2025 is voornamelijk toe te schrijven aan de volgende posten:

- Kosten in verband met het gebouw: talent.brussels is in maart 2023 verhuisd naar de Iris Tower en betaalt geen huur voor het gebruik. Het beheer van het budget voor het Alhambra-gebouw is vanaf 2024 overgenomen door de GOB (Facilities), die extra budgetten heeft gekregen. De budgetten voor het beheer van het gebouw zijn echter ook in 2024 in de begroting van talent.brussels opgenomen, met name om eventuele openstaande bedragen uit 2023 te dekken. In 2025 maakt talent.brussels geen gebruik van deze budgetten en zijn ze dus op 0 gezet, wat een totale besparing van 1.350.000 euro oplevert.
- Een ander deel van de besparing betreft de daling van de personeelskosten. Ondanks de indexering van maart 2025 en als gevolg van het vertrek van een groot aantal personeelsleden dalen de kosten en worden ze geraamd op 7.700.000 euro. Ter vergelijking: in 2024 bedroeg de begrotingsuitvoering 8.104.000 euro, wat neerkomt op een verwachte daling met ongeveer 400.000 euro in 2025. Er moet echter worden benadrukt dat de vermindering van het personeelsbestand weliswaar een budgettaire winst oplevert, maar ook organisatorische problemen met zich meebrengt: geen algemeen directeur of adjunct-algemeen direc-

perte d'expertise dans certains services... Il est impératif de pourvoir ces postes à l'avenir et donc de maintenir les budgets correspondant à ces postes.

- Des économies supplémentaires sont générées par la diminution des dépenses d'investissement (remplacement/renouvellement de matériel IT réduit au strict minimum et absence de recrutement de personnel), la diminution du cadre du personnel d'Iristeam détaché (composé de 2 ETP, contre 3 jusqu'en août 2024) et l'application la plus stricte possible du concept d'affaires courantes: les dépenses ont été réduites au maximum, dans le respect des affaires courantes et des dépenses autorisées dans ce cadre.

Les besoins pour 2025 ont donc été calculés au plus juste. L'économie budgétaire d'un peu plus de 1 million d'euros (hors économies sur les budgets liés au bâtiment) engendre cependant des effets importants sur l'activité de talent.brussels, en particulier du fait de la diminution du cadre du personnel et de la perte d'expertise qui en découle..

Comment justifiez-vous l'augmentation de 4 millions d'euros du budget consacré à «*gérer efficacement la fonction publique*» (de 63,6 à 68,1 millions d'euros)?

Réponse: Le programme 35.041 est passé de 64,1 millions d'euros en 2024 à 68,1 millions d'euros en 2025. Une partie de l'augmentation par rapport au budget initial 2024, qui s'élève à 3,3 millions d'euros, est principalement due aux effets de l'indexation au sein des dépenses transversales de personnel du SPRB. En outre, une augmentation de 681.000 euros concerne les interruptions de carrière payées, compte tenu des indexations.

À la mission 36 – Finances, budget & fiscalité:

Pourquoi les crédits destinés à la gestion de la dette publique régionale augmentent-ils de 65 millions d'euros (de 521 à 586 millions d'euros)?

Réponse: Il s'agit d'une augmentation de l'agrégat 6, les charges d'intérêts. Les charges d'intérêts sont comprises dans le montant que vous mentionnez (à savoir le poste budgétaire 36.042.06). Ce montant était bien sûr beaucoup plus faible en 2024 (335 millions d'euros) que dans la situation actuelle (415 millions d'euros).

teur, vertrek of detachering van verschillende directeurs, verlies van expertise in bepaalde diensten enz. Het is absoluut noodzakelijk om deze functies in de toekomst in te vullen en dus de bijbehorende budgetten te handhaven.

- Extra besparingen worden gerealiseerd door de vermindering van de investeringsuitgaven (vervanging/vernieuwing van IT-materiaal is tot het strikt noodzakelijke minimum beperkt en er wordt geen personeel aangeworven), de vermindering van het aantal gedetacheerde Iristeam-medewerkers (2 vte's in plaats van 3 tot augustus 2024) en een zo strikt mogelijke toepassing van het concept van lopende zaken: de uitgaven zijn tot een minimum beperkt, met inachtneming van de lopende zaken en de in dit kader toegestane uitgaven.

De behoeften voor 2025 zijn dus zo nauwkeurig mogelijk berekend. De begrotingsbesparing van iets meer dan 1 miljoen euro (exclusief besparingen op de begrotingen voor gebouwen) heeft echter aanzienlijke gevolgen voor de activiteiten van talent.brussels, met name door de vermindering van het personeelsbestand en het daarmee gepaard gaande verlies aan expertise

Hoe verantwoordt de minister de verhoging van het budget voor "*een efficiënt beheer van het openbaar ambt*" met 4 miljoen euro (van 63,6 naar 68,1 miljoen euro)?

Antwoord: Programma 35.041 is gestegen van 64,1 miljoen euro in 2024 naar 68,1 miljoen euro in 2025. Deze toename ten opzichte van de initiële begroting 2024 is hoofdzakelijk toe te schrijven aan indexeringseffecten binnen de transversale personeelsuitgaven van de GOB (met een verhoging van 3,3 miljoen euro). Daarnaast betreft een verhoging van 681.000 euro de uitbetaalde loopbaanonderbrekingen, rekening houdend met de indexeringen.

Opdracht 36 – Financiën, begroting & fiscaliteit:

Waarom zijn de kredieten voor het beheer van de gewestelijke overheidsschuld met 65 miljoen euro verhoogd (van 521 naar 586 miljoen euro)?

Antwoord: Dit betreft een stijging van aggregaat 6, de rentelasten. De rentelasten zitten vervat in het bedrag dat u noemt (namelijk begrotingspost 36.042.06). Dat bedrag was uiteraard veel kleiner in 2024 (335 miljoen) dan in de huidige situatie (415 miljoen).

Qu'est-ce qui explique l'augmentation de 49,9 millions d'euros pour la gestion des provisions (de 86,2 à 136,1 millions d'euros)?

Réponse: Ce montant n'est pas basé sur des demandes ou des besoins, mais sur les sous-utilisations identifiées sur le budget 2024 pour le SPRB et les OAA de type 1. La somme correspondante a été inscrite en provision. Comme déjà évoqué lors de la commission de lundi, il s'agit de provisions qui ne peuvent être mobilisées que dans des circonstances exceptionnelles, notamment lorsqu'une dépense urgente survient et ne peut être couverte par les crédits disponibles. Leur utilisation est soumise à des conditions strictes: avis favorable de l'Inspection des finances, accord budgétaire de mon cabinet, avis positif du Comité de vigilance budgétaire ou décision formelle du gouvernement. Ce processus se fera dossier par dossier et aucun dossier ne peut être exécuté sans un contrôle complet.

Quelles sont les raisons de la baisse de 5 millions d'euros du budget pour la stratégie concernant les pouvoirs fiscaux (de 29,9 à 24,9 millions d'euros)? Sauf erreur, c'est là que se trouvaient budgétisées les années précédentes les dépenses liées à Smart Move: est-ce bien de ça qu'il s'agit? Vous avez enfin arrêté les frais pour Smart Move?

Réponse: Les coûts de Smart Move ont déjà été supprimés auparavant et sont sans aucun rapport avec cette baisse. Il s'agit de deux éléments:

- les coûts de fonctionnement des projets: grâce à l'optimisation du cloud, d'une part, et des licences SAP, d'autre part, les coûts ont été réduits;
- les coûts d'investissement des projets: dans le cadre des affaires courantes, les projets ont été limités aux projets déjà en cours et aucune nouvelle initiative n'a été lancée.

À la mission 38 – Régie foncière et achats

Comment justifiez-vous la diminution de 10,4 millions d'euros du budget pour la Régie foncière et les achats de biens et de services (de 78,4 à 68 millions d'euros)?

Réponse: La baisse des budgets pour la mission 38 concerne principalement le programme 041: Gestion efficace des achats de biens et de services. Un peu plus de 3 millions d'euros sur les dépenses de fonctionnement (38.041.05) et 7 millions d'euros sur les investissements (38.041.14). Cela résulte des mesures conservatoires et des efforts que chaque administration a dû fournir.

Hoe valt de toename van het bedrag voor het beheer van de provisies met 49,9 miljoen (van 86,2 naar 136,1 miljoen) te verklaren?

Antwoord: Dit bedrag is niet gebaseerd op aanvragen of behoeften, maar op de onderbenutting die is vastgesteld in de begroting 2024 voor de GOB en de ABI's van categorie 1. Het overeenkomstige bedrag is als provisie opgenomen. Zoals maandag tijdens de commissievergadering al is vermeld, gaat het om provisies die alleen in uitzonderlijke omstandigheden kunnen worden aangesproken, met name wanneer zich een dringende uitgave voordoet die niet met de beschikbare kredieten kan worden gedekt. Het gebruik ervan is aan strikte voorwaarden onderworpen: een gunstig advies van de Inspectie van Financiën, een begrotingsakkoord van mijn kabinet, een positief advies van het Comité voor Begrotingswaakzaamheid of een formele beslissing van de regering. Dit proces zal per dossier gebeuren en geen enkel dossier kan worden uitgevoerd zonder een volledige controle.

Waarom werd het budget voor de strategie met betrekking tot de fiscale bevoegdheden met 5 miljoen euro verlaagd (van 29,9 naar 24,9 miljoen euro)? Als het parlamentslid goed is ingelicht, werden daarin de vorige jaren de uitgaven voor Smart Move begroot. Gaat het daarover? Worden de kosten voor Smart Move stopgezet?

Antwoord: De kosten voor Smart Move werden reeds eerder stopgezet. Dat staat hier volledig los van. Het gaat om 2 elementen:

- werkingskosten projecten: door een optimalisering van de cloud enerzijds en de SAP-licenties anderzijds werden de kosten gereduceerd
- investeringskosten projecten: in het kader van de lopende zaken werden de projecten beperkt tot de reeds lopende projecten en werden geen nieuwe initiatieven opgestart.

Opdracht 38 - Grondregie en aankopen

Hoe valt de verlaging van het budget voor de Grondregie en de aankopen van goederen en diensten met 10,4 miljoen euro (van 78,4 naar 68 miljoen euro) te verantwoorden?

Antwoord: De daling van de budgetten voor opdracht 38 heeft voornamelijk betrekking op programma 041: Efficiënt beheer van de aankopen van goederen en diensten. Iets meer dan 3 miljoen euro op werkingsuitgaven (38.041.05) en 7 miljoen euro op investeringen (38.041.14). Dat is een gevolg van de bewarende maatregelen en de inspanningen die elke administratie moest

38.041.05: Les dépenses prévues pour 2025 sont essentielles au bon fonctionnement des services et à la continuité des missions. Elles concernent les contrats en cours: livraisons, leasing et entretien de véhicules, téléphonie, traitement du courrier, gestion des déchets, etc. Les loyers et charges locatives sont estimés sur la base des factures historiques et de l'indexation. Une partie de ces dépenses est compensée par des recettes affectées (restaurant, recouvrements auprès des locataires), pour un montant estimé à 11 millions d'euros en 2025. De plus, des mesures conservatoires sont appliquées à ce poste afin de réduire les dépenses.

38.041.14: Ce poste comprend, entre autres, les besoins suivants, qui concernent trois projets urgents, conformément au cadre des affaires courantes et aux décisions gouvernementales antérieures:

- Le projet Gounod, lancé en 2022, vise à reconstruire un bâtiment endommagé, à sécuriser les bâtiments adjacents fragilisés et à respecter les obligations urbanistiques du PEB. Il comprend également un volet de valorisation par la vente et la location.
- Dans la forêt de Soignes (Rouge-Cloître), l'intervention est essentielle pour préserver un site patrimonial protégé, conformément aux obligations légales en matière de conservation du patrimoine, et pour prévenir les risques tels que les incendies, le vandalisme et les effractions.
- L'acquisition du bâtiment situé rue de la Clinique à Anderlecht permet de pérenniser une infrastructure d'accueil stratégique, déjà utilisée pour héberger 260 personnes sous protection temporaire. Cet achat a été réalisé à un prix nettement inférieur à la valeur estimée, ce qui permet de sécuriser les investissements antérieurs et d'éviter des coûts de relogement élevés.

Ces projets s'inscrivent dans la continuité des politiques existantes et ne créent pas de nouvelles politiques.

À la mission 39 – Planification régionale et relations extérieures

Quelles raisons motivent l'augmentation de 3,3 millions d'euros pour le financement de visit.brussels (de 23,8 à 27,1 millions d'euros)?

Réponse: Dans le programme 121: visit.brussels, dans le cadre de la mission 39, les subventions de fonctionnement SEC neutralisées et autres transferts de revenus au sein de

leveren.

38.041.05: De uitgaven die voor 2025 worden voorzien, zijn essentieel voor het goed functioneren van de diensten en de continuïteit van de opdrachten. Ze betreffen lopende contracten: leveringen, leasing en onderhoud van voertuigen, telefonie, postverwerking, afvalbeheer enzovoort. Huur en huurlasten worden ingeschat op basis van historische afrekeningen en indexering. Een deel van deze uitgaven wordt gecompenseerd door toegewezen ontvangsten (restaurant, terugvorderingen bij huurders), voor een raming van 11 miljoen euro in 2025. Op deze post worden bovendien bewarende maatregelen toegepast, in een poging de uitgaven te verlagen.

38.041.14: Deze post omvat onder andere de volgende behoeften, die betrekking hebben op drie dringende projecten, in overeenstemming met het kader van lopende zaken en eerdere regeringsbeslissingen:

- Het project Gounod, opgestart in 2022, heeft tot doel een beschadigd gebouw herop te bouwen, de aangrenzende verzwakte gebouwen te beveiligen en te voldoen aan de stedenbouwkundige EPB-verplichtingen. Het omvat ook een valorisatiecomponent via verkoop en verhuur.
- In het Zoniënwoud (Rooklooster) is de tussenkomst essentieel om een beschermde erfgoedsite te behouden, conform de wettelijke verplichtingen inzake erfgoedbeheer, en om risico's zoals brand, vandalisme en inbraak te voorkomen.
- De aankoop van het gebouw in de Kliniekstraat in Anderlecht maakt het mogelijk om een strategische opvanginfrastructuur te bestendigen, die reeds wordt gebruikt voor de huisvesting van 260 personen onder tijdelijke bescherming. Deze aankoop werd gerealiseerd tegen een prijs die aanzienlijk lager ligt dan de geschatte waarde, waardoor eerdere investeringen worden veiliggesteld en hoge herhuisvestingskosten worden vermeden.

Deze projecten vallen onder de voortzetting van bestaande beleidslijnen en creëren geen nieuw beleid.

Opdracht 39 - Gewestelijke planning en externe betrekkingen

Waarom wordt de financiering van visit.brussels verhoogd met 3,3 miljoen euro (van 23,8 naar 27,1 miljoen euro)?

Antwoord: In programma 121: visit.brussels stijgen onder opdracht 39 de ESR-geneutraliseerde werkingssubsidies en andere inkomensoverdrachten binnen het BHG

la RBC (39.121.09) augmentent de 2,7 millions d'euros et les subventions d'investissement SEC neutralisées et autres (39.121.12) de 600.000 euros en crédits B.

39.121.09: L'augmentation concerne un delta positif de 2.753 000 euros en crédits B nécessaires pour couvrir le règlement du solde du projet clôturé 2024-ILSFVISIT-1.

39.121.12: Projet FEDER VISIT (traduction - smart city card) à payer à 100 %: 1.879.000 euros d'investissement, soit une augmentation de 578.000 euros.

À la mission 40 – Affaires intérieures

À quoi est utilisé concrètement le nouveau budget de 6,3 millions d'euros créé en 2025 pour la mission de prévention et de sécurité?

Réponse: Dans le cadre du programme 044: Missions de prévention et de sécurité, 6,3 millions d'euros sont dégagés pour les frais de fonctionnement (40.044.05).

Les centres d'accueil d'urgence de la Région accueillent des personnes vulnérables d'origines diverses et sont parfois situés dans des quartiers urbains décrits par les services connaissant bien le terrain comme étant des zones à problèmes en matière d'insécurité. Afin de garantir la sécurité des centres d'accueil et de leur environnement, la Région finance des services de surveillance.

Comment expliquez-vous l'augmentation de 2 millions du financement de pompiers.brussels (de 135,8 à 137,8 millions d'euros)?

Réponse: L'augmentation du financement de pompiers.brussels se situe à un total de 12 subventions d'investissement et autres subventions SEC neutralisées (40.104.12). Ce delta concerne les projets Feder pour le Siamu.

À la mission 41 – Environnement et énergie

Quelles sont les raisons de l'augmentation de 18,2 millions d'euros pour promouvoir l'efficacité énergétique et réglementer les marchés de l'énergie, y compris la gestion de l'eau (de 83,3 à 101,5 millions d'euros)?

Réponse: L'augmentation des budgets dans le programme 041: Promouvoir l'efficacité énergétique et réglementer les marchés de l'énergie (y compris la gestion de l'eau) se trouve dans l'agrégat 8 Subventions de fonctionnement et autres transferts de revenus (41.041.08).

(39.121.09) met 2,7 miljoen euro en de ESR-geneutraliseerde investeringssubsidies en andere (39.121.12) met 600.000 euro aan B-kredieten.

39.121.09: De verhoging betreft een positieve delta van 2.753.000 euro in B-kredieten, nodig om de vereffening van het restant van het afgesloten project 2024-ILSFVISIT-1 te dekken.

39.121.12: EFRO-project VISIT (vertaling - smart city card) 100 % uit te betalen: 1.879.000 euro aan investering of een verhoging met 578.000 euro.

Opdracht 40 - Binnenlandse aangelegenheden

Waarvoor wordt het nieuwe budget van 6,3 miljoen euro, dat in 2025 werd aangelegd voor de preventie- en veiligheidsoopdrachten, concreet gebruikt?

Antwoord: Binnen programma 044 Preventie- en veiligheidsoopdrachten wordt 6,3 miljoen euro vrijgemaakt aan werkingskosten (40.044.05).

De noodopvangcentra van het gewest vangen kwetsbare personen van verschillende herkomst op en zijn soms gelegen in stadswijken die door diensten die met het terrein vertrouwd zijn, worden omschreven als probleembuurten op het vlak van onveiligheid. Om de veiligheid van de opvangcentra en hun omgeving te garanderen, betaalt het gewest voor bewaking.

Hoe verklaart u de verhoging van de financiering van brandweer.brussels met 2 miljoen euro (van 135,8 naar 137,8 miljoen euro)?

Antwoord: De verhoging van de financiering van brandweer.brussels betreft in totaal 12 investeringssubsidies en andere ESR-geneutraliseerde subsidies (40.104.12). Deze delta betreft het EFRO-project Sporthal (CRU3) voor de DBDMH..

Opdracht 41 - Leefmilieu en energie

Waarom werd het bedrag voor het promoten van energiedoeltreffendheid en het reguleren van de energiemarkten, inclusief waterbeheer, met 18,2 miljoen euro verhoogd (van 83,3 naar 101,5 miljoen euro)?

Antwoord: De verhoging van de budgetten in Programma 041: Energiedoeltreffendheid promoten en energiemarkten reguleren (inclusief waterbeheer) zijn te vinden op aggregaat 8 Werkingssubsidies en andere inkomensoverdrachten (41.041.08).

Ce poste budgétaire est partagé entre, d'une part, la subvention à Vivaqua et, d'autre part, la subvention à Hydria.

La subvention de fonctionnement à Hydria est octroyée annuellement conformément au contrat de gestion 2024-2029 conclu entre Hydria et la Région bruxelloise et validé par le gouvernement le 2 mai 2024.

Les deltas relatifs à ce poste concerne la subvention de l'intervention sociale pour Vivaqua et se justifient comme suit.

Le complément pour l'intervention sociale de l'eau pour 2024 (2.137 crédits B et C), cette hausse étant compensée par une baisse sur les crédits des postes budgétaires 41.041.11 et 41.041.12 (SPRB)

Le complément pour l'intervention sociale de l'eau pour 2025 (6.541M en crédits C), cette hausse étant compensée par une baisse sur les crédits du poste budgétaire 41.202.05 (BE). Le montant évolue dès lors d'une année à l'autre, des mesures de lutte contre le non-recours au statut de bénéficiaire de l'intervention majorée (BIM) et au droit étant mises en place en parallèle. Sur cette base, Vivaqua estime le montant approximatif du budget 2025 à 23.041.765 euros (avec un taux de recours de 100 %).

Comment justifiez-vous l'énorme hausse de 190,2 millions d'euros du financement de Bruxelles-Propreté (de 205,6 à 395,8 millions d'euros)?

Réponse: La décision du gouvernement du 5 juin 2025 du transfert des actions d'Hydria vers Bruxelles-Propreté se décompose en deux opérations ayant un impact comptable et budgétaire:

1) la cession des actions d'Hydria détenues par les services publics à Bruxelles-Propreté.

Dans le chef de Bruxelles-Propreté:

- débit: participations dans des entreprises publiques, PCN 270, code économique 81.41 (178.345.000 euros);
- crédit: aides à l'investissement du pouvoir institutionnel, PCN 789, code économique 66.11 (178.345.000 euros).

Nous avons prévu des crédits d'engagement et de liquidation dans le chef de Bruxelles-Propreté afin d'acter les écritures comptables et budgétaires;

2) l'apport en nature de ces mêmes actions, par Bruxelles-Propreté à la SA Centre de tri.

Un apport en nature d'actions doit être imputé budgétairement et comptabilisé à Bruxelles-Propreté de la même

Deze begrotingspost wordt verdeeld tussen de subsidie aan Vivaqua en de subsidie aan Hydria.

De werkingssubsidie aan Hydria wordt jaarlijks toegekend aan Hydria overeenkomstig het beheerscontract 2024-2029 tussen Hydria en het Brussels Gewest, dat op 2 mei 2024 door de regering werd goedgekeurd.

De verschillen met betrekking tot deze post hebben betrekking op de subsidie voor de sociale tegemoetkoming voor Vivaqua en worden als volgt verantwoord:

De aanvulling voor de sociale tegemoetkoming voor water voor 2024 (2.137 kredieten B en C), deze stijging wordt gecompenseerd door een daling van de kredieten van de begrotingsposten 41.041.11 en 41.041.12 (GOB).

De aanvulling voor de sociale tegemoetkoming voor water voor 2025 (6.541 miljoen in kredieten C) wordt gecompenseerd door een daling van de kredieten van begrotingspost 41.202.05 (BE). Het bedrag evolueert dus van jaar tot jaar; maatregelen ter bestrijding van het niet-gebruik en ter bevordering van de 'BIM'-status en het recht worden parallel ingevoerd. Op basis hiervan raamt Vivaqua het bedrag van de begroting voor 2025 op ongeveer 23.041.765 euro (met een gebruik van 100%).

Hoe valt de enorme toename van de financiering van Net Brussel met 190,2 miljoen euro (van 205,6 naar 395,8 miljoen euro) te verantwoorden?

Antwoord: De beslissing van de regering van 5 juni 2025 om de aandelen van Hydria over te dragen aan Net Brussel bestaat uit twee transacties met boekhoudkundige en budgettaire gevolgen:

1) de overdracht van de aandelen van Hydria die in het bezit zijn van de overheidsdiensten aan Net Brussel;

Voor Net Brussel:

- debet: deelnemingen in overheidsbedrijven, PCN 270, economische code 81.41 (178.345.000 euro);
- credit: investeringssteun van de institutionele overheid, PCN 789, economische code 66.11 (178.345.000 euro).

We hebben in vastleggingskredieten en vereffeningskredieten voorzien voor Net Brussel om de boekhoudkundige en budgettaire boekingen te registreren.

2) De inbreng in natura van diezelfde aandelen door Net Brussel in de nv Sorteercentrum.

Een inbreng in natura van aandelen moet op dezelfde manier worden geboekt en verantwoord bij Net Brussel, voor

manière, pour 178.345.000 euros:

- débit: participations dans des entreprises publiques, PCN 270, code économique 81.41;
- crédit: liquidation de participations dans les entreprises, PCN 270, code économique 86.40.

Nous rappelons que l'opération est neutralisée au niveau SEC.

À la mission 42 – Mobilité

Pourquoi le budget de l'administration Bruxelles Mobilité augmente-t-il de 5,6 millions d'euros (de 46,35 à 51,9 millions d'euros)?

Réponse: L'évolution des crédits du programme de subsistance de Bruxelles Mobilité (42.001) résulte de la combinaison des éléments suivants:

Couverture de l'indexation des salaires du personnel (appliqué de manière transversale pour l'ensemble des administrations régionales), alimenté depuis un transfert depuis la provision régionale prévue à cet effet dans la base du budget 2024.

Augmentation des budgets pour couvrir les factures de certains projets informatiques (ConnectIT) et dépenses juridiques en cours, dans le cadre de transferts internes.

Qu'est-ce qui justifie l'augmentation de 12,1 millions d'euros pour la construction, l'entretien et l'amélioration des routes régionales et des infrastructures routières (de 174,9 à 187 millions d'euros)?

Réponse: L'augmentation des crédits du programme pour la construction, l'entretien et l'amélioration des routes régionales et des infrastructures routières est liée à deux éléments:

- d'une part, la couverture des dépenses d'électricité de Bruxelles Mobilité (éclairage des routes et tunnels) liées à l'augmentation des prix de l'énergie dans le cadre du contexte géopolitique international. Cette augmentation de crédits sur ce poste budgétaire est neutre pour le budget régional car elle est compensée par une diminution des crédits de la provision énergie prévue dans le cadre du budget initial 2024 pour ce type de dépenses;
- d'autre part, un transfert interne neutre au sein du budget de la mobilité afin de pouvoir payer les factures jusqu'à la fin de l'année.

een bedrag van 178.345.000 euro:

- debet: deelnemingen in overheidsbedrijven, PCN 270, economische code 81.41;
- credit: vereffening van deelnemingen in ondernemingen, PCN 270, economische code 86.40.

We herinneren eraan dat de transactie op ESR-niveau wordt geneutraliseerd.

Opdracht 42 – Mobiliteit

Waarom neemt het budget voor het bestuur Brussel Mobiliteit met 5,6 miljoen euro toe (van 46,35 naar 51,9 miljoen euro)?

Antwoord: De evolutie van de kredieten van het bestaansmiddelenprogramma van Brussel Mobiliteit (42.001) is het resultaat van een combinatie van de volgende elementen:

Dekking van de indexering van de personeelslonen (transversaal toegepast voor alle gewestelijke besturen), gefinancierd door een overdracht uit de gewestelijke provisie die hiervoor is opgenomen in de begrotingsbasis 2024.

Verhoging van de budgetten om de facturen van bepaalde IT-projecten (ConnectIT) en lopende juridische uitgaven te dekken, in het kader van interne overdrachten.

Hoe wordt de verhoging van het bedrag voor de aanleg, het onderhoud en de verbetering van de gewestwegen en weginfrastructuur met 12,1 miljoen euro (van 174,9 naar 187 miljoen euro) verantwoord?

Antwoord: De verhoging van de kredieten voor de aanleg, het onderhoud en de verbetering van gewestelijke wegen en weginfrastructuur houdt verband met twee elementen:

- Enerzijds de dekking van de elektriciteitskosten van Brussel Mobiliteit (verlichting van wegen en tunnels) in verband met de stijging van de energieprijzen in de internationale geopolitieke context. Deze verhoging van de kredieten voor deze begrotingspost is neutraal voor de gewestelijke begroting, omdat ze wordt gecompenseerd door een verlaging van de kredieten van de energievoorziening die in het kader van de INI24-begroting voor dit soort uitgaven is voorzien.
- Anderzijds een neutrale interne overdracht binnen de mobiliteitsbegroting om de facturen tot het einde van het jaar te kunnen betalen.

Comment expliquez-vous la hausse de 37,3 millions d'euros du financement de la STIB (de 1.079 à 1.116,3 millions d'euros)?

Réponse: L'augmentation des crédits de dotations à la STIB (sur le poste budgétaire 42.112.09) correspond:

- d'une part, à la compensation de l'indexation de salaires, tenant compte de l'impact du moratoire sur les recrutements;
- d'autre part, à la compensation de l'impact de l'augmentation des coûts de l'énergie. Une partie de ce coût a pu être couverte par l'augmentation des recettes propres de la STIB, mais le solde a été couvert par la provision énergie afin de maintenir l'offre de transport public constante;
- l'augmentation de la dotation de fonctionnement de la STIB via l'utilisation de la provision régionale sera limitée à 33.439.000 euros (à la suite de l'intégration sous forme d'économie des mesures conservatoires sur la base de l'exécution 2024). Celle-ci vise à couvrir:
- l'impact de l'indexation sur la masse salariale (30.395.000 euros) conformément à la méthodologie de calcul prévu dans la circulaire «CP4 – Préparation administrative quatrième vague des crédits provisoires 2025»;
- l'impact de l'inflation sur les dépenses énergétiques. Il est important de souligner que la compensation de la STIB sera limitée à 3.044.000 euros (à la suite de une hausse des recettes propres ainsi qu'à l'intégration sous forme d'économie des mesures conservatoires sur la base de l'exécution 2024) alors que l'impact réel de l'inflation sur ses dépenses énergétiques s'élève à 10.761.000 euros.

L'augmentation de ces crédits de dotations vers la STIB est donc compensée par une diminution correspondante des crédits qui étaient déjà prévus dans le budget initial 2024 sous la forme de provisions spécifiques, ce qui ne modifie donc pas le solde SEC de la Région.

À la mission 43 – Développement territorial

Quelles sont les raisons de l'augmentation de 64,5 millions d'euros pour le financement de la Société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale (de 403,5 à 468,1 millions d'euros)?

Réponse: L'augmentation dans le programme 110: Financer la Société du logement de la Région de Bruxelles-

Hoe verklaart u de toename van de financiering van de MIVB met 37,3 miljoen euro (van 1.079 miljoen naar 1.116,3 miljoen euro)?

Antwoord: De verhoging van de kredieten voor de MIVB (op begrotingspost 42.112.09) komt overeen met:

- Enerzijds de compensatie van de indexering van de lonen, rekening houdend met de impact van de weringsstop.
- Anderzijds de compensatie van de impact van de stijging van de energiekosten. Een deel van deze kosten kon worden gedekt door de stijging van de eigen inkomsten van de MIVB, maar het saldo werd gedekt door de energieprovisie om het openbaarvervoeraanbod constant te houden.
- De verhoging van de werkingssubsidie van de MIVB via het gebruik van de gewestelijke provisie zal beperkt blijven tot 33.439.000 euro (na integratie in de vorm van besparingen van de bewarende maatregelen op basis van de uitvoering in 2024). Deze is bedoeld om het volgende te dekken:
- De impact van de indexering op de loonmassa (30.395.000 euro) overeenkomstig de berekeningsmethode voorzien in de omzendbrief "VK4 – Administratieve voorbereiding vierde reeks voorlopige kredieten 2025".
- De impact van de inflatie op de energie-uitgaven. Het is belangrijk te benadrukken dat de compensatie voor de MIVB beperkt zal blijven tot 3.044.000 euro (als gevolg van een stijging van de eigen inkomsten en de integratie in de vorm van besparingen van de bewarende maatregelen op basis van de uitvoering in 2024), terwijl de werkelijke impact van de inflatie op haar energie-uitgaven 10.761.000 euro bedraagt.

De verhoging van deze kredieten voor de MIVB wordt dus gecompenseerd door een overeenkomstige vermindering van de kredieten die al in de initiële begroting 2024 waren voorzien in de vorm van specifieke provisies, waardoor het ESR-saldo van het gewest ongewijzigd blijft.

Opdracht 43 - Territoriale ontwikkeling

Waarom werd de financiering van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij met 64,5 miljoen euro opgetrokken (van 403,5 naar 468,1 miljoen euro)?

Antwoord: De verhoging in programma 110: De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij financieren stemt

Capitale correspond à la création de la provision (43.110.03) mentionnée dans l'explication de la méthode de travail du budget des crédits provisoires 2025 octobre, novembre et décembre. Dans le cadre de ce programme, une réduction de 27 millions d'euros est également appliquée dans l'agrégat 15 Prêts, participations et autres produits financiers (43.110.15).

43.110.03: Provision SPRB vers SLRB: SPRB.43.110.03 avec 92 053 000 en crédits B et C (augmentation par rapport à INI24 des dotations à SLRB).

À la mission 44 – Économie, emploi, recherche et innovation

Pourquoi le financement d'Innoviris augmente-t-il de 3,5 millions d'euros (de 55,8 à 59,3 millions d'euros)?

Réponse: Dans le cadre du programme 106: Innoviris finance, l'agrégat 09 des subventions de fonctionnement neutralisées au titre du SEC et autres transferts de revenus au sein de la RBC (44.106.09) augmente de 3,4 millions d'euros.

Le poste budgétaire concerne les dépenses de la RBC pour les dotations à Innoviris. L'augmentation de la dotation a été accordée dans le cadre de la participation à des projets Feder.

Comment justifiez-vous l'augmentation de 2 millions d'euros pour le financement de hub.brussels (de 41,8 à 43,8 millions d'euros)?

Réponse: La dotation accordée à hub.brussels comprend trois éléments différents pour atteindre un montant total de 43.847.000 euros:

Dotations: 42.007.000 euros: 22.039.000 euros au titre de l'Économie et 19.968.000 euros au titre du Commerce extérieur. Il s'agit ici d'une augmentation de la dotation INI24, car une augmentation était déjà nécessaire en 2024 en raison de l'indexation des salaires.

Subvention Feder pour le projet B-Earth: pour la partie Feder, le budget s'élève à 1.663.000 euros, mais il s'agit d'un projet européen pour lequel hub.brussels a posé sa candidature. Cette partie du poste budgétaire est également supérieure de 1,16 million d'euros à celle de 2024.

Enfin, il y a une petite subvention de 177.000 euros provenant de Bruxelles International.

overeen met de aanleg van de provisie (43.110.03), waarvan sprake in de toelichting van de werkwijze van de begroting van de voorlopige kredieten voor oktober, november en december 2025. Binnen dit programma wordt ook een vermindering van 27 miljoen euro toegepast binnen aggregaat 15 Leningen, deelnemingen en andere financiële producten (43.110.15)

43.110.03: Provisie GOB naar de BGHM: GOB.43.110.03 met 92.053.000 in B- en C- kredieten (verhoging tegenover INI24 van dotaties aan de BGHM).

Opdracht 44 - Economie, werkgelegenheid en onderzoek en innovatie

Waarom wordt de financiering van Innoviris met 3,5 miljoen euro verhoogd (van 55,8 naar 59,3 miljoen euro)?

Antwoord: Binnen Programma 106: Innoviris financieren verhoogt aggregaat 09 ESR-geneutraliseerde werkingssubsidies en andere inkomensoverdrachten binnen het BHG (44.106.09) met 3,4 miljoen euro.

De begrotingspost betreft de uitgaven van de GOB voor de dotaties aan Innoviris. De verhoging van de dotatie is toegekend in het kader van de deelname aan EFRO-projecten.

Hoe verantwoordt u de toename van de financiering van hub.brussels met 2 miljoen euro (van 41,8 naar 43,8 miljoen euro)?

Antwoord: De dotatie aan hub.brussels omvat drie verschillende zaken om tot het geheel te komen van 43.847.000 euro:

Dotaties: 42.007.000 euro: 22.039.000 euro via Economie en 19.968.000 euro via Buitenlandse Handel. Het betreft hier een verhoging van de dotatie INI24 omdat er reeds in 2024 een verhoging nodig was omwille van de loonindexering.

EFRO-subsidie voor het B-Earth project: voor het EFRO-gedeelte is er een budget van 1.663.000 euro, maar het gaat om een Europees project waarvoor hub.brussels zich kandidaat heeft gesteld. Dit gedeelte van de begrotingspost ligt ook 1,16 miljoen euro hoger van in 2024.

Tot slot is er een kleine subsidie van 177.000 euro vanwege Brussels International.

Concernant les recettes:

À la mission 36 – Finances, budget et fiscalité

Comment expliquez-vous la baisse de 5,3 millions d'euros des revenus d'intérêts et de la propriété (de 40 à 34,6 millions d'euros)?

Réponse: En raison d'absence de vue sur le budget complet de l'année 2025 et les incertitudes liées aux marchés financiers (notamment l'évolution des taux d'intérêts), une vue prudente a été choisie qui se base principalement sur l'exécution observée des recettes.

Comment expliquez-vous la diminution de 9 millions d'euros des amendes liées aux infractions à la LEZ (de 14 à 5 millions d'euros)? Est-ce directement lié à l'ordonnance de suspension qui vient d'être recalée par la Cour constitutionnelle?

Réponse: En ce qui concerne la zone de basses émissions (LEZ) et les zones à accès limité, Bruxelles Fiscalité tient à rappeler qu'elle dépend fortement du réseau de caméras ANPR et qu'elle est fortement gênée par les dysfonctionnements connus de ce réseau. Bruxelles Fiscalité continue donc d'insister pour que ses partenaires proposent des solutions de fond (SLA, meilleure qualité des flashes, monitoring, etc.).

Qu'est-ce qui explique l'augmentation du financement en provenance du fédéral de 13,9 millions d'euros (de 1.538,2 à 1.552,1 millions d'euros)?

Réponse: Il s'agit de moyens supplémentaires accordés aux Régions en application de la loi spéciale de financement, qui sont adaptés chaque année en fonction de la variation en pourcentage de l'indice moyen des prix à la consommation et/ou d'un pourcentage de la croissance réelle du produit intérieur brut. Voir également le rapport de la Cour des comptes.

Qu'est-ce qui justifie l'augmentation massive de 224 millions d'euros des revenus liés à la dette publique (de 1.500 à 1.724 millions d'euros)?

Réponse: La hausse est en lien avec la mise en place de la stratégie défensive pour consolider la dette à court terme, refinancer les amortissements arrivant à échéance et garder une position *cash-rich* sur les lignes de crédits (notamment pour faire face aux incertitudes sur la ligne de crédit).

Aan de ontvangstenzijde:

Opdracht 36 - Financiën, begroting en fiscaliteit

Hoe komt het dat de renteopbrengsten en inkomsten uit eigendom met 5,3 miljoen euro zijn gedaald (van 40 naar 34,6 miljoen euro)?

Antwoord: Aangezien er geen volledig beeld is van de begroting voor 2025 en er onzekerheid heerst over de financiële markten (met name de ontwikkeling van de rentetarieven), is gekozen voor een voorzichtige benadering die voornamelijk is gebaseerd op de waargenomen uitvoering van de inkomsten.

Hoe valt te verklaren dat de boetes voor inbreuken op de LEZ-regelgeving 9 miljoen euro lager uitvallen (van 14 naar 5 miljoen euro)? Heeft dat te maken met de ordonnantie houdende uitstel van de LEZ, die onlangs een onvoldoende heeft gekregen van het Grondwettelijk Hof?

Antwoord: Wat de Low Emission Zone en autoluwe zones betreft, wenst Brussel Fiscaliteit te herhalen dat het heel sterk afhankelijk is van het ANPR-cameranetwerk en gehinderd wordt door de gekende disfuncties van dat netwerk. Brussel Fiscaliteit blijft dan ook aandringen op oplossingen ten gronde vanwege de partners (SLA's, betere kwaliteit van flashes, monitoring,...)

Hoe valt de toename van de financiering vanwege de federale overheid met 13,9 miljoen euro (van 1.538,2 miljoen naar 1.552,1 miljoen euro) te verklaren?

Antwoord: Het betreft bijkomende middelen aan de gewesten in uitvoering van de bijzondere financieringswet die jaarlijks aangepast worden aan de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen en/of aan een percentage van de reële groei van het bruto binnenlands product. Zie verder ook het rapport van het Rekenhof.

Hoe wordt de enorme toename van de inkomsten die verband houden met de overheidsschuld, met 224 miljoen euro (van 1.500 miljoen naar 1.724 miljoen euro) verantwoord?

Antwoord: De stijging houdt verband met de invoering van de defensieve strategie om de kortlopende schuld te consolideren, de aflossingen die op vervaldag komen te herfinancieren en een cashrijke positie op de kredietlijnen te behouden (met name om het hoofd te bieden aan de onzekerheden rond de kredietlijn).

Comment expliquez-vous la hausse de 79,5 millions d'euros de l'IPP régional (de 1183 à 1262,5 millions d'euros)?

Réponse: Lors de la discussion sur la troisième tranche des crédits provisoires, la base sur laquelle est estimé l'IPP régional a été expliquée en détail. Une augmentation de 6,7 % par rapport à une estimation datant d'il y a deux ans n'a donc rien d'exceptionnel, compte tenu notamment de l'indexation des salaires, de la croissance économique et de l'évolution des dépenses fiscales. Voir également le rapport de la Cour des comptes.

Pourquoi les transferts en provenance d'autres niveaux de pouvoir augmentent-ils de 12,8 millions d'euros (de 424,7 à 437,5 millions d'euros)? De quoi parle-t-on exactement?

Réponse: Il s'agit principalement du transfert des recettes de l'Agglomération (centimes additionnels au précompte immobilier et partie du décime additionnel à la taxe annuelle de circulation) et du crédit de la mainmorte provenant du SPF Intérieur pour compenser certains bâtiments publics exonérés du précompte immobilier.

Comment calculez-vous la baisse de 7,1 millions d'euros des droits de succession (de 441,3 à 434,2 millions d'euros)? Même question pour l'augmentation de 41,5 millions d'euros des droits de donation (de 98,2 à 139,7 millions d'euros) et pour la baisse de 33,4 millions d'euros des droits d'enregistrement sur les ventes de biens meubles (de 634,7 à 601,3 millions d'euros)?

Réponse: La réponse se trouve dans le rapport de la Cour des comptes. Pour les droits de succession et les droits d'enregistrement, les estimations sont basées sur l'exécution à la fin du mois d'août, augmentée de la moyenne de l'exécution de septembre à décembre pour les années 2022 à 2024. Pour les droits de donation, l'estimation du SPF Finances de juin a été retenue, ce qui semble réaliste au regard de l'exécution 2025.

Pourquoi la taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles bâtis augmente-t-elle de 8 millions d'euros (de 107 à 115 millions d'euros)?

Réponse: Cette augmentation concerne principalement le traitement des arriérés de 2024.

Hoe verklaart u de stijging van de gewestelijke personenbelasting met 79,5 miljoen euro (van 1.183 naar 1.262,5 miljoen euro)?

Antwoord: Bij de bespreking van de derde schijf van voorlopige kredieten werd in detail uitgelegd op welke basis de gewestelijke personenbelasting wordt geraamd. Een stijging met 6,7% tegenover een raming van twee jaar geleden heeft dus niets uitzonderlijks gelet onder meer op de indexering van de lonen, de economische groei en de evolutie van de fiscale uitgaven. Zie verder ook het rapport van het Rekenhof.

Hoe komt het dat de overdrachten afkomstig van andere beleidsniveaus met 12,8 miljoen toenemen (van 424,7 naar 437,5 miljoen euro)? Waarover gaat dat precies?

Antwoord: Het betreft voornamelijk de overdracht van de agglomeratiemiddelen (opcentiemen onroerende voorheffing en deel van de opdecim op de jaarlijkse verkeersbelasting) en het krediet dode hand afkomstig van de FOD Binnenlandse Zaken ter compensatie van bepaalde overheidsgebouwen die zijn vrijgesteld van onroerende voorheffing.

Hoe zijn de verlaging van de successierechten met 7,1 miljoen euro (van 441,3 naar 434,2 miljoen euro), de stijging van de schenkingsrechten met 41,5 miljoen euro (van 98,2 naar 139,7 miljoen euro) en de daling van de registratierechten op de verkoop van onroerende goederen met 33,4 miljoen euro (van 634,7 naar 601,3 miljoen euro) berekend?

Antwoord: Het antwoord vindt u terug in het rapport van het Rekenhof. Voor de successierechten en registratierechten zijn de ramingen gebaseerd op de uitvoeringscijfers van eind augustus vermeerderd met het gemiddelde van de uitvoering van september tot december voor de jaren 2022 tot 2024. Voor de schenkingsrechten werd de raming van de FOD FIN overgenomen van juni die realistisch lijkt in het licht van de uitvoering 2025.

Waarom stijgt de gewestelijke belasting die verschuldigd is door eigenaars van bebouwde onroerende goederen, met 8 miljoen euro (van 107 naar 115 miljoen euro)?

Antwoord: De stijging betreft voornamelijk de verwerking van het residu van 2024.

Qu'est-ce qui explique la baisse de 37,5 millions d'euros de la taxe de circulation annuelle (de 146,9 à 109,4 millions d'euros)?

Comment justifiez-vous la baisse de 7,1 millions d'euros de la taxe de mise en circulation (de 61,1 à 54 millions d'euros)?

Réponse: D'une part, il y a des tendances sociétales, telles que la baisse du nombre de voitures détenues par les Bruxellois en raison des embouteillages (*gridlock*) et l'électrification du parc automobile, mais cette baisse est en grande partie due au déménagement du siège social d'une grande société de leasing.

Quelles raisons motivent l'augmentation de 3,2 millions d'euros de la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique (de 0,6 à 3,8 millions d'euros)?

Réponse: Cette augmentation est principalement due à une campagne menée sur la base des données reçues d'Airbnb. Ainsi, 1.840 inscriptions d'office ont été enregistrées pour l'année d'imposition 2022, avec une amende de 1.000 euros par chambre. On constate également une légère augmentation des recettes normales due à un taux d'enregistrement plus élevé des logements proposés via Airbnb.

Pourquoi les recettes de la taxe sur les jeux et paris diminuent-elles de 3,4 millions d'euros (de 33,3 à 29,9 millions d'euros)?

Réponse: Le service de la taxe sur les jeux et paris est assuré par le SPF Finances pour notre compte. L'estimation pour 2025 a été reprise des prévisions du fédéral de juin 2025.

Lors de l'établissement de nos propres estimations, l'exécution s'élevait à 18,7 millions d'euros. Une exécution de 29,9 millions d'euros sur une base annuelle semblait alors réaliste. Compte tenu des derniers chiffres d'exécution, un meilleur résultat final n'est désormais pas à exclure.

À la mission 38 – Régie foncière et achats

Comment expliquez-vous la chute de 39,5 millions d'euros des recettes liées aux ventes de biens durables et désinvestissements (de 40 à 0,5 million)?

Réponse: Programme 005: Autres recettes, 62 Ventes de biens durables et désinvestissements (38.005.62):

Welke verklaring is er voor de daling van de jaarlijkse verkeersbelasting met 37,5 miljoen euro (van 146,9 naar 109,4 miljoen euro)?

Hoe verantwoordt de minister de verlaging van de belasting op inkeerstelling met 7,1 miljoen euro (van 61,1 naar 54 miljoen euro)?

Antwoord: Er zijn enerzijds maatschappelijke tendensen, zoals de daling van het autobezit van de Brusselaar ten gevolge van fileleed (*gridlock*) en de elektrificatie van het wagenpark, maar deze daling is voor een groot deel te wijten aan de verplaatsing van de maatschappelijke zetel van een grote leasingmaatschappij.

Hoe valt de toename van de gewestbelasting op inrichtingen van toeristisch logies met 3,2 miljoen euro (van 0,6 miljoen naar 3,8 miljoen euro) te verklaren?

Antwoord: De stijging is voornamelijk te danken aan een campagne gevoerd op basis van de gegevens die werden ontvangen van Airbnb. Hierdoor werden, voor het aanslagjaar 2022, 1.840 ambtshalve inschrijvingen ingevoerd met een boete van 1.000 euro per kamer. Er is ook een lichte stijging in de normale ontvangsten door een hogere inschrijvingsgraad van logies die via Airbnb adverteren.

Hoe komt het dat de inkomsten uit de belasting op spelen en weddenschappen 3,4 miljoen euro lager uitvallen (van 33,3 naar 29,9 miljoen euro)?

Antwoord: De dienst van de belasting op spelen en weddenschappen wordt verzekerd door de FOD Financiën voor onze rekening. De raming voor 2025 is afgestemd op de federale prognoses van juni 2025.

Bij de opmaak van de eigen ramingen bedroeg de uitvoering 18,7 miljoen. Een uitvoering van 29,9 miljoen op jaarbasis leek dan realistisch. Gelet op de recentste uitvoeringscijfers valt een beter eindresultaat intussen niet uit te sluiten.

Opdracht 38 - Grondregie en aankopen

Hoe verklaart u de terugval van de ontvangsten uit de verkoop van duurzame goederen en desinvesteringen met 39,5 miljoen euro (van 40 naar 0,5 miljoen euro)?

Antwoord: Programma 005: Andere ontvangsten, 62 Verkoop van duurzame goederen en desinvesteringen (38.005.62):

L'initial 2024 ne correspondait pas à la réalité de l'administration. L'ajusté 2024 prévoyait 2,6 millions d'euros sur ce poste et l'exécution 2024 est de 1,9 million d'euros. Ce poste correspond à la vente de nos terrains et immeubles au secteur privé. Il est prévu en 2025 de réaliser des ventes pour un budget de recettes de 520.000 euros.

Pourquoi de nouveaux remboursements de dépenses antérieures apparaissent-ils à hauteur de 10,8 millions d'euros (alors que c'était zéro en 2024)? Qu'est-ce qu'ils incluent?

Réponse: Programme 005: Autres recettes, 65 Remboursements de dépenses antérieures (38.005.65):

L'initial 2024 ne reflétait pas la réalité: l'ajusté prévoyait 4,77 millions d'euros et l'exécution s'élève à 5 millions d'euros. Ce poste budgétaire correspond principalement au recouvrement de taxes auprès de nos occupants, taxes que nous payons en dépenses à Bruxelles Fiscalité.

L'augmentation à 10,8 millions d'euros en 2025 s'explique par plusieurs facteurs:

- les recouvrements liés à Mediapark sur 2019-2025 (6,5 millions d'euros), après correctif du cadastre qui avait transféré trop tôt certaines tranches d'acquisition au SPRB entre 2019 et 2022, nécessitant des recalculs tant en dépenses qu'en recettes;
- la hausse des remboursements des occupants, liée à l'augmentation des taxes dans nos dépenses, en particulier les précomptes immobiliers qui progressent chaque année avec l'indexation et l'acquisition de nouvelles parcelles de Mediapark;
- le rattrapage des dossiers, d'abord freiné par le manque d'effectifs pour effectuer ces calculs très précis (parcelle par parcelle), mais rendu possible grâce à la mise en place d'un canal privilégié avec Bruxelles Fiscalité. Nous recevons désormais une répartition annuelle des taxes par parcelle, ce qui permet de réclamer les montants de façon plus précise, de résorber le retard et de respecter la prescription quinquennale.

À la mission 39 – Planification régionale et relations extérieures

Ini 2024 kwam niet overeen met de werkelijke situatie van de administratie. De aanpassing 2024 voorzag 2,6 miljoen op de BA en de uitvoering 2024 bedraagt 1,9 miljoen. Het gaat om een BA die overeenkomt met de verkoop van onze gronden/gebouwen aan de privésector. In 2025 wordt een omzet van 520.000 euro verwacht.

Vanwaar komen de nieuwe terugbetalingen van eerdere uitgaven voor 10,8 miljoen euro (tegenover nul in 2024)? Wat houden die terugbetalingen in?

Antwoord: Programma 005: Andere ontvangsten, 65 Terugbetalingen van eerdere uitgaven (38.005.65):

De initiële begroting voor 2024 weerspiegelde niet de werkelijkheid: de aangepaste begroting voorzag in 4,77 miljoen euro en de uitvoering bedraagt 5 miljoen euro. Deze begrotingspost komt voornamelijk overeen met de inning van belastingen bij onze huurders, belastingen die wij betalen aan Brussel Fiscaliteit.

De stijging tot 10,8 miljoen euro in 2025 is te verklaren door verschillende factoren:

- de invorderingen in verband met Mediapark in 2019-2025 (6,5 miljoen euro), na correctie van het kadaster dat bepaalde aankoopscijven tussen 2019 en 2022 te vroeg had overgedragen aan de GOB, waardoor zowel de uitgaven als de inkomsten opnieuw moesten worden berekend;
- de stijging van de terugbetalingen door de bewoners, die verband houdt met de stijging van de belastingen in onze uitgaven, met name de onroerende voorheffing, die elk jaar stijgt door de indexering en de aankoop van nieuwe percelen van Mediapark;
- het inhalen van achterstanden, dat aanvankelijk werd vertraagd door een gebrek aan personeel om deze zeer nauwkeurige berekeningen (perceel per perceel) uit te voeren, maar mogelijk werd gemaakt door de invoering van een bevoorrecht kanaal met Brussel Fiscaliteit. We ontvangen nu een jaarlijkse verdeling van de belastingen per perceel, waardoor we de bedragen nauwkeuriger kunnen terugvorderen, de achterstand kunnen wegwerken en de verjaringstermijn van vijf jaar kunnen respecteren.

Opdracht 39 - Gewestelijke planning en externe betrekkingen

Quelles sont les raisons de la baisse de 21,6 millions d'euros du financement en provenance de l'Union européenne (de 282,5 à 260,9 millions d'euros)?

Réponse: La baisse de 21 millions d'euros s'explique par l'ajustement des prévisions de dépenses pour les projets européens, principalement Feder et RRF.

Il s'agit ici du principe de neutralisation budgétaire: les dépenses financées par l'Union européenne sont inscrites au budget à la fois en dépenses et en recettes, de sorte qu'elles n'ont aucun impact sur le solde budgétaire.

- Poste 39.004.56: Ce poste est utilisé pour neutraliser, dans le budget, les dépenses de fonctionnement financées par l'Union européenne. Le montant inscrit correspond aux prévisions effectives de dépenses pour 2025, telles que communiquées par les administrations et organismes concernés.

La baisse en 2025 reflète donc uniquement une prévision plus faible des dépenses planifiées pour les projets Feder et RRF par rapport à 2024. Il ne s'agit donc pas d'une réduction du financement européen, mais bien d'une actualisation du budget sur la base de l'exécution attendue.

À la mission 41 – Environnement et énergie

Comment justifiez-vous l'apparition de 178,3 millions d'euros de recettes liées aux remboursements de crédits, liquidations de participations et autres produits financiers (alors qu'il n'y avait rien en 2024)?

Réponse: Il s'agit de l'opération du transfert des actions d'Hydria détenues par les services publics à l'ARP pour un montant de 178.345.000 à la suite de la décision du gouvernement du 5 juin 2025.

Pourquoi les recettes du fonds pour la protection de l'environnement augmentent-elles de 7,5 millions d'euros (de 5,7 à 13,2 millions d'euros)?

Réponse: Une hausse des recettes provenant des astreintes dues par l'État fédéral à la suite de sa condamnation par le tribunal de première instance à cause des nuisances excessives engendrées par le survol nocturne de la capitale via les routes du canal et du ring et les atterrissages via la courte piste 01 de l'aéroport national. Idem pour les vols au départ de la piste 25 droite prenant un virage à gauche au décollage. Notre prévision tient compte des astreintes constatées et dues entre les mois de mai 2024 et décembre 2024, soit 620 dépassements par rapport au seuil sonore autorisé par le tribunal multipliés par

Hoe komt het dat de financiering vanwege de Europese Unie 21,6 miljoen euro lager uitvalt (van 282,5 naar 260,9 miljoen euro)?

Antwoord: De daling van 21 miljoen euro wordt verklaard door de bijstelling van de uitgavenramingen voor de Europese projecten, voornamelijk EFRO en RRF.

Hierbij geldt het principe van budgettaire neutralisatie: de uitgaven die door de Europese Unie worden gefinancierd, worden in de begroting zowel als uitgave ingeschreven als opnieuw als ontvangst, zodat ze geen impact hebben op het begrotingssaldo.

- Post 39.004.56: Deze post wordt gebruikt om in de begroting de werkingsuitgaven die Europees gefinancierd worden, te neutraliseren. Het ingeschreven bedrag stemt overeen met de effectief geraamde uitgaven voor 2025, zoals meegedeeld door de betrokken administraties en instellingen.

De daling in 2025 weerspiegelt enkel een lagere raming van de geplande uitgaven voor EFRO- en RRF-projecten ten opzichte van 2024. Het gaat dus niet om een vermindering van de Europese financiering, maar om een actualisatie van de begroting op basis van de verwachte uitvoering.

Opdracht 41 - Leefmilieu en energie

Vanwaar komt het bedrag van 178,3 miljoen euro aan ontvangsten uit kredietaflossingen, vereffeningen van deelnemingen en andere financiële producten (terwijl er in 2024 niets was)?

Antwoord: Het betreft de overdracht van de aandelen van Hydria die in het bezit zijn van de overheidsdiensten aan het GAN voor een bedrag van 178.345.000, naar aanleiding van de beslissing van de regering van 5 juni 2025.

Hoe komt het dat de ontvangsten van het fonds voor de bescherming van het milieu 7,5 miljoen euro hoger uitvallen (van 5,7 naar 13,2 miljoen euro)?

Antwoord: Een stijging van de inkomsten uit dwangsommen die door de federale staat verschuldigd zijn. Naar aanleiding van zijn veroordeling door de rechtbank van eerste aanleg wegens de buitensporige overlast veroorzaakt door het 's nachts overvliegen van de hoofdstad via de kanaalroutes, de ring en de landingen via de korte baan 01 van de nationale luchthaven. Hetzelfde geldt voor vluchten die vertrekken vanaf baan 25 rechts en bij het opstijgen een bocht naar links maken. Onze prognose houdt rekening met de vastgestelde en verschuldigde dwangsommen tussen mei 2024 en december 2024, namelijk 620 over-

une astreinte de 12.000 euros. L'État fédéral a déjà versé un montant de 1.752.000 euros sur le montant d'astreintes (7.440.000 euros) attendu.

Quelles sont les raisons de la chute de 109,9 millions d'euros des recettes du fonds pour le climat (de 114,6 à 4,7 millions d'euros)?

Réponse: Programme 031: Recettes dans le cadre du fonds pour le climat, 55 Recettes fiscales, 41.031.55 (-110 millions d'euros)

Ce poste budgétaire concerne les recettes provenant de la mise aux enchères des quotas d'émission de gaz à effet de serre pour Bruxelles dans le cadre du système ETS, ainsi que la taxe sur les places de stationnement excédentaires telle que prévue dans le Code bruxellois de l'air, du climat et de la gestion énergétique (Cobrace).

En l'absence d'un nouveau gouvernement, aucun accord politique ne peut être conclu sur le futur partage des charges, ce qui retarde la vente des quotas d'émission ETS qui en découle. Ces recettes ont un impact négatif important sur le solde SEC.

Comment expliquez-vous la baisse de 41,2 millions d'euros des recettes du fonds pour la prévention, le tri, le réemploi, le recyclage et la valorisation des déchets (de 49 à 7,8 millions d'euros)?

Réponse: Ce poste budgétaire couvre:

1. la provision dans le cadre de l'accord de coopération interrégionale relatif à la responsabilité élargie des producteurs pour certains flux de déchets et déchets sauvages (40.000.000 euros);
2. le paiement de la taxe d'incinération (7 412 692 euros);
3. le paiement de la taxe sur les déchets non collectés de manière sélective (400 000 euros).

À la mission 42 – Mobilité

Pourquoi les recettes du fonds pour l'équipement et les déplacements augmentent-elles de 5,4 millions d'euros (de 1,8 à 7,2 millions d'euros)?

schrijdingen van de door de rechtbank toegestane geluidsdrempel, vermenigvuldigd met een dwangsom van 12.000 euro. De federale overheid heeft al een bedrag van 1.752.000 euro betaald op het verwachte bedrag aan dwangsommen (7.440.000 euro).

Hoe komt het dat de ontvangsten van het klimaatfonds met 109,9 miljoen euro terugvallen (van 114,6 naar 4,7 miljoen euro)?

Antwoord: Programma 031: Ontvangsten in het kader van het klimaatfonds, 55 Fiscale ontvangsten, 41.031.55 (-110 miljoen euro)

Deze begrotingspost betreft de inkomsten uit de veiling van broeikasgasemissierechten voor Brussel in het kader van het ETS-systeem, evenals de belasting op overtollige parkeerplaatsen zoals bepaald in het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheer (BWLKE).

Bij gebrek aan een gevormde regering kan er geen politiek akkoord worden gesloten over de toekomstige burden sharing, waardoor de verkoop van ETS-emissierechten die hieruit voortvloeit wordt uitgesteld. Deze ontvangsten hebben een grote negatieve impact op het ESR-vorderingsaldo.

Hoe valt de daling van de ontvangsten van het fonds voor de preventie, sortering, hergebruik, recycling en nuttige toepassing van afvalstoffen met 41,2 miljoen euro (van 49 miljoen naar 7,8 miljoen euro) te verklaren?

Antwoord: Deze begrotingspost dekt:

1. de provisie in het kader van het intergewestelijke samenwerkingsovereenkomst betreffende de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en zwerfvuil (40.000.000 euro);
2. de betaling van de verbrandingstaks (7.412.692 euro);
3. de betaling van de taks op niet-selectief ingezameld afval (400.000 euro).

Opdracht 42 – Mobiliteit

Hoe komt het dat de ontvangsten van het fonds voor uitrusting en verplaatsingen met 5,4 miljoen euro toenemen (van 1,8 miljoen naar 7,2 miljoen euro)?

Réponse: Augmentation des droits constatés à la suite de demandes de remboursement de subventions perçues en trop par certaines communes et ASBL, augmentation des recettes provenant des frais de dossier à la charge des demandeurs, comme prévu à l'article 87 de l'arrêté relatif aux travaux routiers du 3 mai 2018 (à affecter au fonds pour l'équipement et les déplacements), augmentation des indemnités pour transports exceptionnels (d'une estimation initiale de 1 à 1,2 million d'euros).

Comment justifiez-vous la baisse de 6,3 millions d'euros des recettes du fonds pour la sécurité routière (de 33,1 à 26,8 millions d'euros)?

Réponse: La différence provient principalement du montant des amendes routières reversées par l'autorité fédérale (AB 42.036.01.01-3850). Depuis plusieurs années, le SPF applique un système prévisionnel consistant à verser à la Région des avances sur les amendes. Or, il a été constaté que les estimations de l'année passée, et donc certaines avances correspondantes, étaient supérieures au montant réellement dû. Dès lors, le SPF a décidé de déduire la différence en notre défaveur. Un nouveau système a depuis lors été élaboré afin d'améliorer à l'avenir la visibilité des avances versées.

À la mission 45 – Social / Santé

Quelles sont les raisons de l'augmentation de 17 millions d'euros du financement fédéral pour l'accueil des migrants (de 30 à 47 millions d'euros)?

Réponse: Dans le cadre de la politique d'accueil des personnes migrantes en Région bruxelloise, les crédits sont demandés afin de pouvoir octroyer des subventions facultatives aux opérateurs organisant des dispositifs d'aide humanitaire et d'hébergement d'urgence jusqu'à la fin de l'année. En 2025, environ 2.000 places d'accueil sont ainsi financées par la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l'exécution du Brussels Deal. Par ailleurs, 260 bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine sont également accueillis dans des centres d'hébergement conformément à la décision de l'Union européenne et l'accord entre les entités fédérées.

Ces dépenses répondent donc à des enjeux humanitaires essentiels en permettant d'offrir un abri et des services de première nécessité à ces divers publics. Elles seront compensées, en partie, à la fois par le remboursement forfaitaire octroyé par l'autorité fédérale, dont le montant de la recette varie en fonction du nombre de bénéficiaires et du mode de financement, en négociation avec le fédéral, et

Antwoord: Toename van vastgestelde rechten naar aanleiding van verzoeken om terugbetaling van te veel ontvangen subsidies aan bepaalde gemeenten en vzw's, stijging van de inkomsten uit dossierkosten ten laste van de aanvragers, zoals bepaald in artikel 87 van het besluit betreffende wegenwerken van 3 mei 2018 (toe te wijzen aan het fonds voor uitrusting en verplaatsingen), toename van de vergoedingen voor uitzonderlijk vervoer (van een oorspronkelijke raming van 1 miljoen naar 1,2 miljoen euro).

Hoe valt de daling van de ontvangsten van het fonds voor de verkeersveiligheid met 6,3 miljoen euro (van 33,1 miljoen naar 26,8 miljoen euro) te verantwoorden?

Antwoord: Het verschil is voornamelijk te wijten aan het bedrag van de verkeersboetes die door de federale overheid worden terugbetaald (BA 42.036.01.01-3850). Sinds enkele jaren past de FOD een prognosesysteem toe waarbij voorschotten op de boetes aan het gewest worden betaald. Er werd echter vastgesteld dat de ramingen van vorig jaar, en dus ook bepaalde bijbehorende voorschotten, hoger waren dan het werkelijk verschuldigde bedrag. Daarom heeft de FOD besloten het verschil ten nadele van ons af te trekken. Sindsdien is er een nieuw systeem uitgewerkt om de voorspelbaarheid van de betaalde voorschotten in de toekomst te verbeteren.

Opdracht 45 - Welzijn / Gezondheid

Hoe komt het dat de federale financiering van de opvang van migranten 17 miljoen euro hoger uitvalt (van 30 naar 47 miljoen euro)?

Antwoord: In het kader van het opvangbeleid voor migranten in het Brussels Gewest wordt een overschrijding van de kredieten gevraagd om tot het einde van het jaar facultatieve subsidies te kunnen toekennen aan operatoren die humanitaire hulp en noodopvang organiseren. In 2025 worden zo ongeveer 2.000 opvangplaatsen gefinancierd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de uitvoering van de Brussels Deal. Bovendien worden 260 begunstigden van tijdelijke bescherming uit Oekraïne ook opgevangen in opvangcentra, overeenkomstig het besluit van de Europese Unie en de overeenkomst tussen de deelstaten.

Deze uitgaven komen dus tegemoet aan essentiële humanitaire uitdagingen door deze verschillende doelgroepen onderdak en basisvoorzieningen te bieden. Ze zullen gedeeltelijk worden gecompenseerd door zowel de met de federale overheid overeengekomen forfaitaire terugbetaling (waarvan de inkomsten in 2025 op 42 miljoen euro worden geraamd) als door de huisvestingsvergoedingen

par les indemnités d'hébergement versées par les bénéficiaires du programme Brussels Helps Ukraine (environ 700.000 euros).

9. Réponses aux questions de Christophe De Beukelaer

Quelle justification motive l'augmentation importante des provisions du programme 36.043 (de 86,3 à 136,2 millions d'euros)? Vous avez évoqué dans votre introduction une estimation des mesures conservatoires basées sur les dépenses exécutées en 2024 mais nous souhaiterions avoir plus d'explications sur l'estimation de ce montant et quels types de risques ou dépenses ces provisions doivent couvrir. Certaines dépenses inéluctables attendues ont-elles été intégrées dans l'estimation de la provision?

Réponse: Ce n'est pas une estimation, mais bien le montant des mesures conservatoires (255 millions d'euros) dont 136 millions d'euros concernent le SPRB et les OIP 1. Ce montant n'est donc pas basé sur des demandes ou des besoins, mais sur les sous-utilisations identifiées sur le budget 2024. La somme correspondante a été inscrite en provision. Comme déjà évoqué lors de la commission de lundi, il s'agit de provisions qui ne peuvent être mobilisées que dans des circonstances exceptionnelles, notamment lorsqu'une dépense urgente survient et ne peut être couverte par les crédits disponibles. Leur utilisation est soumise à des conditions strictes: avis favorable de l'Inspection des finances, accord budgétaire de mon cabinet, avis positif du Comité de vigilance budgétaire ou décision formelle du gouvernement. Ce processus se fera dossier par dossier et aucun dossier ne peut être exécuté sans un contrôle complet.

Quels sont les critères concrets qui encadreront l'utilisation de la nouvelle provision budgétaire de 92,1 millions d'euros pour la SLRB (programme 43.110)? Comment assurer sa bonne gouvernance et sa transparence?

L'article 19 précise ce qui suit: «*Le Gouvernement est autorisé à reventiler au sein du budget de la SLRB les crédits de liquidation à partir du poste budgétaire 43.251.03 (provision) vers d'autres postes budgétaires pour liquider l'encours des engagements de la SLRB.*» Quel est le montant de cet encours actuellement et quelles sont les prévisions de liquidation pour 2025? Correspond-il aux 92 millions d'euros placés en provision pour la SLRB?

Réponse: En ce qui concerne l'utilisation de la provision, je renvoie à la réponse à la question précédente. En ce qui concerne la transparence et la bonne gestion, je m'engage à fournir, le premier jour de chaque mois, un aperçu détaillé de toutes les libérations effectuées à partir des trois

die worden betaald door de begunstigden van het programma Brussels Helps Ukraine (ongeveer 700.000 euro).

9. Antwoorden op de vragen van Christophe De Beukelaer

Hoe wordt de aanzienlijke verhoging van de provisies voor programma 36.043 (van 86,3 naar 136,2 miljoen euro) verantwoord? Is het mogelijk om meer uitleg te krijgen dan wat er in de verantwoording over de raming van dat bedrag staat? Wat voor risico's of uitgaven moeten die provisies dekken? Zijn bepaalde verwachte onvermijdelijke uitgaven verrekend in de raming van de provisie?

Antwoord: Dit is geen schatting, maar het bedrag van de bewarende maatregelen (255 miljoen euro), waarvan 136 miljoen betrekking heeft op de GOB en de ABI's 1. Dit bedrag is dus niet gebaseerd op aanvragen of behoeften, maar op de vastgestelde onderbenutting van de begroting voor 2024. Het overeenkomstige bedrag is als provisie opgenomen. Zoals maandag in de commissie al is vermeld, gaat het om provisies die alleen in uitzonderlijke omstandigheden kunnen worden aangesproken, met name wanneer zich een dringende uitgave voordoet die niet met de beschikbare kredieten kan worden gedekt. Het gebruik ervan is aan strikte voorwaarden onderworpen: een gunstig advies van de Inspectie van Financiën, een begrotingsakkoord van mijn kabinet, een positief advies van het Comité voor Begrotingswaakzaamheid of een formele beslissing van de regering. Dit proces zal per dossier gebeuren en geen enkel dossier kan worden uitgevoerd zonder een volledige controle.

Welke concrete criteria zullen gelden voor het gebruik van de nieuwe begrotingsprovisie van 92,1 miljoen euro voor de BGHM (programma 43.110)? Hoe worden het goede beheer en de transparantie ervan gewaarborgd?

In artikel 19 is het volgende bepaald: «*De regering is gemachtigd om binnen de begroting van de BGHM de vereffeningskredieten vanuit begrotingspost 43.251.03 (provisie) te herverdelen naar andere begrotingsposten om uitstaande vastleggingen van de BGHM te vereffenen.*» Hoeveel bedraagt dat uitstaande bedrag momenteel en hoeveel bedragen de geraamde vereffeningen voor 2025? Kommen die overeen met de 92 miljoen euro provisie die werd aangelegd voor de BGHM?

Antwoord: Wat het gebruik van de provisie betreft, verwijs ik naar het antwoord op de vorige vraag. Wat de transparantie en het goede beheer betreft, ga ik het engagement aan om de eerste van iedere maand een gedetailleerd overzicht te bezorgen van alle vrijgaven die uit de

provisions. Cet aperçu sera toujours accompagné des avis correspondants de l'Inspection des finances.

On estime que 415 millions d'euros de cet encours seront liquidés en 2025.

Il est clair que l'utilisation de ces provisions sera déterminante pour le résultat budgétaire 2025. Selon le niveau d'utilisation et les compensations prévues, le solde pourrait varier entre -1,241 et -1,555 milliard (ce qui reste dans tous les cas bien trop élevé). L'exposé général précise que toute utilisation doit être intégralement compensée par des mesures conservatoires d'ampleur équivalente sur d'autres postes et soumise à l'aval du gouvernement, à l'avis de l'Inspection des finances et à votre accord en qualité de ministre du Budget. Confirmez-vous que cette règle de compensation sera appliquée strictement, y compris en fin d'année, malgré des marges de plus en plus restreintes faute de mesures d'économies additionnelles?

Réponse: Cette ordonnance des finances permet en théorie d'atteindre un solde de 1,2 milliard d'euros. Cependant, la réalisation effective de ce solde dépend principalement de la responsabilité individuelle et de la volonté de chacun des ministres et secrétaires d'État. Des accords ont été conclus; l'objectif de 1,2 milliard a été accepté et approuvé par tous.

Concernant la gestion de la dette, l'augmentation de 80 millions d'euros au poste 36.042.06 soulève des questions. La justification avancée – «une diminution liée aux mesures conservatoires, dans un effort de réduire les dépenses» – paraît contradictoire alors que ce poste progresse de 24 % par rapport à l'initial 2024! Pourriez-vous préciser les hypothèses retenues et détailler les prévisions d'endettement et de charge d'intérêts pour la RBC en 2025?

Réponse: L'explication concernait plutôt le reste des dépenses générales du programme 042, et non les charges d'intérêts qui, comme on le sait, augmentent. À l'heure actuelle, en l'absence d'un cadre budgétaire pluriannuel, il n'est pas possible de projeter les charges d'intérêts sur une période plus longue. Pour 2026, une estimation devrait être disponible au cours de l'exercice concerné. Pour 2025, ce sont les chiffres qui ont été repris dans CP4.

La SA Centre de tri (société de droit privé) détiendrait des actions d'Hydria, ce qui serait contraire à l'ordonnance de 2006. Qu'en est-il?

drie provisies zijn gedaan. Bij dat overzicht zullen telkens de desbetreffende adviezen van de Inspectie van Financiën worden gevoegd.

Naar schatting zal 415 miljoen euro van dat uitstaande bedrag in 2025 worden vereffend.

Het is duidelijk dat het gebruik van die provisies bepalend zal zijn voor het begrotingsresultaat van 2025. Afhankelijk van het gebruik en de voorziene compensaties zou het saldo kunnen variëren tussen -1,241 en -1,555 miljard (wat in elk geval nog steeds veel te hoog is). In de algemene toelichting wordt gepreciseerd dat elk gebruik volledig moet worden gecompenseerd door bewarende maatregelen van gelijke omvang op andere posten en moet worden goedgekeurd door de regering, de Inspectie van Financiën en u als minister van Begroting. Bevestigt u dat deze compensatieregel strikt zal worden toegepast, ook aan het einde van het jaar, ondanks de steeds krappere marges bij gebrek aan aanvullende bezuinigingsmaatregelen?

Antwoord: Deze financieordonnantie maakt het theoretisch mogelijk om een saldo van 1,2 miljard euro te behalen. Het effectieve behalen van dit saldo hangt echter vooral af van de individuele verantwoordelijkheid en bereidheid van elk van de ministers en staatssecretarissen. Er zijn afspraken gemaakt; de doelstelling van 1,2 miljard is door iedereen aanvaard en onderschreven.

De verhoging met 80 miljoen euro voor post 36.042.06, met betrekking tot schuldbeheer, roept vragen op. De aangevoerde verantwoording – "vermindering door bewarende maatregelen, in een poging de uitgaven te verlagen" – lijkt tegenstrijdig, aangezien het bedrag voor deze post 24% hoger ligt dan het initieel begrote bedrag voor 2024. Kan de minister de gehanteerde hypothesen verduidelijken en meer details geven over de ramingen van de schuld en de rentelasten voor het gewest in 2025?

Antwoord: De uitleg had eerder betrekking op de rest van de algemene uitgaven voor programma 042, niet op de rentelasten die zoals geweten stijgen. Momenteel is het bij gebrek aan een meerjarig begrotingstraject niet mogelijk om rentelasten te projecteren voor een langere periode. Voor 2026 zou een raming beschikbaar moeten zijn in het betreffende boekjaar. Voor 2025 zijn het de cijfers die werden opgenomen in VK4.

De (privaatrechtelijke) nv Sorteercentrum zou aandelen bezitten van Hydria, wat in strijd zou zijn met de ordonnantie van 2006. Wat is daar van aan?

Réponse: Voir l'exposé.

Quels projets informatiques concrets seront financés grâce à l'augmentation des crédits du programme 37.203 (de 10,3 à 15,4 millions d'euros)? Quels critères ont permis de qualifier ces projets de «stratégiques»?

Réponse: Le budget nécessaire pour l'agrégat CIRB.37.203.19 s'élève à 16,950 millions d'euros. Au 1^{er} août 2025, 6,023 millions d'euros ont été réglés et 7,188 millions d'euros ont été engagés, avec un solde ouvert de 10,330 millions d'euros, ce qui donne un total de 16,353 millions d'euros.

Ce budget couvre la continuité des projets stratégiques: CRM (3,995 millions d'euros), y compris l'exploitation, les licences Salesforce et les régularisations 2024; Données (2,1 millions d'euros) pour la plateforme de données bruxelloise, le Data Hub, WSO2 et DPO as a Service; We Pulse (5,978 millions d'euros) pour la solution RH Cornerstone, les licences, l'intégration et la maintenance; Kanal (2,75 millions d'euros) pour le CRM, les licences et l'infrastructure informatique; et Stratégie web régionale (2,123 millions d'euros) pour l'exploitation des familles SWR. Ces besoins comprennent les transferts et les régularisations 2024, approuvés par le gouvernement. Tout est basé sur des marchés publics, des décisions du gouvernement et des mandats approuvés, ce qui garantit la continuité des projets numériques régionaux.

10. Réponses aux questions de Benjamin Dalle

Comment justifiez-vous une marge de 400 millions d'euros si peu de temps avant la fin de l'année et quel déficit souhaitez-vous finalement atteindre? Pour quel chiffre pouvons-nous vous demander des comptes, à vous et à votre gouvernement?

Monsieur le Ministre, vous faites référence à un déficit budgétaire de 1,2 milliard d'euros et de 1,6 milliard d'euros. Cela représente une marge de 400 millions d'euros. Quelle est la probabilité que ce déficit atteigne finalement un autre chiffre? Quel déficit le gouvernement prévoit-il finalement pour cette année?

Réponse: Ces montants ont été identifiés dans le cadre du cycle administratif pour la quatrième tranche des crédits provisoires. Les propositions soumises ont révélé un solde SEC de 1,573 milliard d'euros, un chiffre totalement disproportionné par rapport à l'objectif budgétaire fixé. Compte tenu de ce constat, le gouvernement a été contraint de constituer des provisions afin de pouvoir anticiper les besoins urgents dans le cadre de son mandat dans les affaires courantes.

Antwoord: Zie uiteenzetting.

Welke concrete IT-projecten zullen worden gefinancierd met de verhoging van de kredieten voor programma 37.203 (van 10,3 naar 15,4 miljoen euro)? Op basis van welke criteria werden die projecten als "strategisch" bestempeld?

Antwoord: De budgetbehoefte voor aggregaat CIBG.37.203.19 bedraagt 16,950 miljoen euro. Op 1 augustus 2025 is 6,023 miljoen euro vereffend en 7,188 miljoen euro vastgelegd, met een openstaand saldo van 10,330 miljoen euro, wat een totaal van 16,353 miljoen euro oplevert.

Dit budget dekt de continuïteit van strategische projecten: CRM (3,995 miljoen euro) inclusief exploitatie, Salesforce-licenties en regularisaties 2024; Data (2,1 miljoen euro) voor het Brussels Data Platform, Data Hub, WSO2 en DPO as a Service; We Pulse (5,978 miljoen euro) voor de HR-oplossing Cornerstone, licenties, integratie en onderhoud; Kanal (2,75 miljoen euro) voor CRM, licenties en IT-infrastructure; en de gewestelijke webstrategie (2,123 miljoen euro) voor de exploitatie van SWR-families. Deze behoeften omvatten overboekingen en regularisaties 2024, goedgekeurd door de regering. Alles is gebaseerd op overheidsopdrachten, regeringsbeslissingen en goedgekeurde opdrachten, wat de continuïteit van gewestelijke digitale projecten waarborgt.

10. Antwoorden op de vragen van Benjamin Dalle

Hoe verantwoordt u een marge van 400 miljoen euro zo kort op het einde van het jaar en op welk tekort wil u uiteindelijk landen? Voor welk cijfer mogen we u en uw regering ter verantwoording roepen?

De heer minister verwijst naar een begrotingstekort van 1,2 miljard euro en van 1,6 miljard euro. Dat is een marge van 400 miljoen euro. Wat is de kans dat dit tekort uiteindelijk nog een ander cijfer zal worden? Op welk tekort verwacht de regering dit jaar uiteindelijk uit te komen?

Antwoord: Deze bedragen zijn geïdentificeerd in het kader van de administratieve ronde voor de vierde schijf van voorlopige kredieten. Uit de ingediende voorstellen bleek een te hoog ESR-saldo dat volstrekt niet in verhouding stond tot de vooropgestelde begrotingsdoelstelling. Gegeven deze vaststelling was de regering genooddacht provisijs aan te maken om, binnen het kader van haar mandaat in lopende zaken, te kunnen anticiperen op urgente noden.

Cette ordonnance financière permet théoriquement d'atteindre un solde de 1,2 milliard d'euros. La réalisation effective de ce solde dépend toutefois principalement de la responsabilité individuelle et de la volonté de chacun des ministres et secrétaires d'État. Des accords ont été conclus; l'objectif de 1,2 milliard a été accepté et approuvé par tous.

Selon vous, quelles sont les causes de cette baisse des recettes? Il nous manque plus de 100 millions d'euros provenant du fonds pour le climat, et autant provenant du fonds pour les déchets. Les droits d'enregistrement, la taxe de circulation et la taxe de la mise en circulation diminuent. La percée des véhicules électriques y est-elle pour quelque chose? Pouvez-vous nous donner plus d'explications?

Réponse: Les recettes du fonds pour le climat proviennent des revenus générés par la mise aux enchères des quotas d'émission de gaz à effet de serre pour Bruxelles dans le cadre du système ETS, ainsi que de la taxe sur les places de stationnement excédentaires, telle que prévue dans le Code bruxellois de l'air, du climat et de la gestion de l'énergie (Cobrace).

En l'absence d'un nouveau gouvernement, aucun accord politique ne peut être conclu sur le partage futur des charges, ce qui retarde la vente des quotas d'émission ETS qui en découle.

En ce qui concerne les droits d'enregistrement, l'estimation INI 2024 date d'il y a deux ans. L'estimation actuelle est basée sur les chiffres d'exécution de fin août, augmentés de la moyenne de l'exécution entre septembre et décembre pour les années 2022 à 2024. Les recettes enregistrées à ce jour sont nettement supérieures à celles de l'année dernière pour la même période (+47 millions d'euros).

Les recettes provenant des taxes de circulation sont influencées par plusieurs facteurs. Il existe des tendances sociétales, telles que la diminution du nombre de voitures détenues par les Bruxellois et l'électrification du parc automobile, mais la baisse est en grande partie due au déménagement du siège social d'une grande société de leasing (hors RBC).

La hausse des charges d'intérêts est considérable, passant de 335 millions d'euros en 2024 à 414 millions d'euros en 2025, soit une différence de près de 80 millions d'euros. La boule de neige des intérêts commence à se faire ressentir. Il est toutefois frappant de constater que les dépenses liées à la gestion de la dette publique diminuent de 13 millions d'euros, tout comme les frais de fonctionnement. Cela s'explique peut-être par de nouvelles négociations et une baisse de la durée moyenne des transactions à long

Deze financieordonnantie maakt het theoretisch mogelijk om een saldo van 1,2 miljard euro te behalen. Het effectief behalen van dat saldo hangt echter vooral af van de individuele verantwoordelijkheid en bereidheid van elk van de ministers en staatssecretarissen. Er zijn afspraken gemaakt; de doelstelling van 1,2 miljard is door iedereen aanvaard en onderschreven.

Wat zijn volgens u de oorzaken van de lagere ontvangsten? We missen meer dan 100 miljoen euro via het klimaatfonds, hetzelfde bij het afvalfonds. Registratierechten, verkeersbelasting en belasting op in verkeersstelling die dalen, speelt misschien de doorbraak van elektrische voertuigen hier mee? Kunt u extra duiding geven?

Antwoord: De ontvangsten van het klimaatfonds bestaan uit de inkomsten uit de veiling van emissierechten voor Brussel in het kader van het ETS-systeem, evenals uit de belasting op overtollige parkeerplaatsen, zoals bepaald in het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheer (BWLKE).

Bij gebrek aan een gevormde regering kan er geen politiek akkoord worden gesloten over de toekomstige burden sharing, waardoor de verkoop van ETS-emissierechten die hieruit voortvloeit wordt uitgesteld.

Wat de registratierechten betreft, dateert de raming INI 2024 van twee jaar geleden. De huidige raming is gebaseerd op de uitvoeringscijfers van eind augustus, vermeerderd met het gemiddelde van de uitvoering tussen september en december voor de jaren 2022 tot 2024. De ontvangsten tot op heden liggen gevoelig hoger dan de ontvangsten van vorig jaar voor dezelfde periode (+47 miljoen euro).

De ontvangsten uit verkeersbelastingen worden beïnvloed door meerdere factoren. Er zijn maatschappelijke tendensen, zoals de daling van het autobezit van de Brusselaars en de elektrificatie van het wagenpark, maar de daling is grotendeels te wijten aan de verplaatsing van de maatschappelijke zetel van een grote leasingmaatschappij (uit het BHG).

De stijging van de rentelasten is fors, van 335 miljoen euro in 2024 naar 414 miljoen euro in 2025, een verschil van bijna 80 miljoen euro. De rentesnieuwbal is aan het rollen. Opvallend is wel dat de uitgaven betreffende het beheer van de overheidsschuld dalen met 13 miljoen euro, en dat geldt ook voor de werkingskosten. Mogelijk te verklaren door nieuwe onderhandelingen en een gedaalde gemiddelde looptijd van langetermijntransacties. Schuilen hierin ook risico's voor het schuldbeheer de komende jaren?

terme. Cela comporte-t-il également des risques pour la gestion de la dette dans les années à venir? Pouvez-vous également expliquer le delta positif de 224 millions d'euros en tant que recettes liées à la dette publique?

Réponse: Le fait que les opérations aient été en moyenne à plus court terme n'implique pas de risques additionnels particuliers, dans le sens où le *front office* de l'Agence de la dette veille à conserver un plan d'amortissement parfaitement lissé, en évitant une concentration d'échéances sur une année donnée. À noter que la maturité moyenne des opérations conclues cette année reste très appréciable avec un niveau de 12,5 ans.

Concernant les lignes de crédits, les difficultés en début d'année étaient notamment dues à des raisons politiques et à l'absence de gouvernement

La hausse est en lien avec la mise en place de la stratégie défensive pour consolider la dette court terme, refinancer les amortissements arrivant à échéance et garder une position *cash-rich* sur les lignes de crédits (notamment pour faire face aux incertitudes sur la ligne de crédit).

La Cour des comptes a également fourni des explications dans son analyse de la question Hydria et indiqué que l'amendement y apportait une solution. Mais pourriez-vous tout de même préciser l'impact d'Hydria sur le déficit de la Région?

Réponse: Cette opération n'a aucune incidence sur le déficit du solde SEC

Peu d'économies structurelles prévues pour 2026. Pouvez-vous indiquer quelle partie des mesures conservatoires est structurelle et quelle partie est temporaire?

Réponse: Mon objectif est d'intégrer l'intégralité des mesures conservatoires dans les crédits provisoires 2026.

Nous attendons toujours le récapitulatif demandé des investissements prévus pour les années à venir. Lesquels sont inévitables ou nécessaires, lesquels sont facultatifs et quels choix peuvent être faits à cet égard?

Réponse: Comme je l'ai déjà indiqué en séance plénière, 81 millions d'euros sur les 255 millions d'euros sous-utilisés concernent des investissements. Cela correspond à 9 % du budget total des investissements. Nous sommes confrontés à un important encours qui est systématiquement réduit: il s'agit d'investissements qui ont été lancés plus tôt dans la législature. Mon cabinet a travaillé sur ce deuxième

Kunt u ook de positieve delta van 224 miljoen euro verklaren als opbrengsten betreffende de overheidsschuld?

Antwoord: Het feit dat de transacties gemiddeld op kortere termijn plaatsvonden, houdt geen bijzondere extra risico's in, aangezien de Front Office van het Agentschap voor de Schuld ervoor zorgt dat het aflossingsplan perfect gespreid blijft en dat er geen concentratie van vervaldata in een bepaald jaar ontstaat. Opgemerkt moet worden dat de gemiddelde looptijd van de dit jaar afgesloten transacties met 12,5 jaar nog steeds zeer aanzienlijk is.

Wat de kredietlijnen betreft, waren de moeilijkheden aan het begin van het jaar vooral te wijten aan politieke redenen en het ontbreken van een regering.

De stijging heeft te maken met de invoering van de defensieve strategie om de kortlopende schuld te consolideren, de aflossingen die op vervaldag komen te herfinancieren en een cashrijke positie op de kredietlijnen te behouden (met name om het hoofd te bieden aan onzekerheden over de kredietlijn).

Het Rekenhof heeft ook duiding gegeven bij hun analyse van de Hydriakwestie en stelt dat het amendement dit oplost. Maar kunt u toch nog eens verduidelijken wat de impact is van Hydria op het tekort van het gewest?

Antwoord: Deze transactie heeft geen impact op het tekort van het ESR-saldo.

Weinig structurele besparingen voor 2026, kunt u aangeven welk deel van de bewarende maatregelen structureel is en welk gedeelte tijdelijk?

Antwoord: Mijn doel is om de bewarende maatregelen in hun volledigheid te integreren in de voorlopige kredieten 2026.

We wachten nog steeds op het gevraagde overzicht van de investeringen de komende jaren. Welke zijn onvermijdelijk of noodzakelijk, welke zijn optioneel en welke keuzes kunnen hierin gemaakt worden?

Antwoord: Zoals ik in de plenaire reeds aangaf, hebben 81 miljoen euro van de 255 miljoen euro onderbenutting betrekking op investeringen. Dat komt overeen met 9% van het totale investeringsbudget. We hebben te maken met een groot uitstaand bedrag dat stelselmatig wordt afgebouwd: dat zijn investeringen die eerder in de regeerperiode zijn opgestart. Over dit tweede luik heeft

volet et certains investissements prévus ont été évalués de manière préventive par rapport à la nature des affaires courantes. Vous ne serez sans doute pas surpris d'apprendre que tout le monde n'interprète pas cela de la même manière et que certains ont qualifié pratiquement tous les investissements de nécessaires. Néanmoins, un certain nombre d'investissements ont déjà été reportés, voire annulés. Les nouveaux investissements sont systématiquement évalués en fonction de la nature des affaires courantes, à savoir assurer la continuité des services de base et n'intervenir qu'en cas de danger ou de dommage grave, en nous basant toujours sur les avis excellents et réfléchis de l'Inspection des finances. À cet égard, seuls les investissements strictement inévitables et nécessaires sont donc autorisés aujourd'hui.

Les provisions nous semblent être des choix politiques et non des décisions qu'un gouvernement devrait prendre dans le cadre des affaires courantes. Comment pouvez-vous garantir qu'aucun choix politique ne sera fait à cet égard?

Réponse: Le rôle de l'Inspection des finances est crucial dans cette procédure. Afin de garantir au maximum la transparence requise vis-à-vis du Parlement, nous nous engageons à fournir, le premier jour de chaque mois, un aperçu détaillé de toutes les libérations effectuées à partir de ces provisions. Cet aperçu sera toujours accompagné des avis correspondants de l'Inspection des finances

Chez safe.brussels et Bruxelles-Propreté, nous constatons des économies tant au niveau des moyens de fonctionnement que des investissements. À Bruxelles Mobilité, les budgets consacrés à l'entretien et à la réparation augmentent. Je ne comprends pas toujours la logique qui sous-tend ces choix. Pouvez-vous expliquer en quoi ces choix s'inscrivent dans les décisions prises dans le cadre des affaires courantes et comment les différences entre Bruxelles-Propreté et Bruxelles Mobilité peuvent être justifiées?

Réponse: Le budget de Bruxelles-Propreté a augmenté respectivement de 175,2 millions d'euros en crédits de liquidation et de 172,6 millions d'euros en crédits d'engagement par rapport au budget initial 2024. Si l'on exclut la transaction Hydria du budget de Bruxelles-Propreté, on constate des baisses respectives de 3,2 millions d'euros dans les crédits de liquidation et de 5,8 millions d'euros dans les crédits d'engagement.

Le budget de safe.brussels a diminué de 18,4 millions d'euros en crédits de liquidation par rapport au 2024 INI, tandis que les crédits d'engagement ont augmenté de 17,1 millions d'euros.

mijn kabinet werkzaamheden verricht en werden bepaalde geplande investeringen preventief getoetst aan het karakter van lopende zaken. Het zal u wellicht niet verbazen dat dit niet door iedereen op dezelfde manier wordt geïnterpreteerd en dat sommigen nagenoeg elke investering als noodzakelijk bestempelden. Toch werden een aantal investeringen dan al uitgesteld of zelfs geannuleerd. Nieuwe investeringen worden steeds systematisch getoetst aan het karakter van lopende zaken, nl. de continuïteit van de basisdienstverlening verzekeren en enkel optreden waar ernstig gevaar of schade dreigt, waarbij wij ons steeds baseren op het uitstekend en weloverwogen advies van de Inspectie van Financiën. In dat opzicht worden vandaag dus enkel de strikt onvermijdelijke en noodzakelijke investeringen toegelaten.

De provisies lijken ons toch politieke keuzes, geen beslissingen die een regering in lopende zaken hoort te nemen. Hoe kan u verzekeren dat hier geen politieke keuzes gemaakt zullen worden?

Antwoord: De rol van de Inspectie van Financiën is in deze procedure cruciaal. Om de vereiste transparantie naar het parlement toe maximaal te garanderen, verbinden wij ons ertoe om de eerste van iedere maand een gedetailleerd overzicht te bezorgen van alle vrijgaven die uit deze provisies zijn gedaan. Bij dat overzicht zullen telkens de desbetreffende adviezen van de Inspectie van Financiën worden gevoegd.

Bij safe.brussels en Net Brussel zien we besparingen op zowel de werkingsmiddelen als de investeringen. Bij Brussel Mobiliteit stijgen de budgetten voor onderhoud en herstel wel. Ik begrijp de ratio achter de keuzes niet altijd. Kunt u toelichting geven hoe deze keuzes nog passen bij beslissingen in lopende zaken en hoe de verschillen tussen Net Brussel en Brussel Mobiliteit kunnen verantwoord worden?

Antwoord: De begroting van Net Brussel is gestegen met respectievelijk 175,2 miljoen euro aan vereffeningskredieten en 172,6 miljoen euro aan vastleggingskredieten ten opzichte van de 2024INI. Als we de Hydria-transactie uitsluiten uit de begroting van het GAN, zien we dalingen van respectievelijk 3,2 miljoen euro in de vereffeningskredieten en 5,8 miljoen euro in de vastleggingskredieten.

De begroting van safe.brussels is gedaald met 18,4 miljoen euro aan vereffeningskredieten ten opzichte van 2024INI, terwijl de vastleggingskredieten daarentegen zijn gestegen met 17,1 miljoen euro.

Lorsque nous analysons les dépenses de Bruxelles Mobilité (programmes 42.001, 42.013, 42.036, 42.041, 42.042, 42.043, 42.044 et 42.045), nous constatons que les crédits de liquidation ont diminué de 14,3 millions d'euros et les crédits d'engagement de 30,3 millions d'euros par rapport au budget initial 2024.

Nous pouvons donc conclure que les deux institutions bruxelloises et Bruxelles Mobilité ont simultanément fourni un effort d'économie.

Le gouvernement a décidé de mettre en œuvre des économies calculées sur la base de la sous-utilisation des crédits en 2024. Toutefois, le taux d'exécution peut varier considérablement au sein de chaque organisme, ainsi qu'entre les différentes catégories de dépenses (fonctionnement, investissements, etc.) au sein d'un même organisme. Cela peut donc expliquer que le budget de fonctionnement ou d'investissement de certains organismes, tels que ceux que vous mentionnez dans votre question, puisse diminuer plus fortement que celui d'autres organismes. Dans ce cas, le budget d'entretien de Bruxelles Mobilité, que vous mentionnez dans votre question, affiche un taux d'exécution très élevé et les crédits ont donc été moins fortement réduits dans le cadre des économies basées sur la sous-utilisation. En outre, certaines compensations neutres entre postes de dépenses au sein d'un même programme (par exemple, au sein du programme de mobilité) ont également été effectuées afin de respecter les obligations de paiement, ce qui peut expliquer l'augmentation d'un poste (entretien).

Les fonds prévus par urban.brussels pour les primes Renolution de 2024 ne seraient pas disponibles, pouvez-vous nous donner des précisions à ce sujet? Est-il exact que ces fonds ne sont effectivement pas disponibles et comment ce problème sera-t-il résolu avec ces crédits provisoires?

Réponse: Les estimations fournies par urban.brussels montrent qu'un déficit de 30 millions d'euros est prévu pour le financement des primes Renolution en 2025.

Il convient actuellement d'examiner si ce déficit peut être comblé par des redistributions internes. Si cette option ne s'avère pas suffisante, il faudra introduire une demande de libération de la provision

Frais de personnel: comment concilier le fait qu'Actiris doive absorber l'indexation en interne, alors que la STIB bénéficie de moyens supplémentaires? Et pourquoi ne voyons-nous aucune mesure conservatoire dans les cabinets, alors qu'on dit que les cabinets des excellences bruxelloises ont été allégés?

Wanneer we de uitgaven van Brussel Mobiliteit analyseren (programma's 42.001, 42.013, 42.036, 42.041, 42.042, 42.043, 42.044 en 42.045), zien we dat de vereffeningskredieten met 14,3 miljoen euro zijn gedaald en de vastleggingskredieten met 30,3 miljoen euro, in vergelijking met 2024INI.

We kunnen dus concluderen dat zowel de twee Brusselse instellingen als Brussel Mobiliteit tegelijk hun besparingsinspanning hebben geleverd.

De regering heeft beslist om besparingen door te voeren die werden berekend op basis van de onderbenutting van kredieten in 2024. Het uitvoeringspercentage kan echter sterk verschillen binnen elke instelling, evenals tussen de verschillende uitgavencategorieën (werking, investeringen, ...) binnen eenzelfde instelling. Dat kan dus verklaren dat het werkings- of investeringsbudget van bepaalde instellingen, zoals diegene die u in uw vraag vermeldt, sterker kan dalen dan dat van andere. In dit geval kent het onderhoudsbudget van Brussel Mobiliteit, dat u in uw vraag aanhaalt, een zeer hoog uitvoeringspercentage en zijn de kredieten bijgevolg minder sterk verminderd in het kader van de besparingen gebaseerd op onderbenutting. Daarnaast werden er ook bepaalde neutrale compensaties tussen uitgavenposten binnen eenzelfde programma (bijvoorbeeld binnen het mobiliteitsprogramma) uitgevoerd om de betalingsverplichtingen na te komen, wat een stijging van een post (onderhoud) kan verklaren.

De middelen waarin voorzien is via urban.brussels voor de Renolutionpremies van 2024 zouden er niet zijn. Kunt u hierbij duiding geven? Klopt het dat deze middelen er inderdaad niet zijn en hoe dit wordt opgelost met deze voorlopige kredieten?

Antwoord: Uit de door urban.brussels verstrekte ramingen blijkt dat voor de financiering van de Renolutionpremies in 2025 een tekort van 30 miljoen euro wordt voorzien.

Momenteel moet men nagaan of dit tekort kan worden opgevangen via interne herverdelingen. Mocht deze optie onvoldoende soelaas bieden, dan kan men een vraag tot vrijgave van de provisie introduceren.

Personeelskosten: Hoe rijmt u dat Actiris de indexering intern moet opvangen, terwijl de MIVB extra middelen krijgt? En waarom zien we nergens bewarende maatregelen bij de kabinetten, terwijl wel wordt gezegd dat de kabinetten van de Brusselse excellenties afgeslankt zijn?

Réponse: Un besoin ne correspond pas toujours au budget disponible. Le besoin en matière de crédits de personnel a été identifié sur la base de l'exécution 2024 + saut d'index 2025.

Pour la deuxième partie de la question, je vous renvoie à la question de Mme Barzin sur le même sujet.

Le comité de monitoring s'est-il réuni récemment et quelles sont ses prévisions pour 2026 en matière de recettes, de dépenses, de charges d'intérêt et de dette? Cet exercice tient-il déjà compte des révisions à la baisse du Bureau fédéral du plan, par exemple pour l'inflation, qui passe de 2,8 % à 2,1 %? Pouvons-nous obtenir un rapport similaire à celui de juin 2025, comme celui qui nous a été fourni en 2024?

Réponse: Vous trouverez en [annexe](#) le dernier rapport du comité de monitoring.

Vous faites référence à un déficit ESR de 375 millions d'euros, qui doit être réalisé l'année prochaine. Comment ce chiffre a-t-il été calculé? Pourquoi vous basez-vous toujours sur la trajectoire approuvée par le gouvernement et non sur celle de l'Europe?

Réponse: Pour plus de détails, je vous renvoie au budget pluriannuel établi lors du budget 2024. Vous trouverez dans les documents parlementaires les calculs spécifiques qui ont permis d'aboutir à ces montants. En ce qui concerne le solde SEC, ce montant a été calculé sur la base du solde de la Région, duquel ont ensuite été déduits la sous-utilisation de 240 millions d'euros et la facilité européenne de 32 millions d'euros. En tant que ministre du Budget en affaires courantes, je suis lié au dernier budget pluriannuel connu.

La trajectoire de l'Europe est purement linéaire, mais cela signifie que la dette de la RBC peut encore augmenter de 5,9 milliards. Il s'agit donc d'une trajectoire qui contribue parfaitement à l'ensemble de la Belgique en tant qu'État membre, mais la question est de savoir si cela reste viable pour la RBC en tant qu'entité, avec un ratio d'endettement résultant d'environ 350 % et 240 millions d'euros de charges d'intérêts supplémentaires

Selon vous, un budget 2026 ne serait plus possible, ce qui me surprend. Quelles sont les différentes étapes nécessaires pour parvenir à un véritable budget 2026 et pourquoi pensez-vous que nous ne pouvons plus y parvenir?

Antwoord: Een behoefte stemt niet altijd overeen met het beschikbare budget. De behoefte op het vlak van personeelskredieten is geïdentificeerd aan de hand van de uitvoering 2024 + indexsprong 2025.

Voor het tweede deel van de vraag verwijs ik u naar de vraag van mevrouw Barzin over hetzelfde onderwerp.

Is het monitoringcomité recent nog samengekomen en welke signalen geven ze richting 2026 voor ontvangsten, uitgaven, rentelasten en schuld? Houdt die oefening ook reeds rekening met de neerwaartse bijstellingen van het planbureau, bijvoorbeeld voor inflatie 2,1 in plaats van 2,8 procent? Kunnen we een soortgelijk rapport voor juni 2025 krijgen, zoals we dat in 2024 ook ter beschikking gesteld hebben gekregen?

Antwoord: In [bijlage](#) kunt u het laatste rapport terugvinden van het monitoringscomité.

U verwijst naar een ESR-tekort van 375 miljoen euro, dat gerealiseerd moet worden volgend jaar. Hoe is dat berekend? Waarom baseert u zich nog steeds op het goedgekeurde traject van de regering en niet op het traject van Europa?

Antwoord: Voor de gedetailleerde onderbouwing verwijs ik naar de meerjarenbegroting die werd opgemaakt tijdens de begroting 2024. In de parlementaire stukken vindt u de specifieke berekeningen waaruit de bedragen zijn voortgevloeid. Wat het ESR-saldo betreft: om dit bedrag te berekenen, is uitgegaan van het saldo van het gewest, waaruit vervolgens de onderbenutting van 240 miljoen euro en de Europese faciliteit van 32 miljoen euro zijn afgetrokken. Als minister van Begroting in lopende zaken ben ik gebonden aan de laatst gekende meerjarenbegroting.

Het traject van Europa is puur lineair, maar dat betekent dat de schuld van het BHG nog met 5,9 miljard kan stijgen. Het is dus een traject dat perfect als bijdrage tot het geheel van België als lidstaat voldoet, maar de vraag is of dit houdbaar blijft voor het BHG als entiteit, met een resulterende schuldratio rond 350% en 240M meer rentelast.

Een begroting 2026 zou niet meer mogelijk zijn volgens u. Ik sta hier van te kijken. Wat zijn de verschillende stappen die nodig zijn om tot een echte begroting 2026 te komen en waarom bent u van mening dat we hier niet meer in kunnen slagen?

Réponse: Voir le planning détaillé ci-dessous:

Début septembre	Circulaire – instructions administration	Begin september	Omzendbrief – instructies administratie
Jusqu'au 19 septembre	Données reçues des administrations conformément à la circulaire	Tot 19 september	Gegevens ontvangen van de administraties volgens omzendbrief
11-26 septembre	Discussions bilatérales (phase administrative)	11-26 september	Bilaterale besprekingen (administratieve fase)
29 septembre-9 octobre	Discussions politiques	29 september-9 oktober	Politieke besprekingen
10 octobre	Accord politique	10 oktober	Politiek akkoord
13 octobre-28 octobre	Élaboration des documents budgétaires	13 oktober-28 oktober	Opmaak begrotingsdocumenten
22 octobre	Lettres d'orientation	22 oktober	beleidsbrieven
30 octobre	Approbation par le gouvernement (tableaux, document-cadre, pluriannuel)	30 oktober	Goedkeuring door de regering (tabellen, mantel, meerjaren)
31 octobre	Envoi au Parlement	31 oktober	Verzending parlement
5-12 novembre	Contrôle de l'épreuve	5-12 november	Controle drukproef
17 novembre	Version définitive des documents parlementaires	17 november	Definitieve versie parlementaire stukken
3-5 décembre	Commission des Finances et des Affaires générales	3-5 december	Commissie voor de Financiën en de Algemene Zaken
12 décembre	Séance plénière	12 december	Plenaire vergadering

11. Réponses aux questions de Gilles Verstraeten

Ma première question porte sur ce que la Cour des comptes a évoqué à la toute dernière minute. Les dividendes d'Hydria ne seront plus versés à la Région. De quels montants annuels s'agit-il? Pouvez-vous nous donner plus de précisions à ce sujet?

Réponse: Voir l'exposé.

J'ai une question concernant les charges d'intérêts. Nous en sommes actuellement à environ 400 millions d'euros, soit un peu moins de 415 millions d'euros de charges d'intérêts. Je pense que vous aviez en fait indiqué un montant encore plus élevé au troisième trimestre, à savoir 432 millions d'euros pour l'ensemble de l'année. Je me demandais surtout ce qu'il se passerait si nous devions encore faire face à une baisse des taux d'intérêt début octobre. Cela

Antwoord: Zie detailplanning hieronder:

Begin september	Omzendbrief – instructies administratie
Tot 19 september	Gegevens ontvangen van de administraties volgens omzendbrief
11-26 september	Bilaterale besprekingen (administratieve fase)
29 september-9 oktober	Politieke besprekingen
10 oktober	Politiek akkoord
13 oktober-28 oktober	Opmaak begrotingsdocumenten
22 oktober	beleidsbrieven
30 oktober	Goedkeuring door de regering (tabellen, mantel, meerjaren)
31 oktober	Verzending parlement
5-12 november	Controle drukproef
17 november	Definitieve versie parlementaire stukken
3-5 december	Commissie voor de Financiën en de Algemene Zaken
12 december	Plenaire vergadering

11. Antwoorden op de vragen van Gilles Verstraeten

Mijn eerste vraag gaat over wat het Rekenhof op het allerlaatste moment heeft aangehaald. De dividenden van Hydria zullen niet meer naar het gewest gaan. Over welke bedragen op jaarbasis gaat het? Kunt u daarover meer verduidelijkend geven?

Antwoord: Zie uiteenzetting.

Ik heb een vraag met betrekking tot de rentelasten. We zitten nu aan een geschatte 400, net geen 415 miljoen euro rentelasten. Ik denk dat u in kwartaal 3 eigenlijk nog een hoger bedrag had aangegeven, namelijk 432 had u geschat voor het hele jaar. Ik vroeg me vooral af wat er gebeurt als we nog een renteverlaging te verwerken krijgen begin oktober. Heeft dat dan een impact op die rentelasten of liggen die sowieso vast en is het enkel voor het jaar

aura-t-il un impact sur ces charges d'intérêts ou sont-elles fixes et ce n'est que l'année suivante que nous en verrons l'impact, au moment où nous devons contracter des crédits pour l'année 2026 à financer? Cela peut-il avoir un impact à court terme?

Réponse: Cela aura probablement un impact très limité cette année, car la majeure partie de notre financement pour cette année a déjà été levée. En outre, une baisse de notation a généralement un impact limité. Les conditions sous-jacentes du marché (doublement des taux d'intérêt depuis 2022) et l'augmentation de la dette sont les principaux moteurs de cette évolution. Étant donné que nous n'avons pratiquement pas de taux variables, cela n'a donc aucun impact direct.

Ma question suivante porte principalement sur la réglementation relative à ces provisions. Il a été dit que les provisions ne seront utilisées qu'après décision du gouvernement, sur avis de l'Inspection des finances et sous réserve d'un accord budgétaire du ministre du Budget. Si le gouvernement prend une décision, étant donné qu'il s'agit d'une décision collégiale, le ministre du Budget doit-il de toute façon donner son accord ou s'agit-il encore d'une condition distincte? Pouvez-vous nous donner quelques explications à ce sujet?

Réponse: C'est exact, comme vous l'indiquez, la commission ne peut être débloquée qu'après accord unanime de l'ensemble du gouvernement.

Le ministre du Budget a fait plusieurs tentatives louables pour trouver des moyens de dégager 1,2 milliard d'euros. À mon avis, bon nombre de mes collègues n'ont pratiquement rien fait pour contribuer à cet effort. Si certains de vos collègues du gouvernement font pression sur vous et vous demandent de dépenser les provisions, est-ce en quelque sorte votre dernier recours? On dit que si les provisions sont utilisées, il faut trouver des mesures compensatoires, réduire les dépenses au sein de l'administration ou dans d'autres domaines. Je me demande comment cela fonctionnera dans la pratique. Comment cela fonctionnera-t-il et cela ne vous mettra-t-il pas beaucoup de pression?

Réponse: Cette ordonnance financière permet théoriquement d'atteindre un solde de 1,2 milliard d'euros. Cependant, la réalisation effective de ce solde dépend principalement de la responsabilité individuelle et de la volonté de chacun des ministres et secrétaires d'État. Des accords ont été conclus; l'objectif de 1,2 milliard a été accepté et approuvé par tous.

daarop dat we de impact dus gaan zien op het moment dat we eigenlijk kredieten moeten gaan ophalen voor het volgende te financieren jaar 2026? Kan dat op korte termijn nog een impact hebben?

Antwoord: Dit zal waarschijnlijk een heel beperkte impact zal hebben dit jaar, aangezien het merendeel van onze financiering voor dit jaar al is opgehaald. Daarnaast heeft een ratingverlaging in het algemeen een beperkte impact. De onderliggende marktomstandigheden (verdubbeling van interest rates sinds 2022) en de toenemende schuld zijn de grootste drivers van deze evolutie.

Mijn volgende vraag gaat vooral over de regeling met betrekking tot die provisies. Het is wel gezegd dat de provisies enkel aangewend zullen worden met een beslissing van de regering, na het advies van de Inspectie van Financiën en middels een begrotingsakkoord van de Minister van de Begroting. Aangezien de regering collegiaal een beslissing neemt, moet de minister van Begroting eigenlijk sowieso akkoord zijn of is dat toch nog een aparte voorwaarde? Kunt u daar wat toelichting bij geven?

Antwoord: Correct, zoals u aangeeft kan er pas een vrijgave gebeuren van de provisie als er een consensus is van de voltallige regering.

De minister van Begroting heeft een aantal nobele pogingen gedaan om manieren te zoeken om op 1,2 miljard euro te landen. Volgens mij hebben een heel stel collega's eigenlijk bijna geen inspanningen gedaan om bij te dragen. Als een aantal van uw regeringscollega's alle druk op u zullen komen te leggen en vragen om de provisies uit te geven, is dat zo ergens uw laatste redmiddel? Er wordt gezegd dat als de provisies aangesproken worden, dan moeten er wel aan de andere kant maatregelen gezocht worden dat er gecompenseerd wordt, dat er minder uitgegeven wordt binnen de administratie of op andere posten. Ik heb vragen bij hoe de techniek in de praktijk moet werken? Hoe gaat dat functioneren en gaat dat niet heel veel druk bij u leggen?

Antwoord: Deze financieordonnantie maakt het theoretisch mogelijk om een saldo van 1,2 miljard euro te behalen. Het effectief behalen van dat saldo hangt echter vooral af van de individuele verantwoordelijkheid en bereidheid van elk van de ministers en staatssecretarissen. Er zijn afspraken gemaakt; de doelstelling van 1,2 miljard is door iedereen aanvaard en onderschreven.

J'ai une question concernant la SLRB. Ce n'est certainement pas la première fois qu'une institution publique autonome ou semi-autonome à Bruxelles poursuit en justice soit la Région, soit une autre institution publique autonome ou semi-autonome. Les frais d'avocat et les frais de justice sont à la charge des habitants de Bruxelles pour les administrations qui se poursuivent en justice. Une solution politique peut-elle encore être trouvée ou faut-il passer par la voie judiciaire?

Réponse: /

Je me demande également si vous pourriez nous donner une idée du déficit en dehors du périmètre de la Région, en ce qui concerne le budget 2026 et la planification pluriannuelle. C'est regrettable, mais nous avons malheureusement perdu une année entière et les déficits se sont accumulés. Avec les crédits provisoires, la planification pluriannuelle n'est probablement plus très réaliste. La planification pluriannuelle peut être adaptée par un budget avec l'intégralité des compétences qui, selon moi, adopte un nouveau budget et, dans ce cas, une planification pluriannuelle peut également être établie. Pouvez-vous me confirmer si c'est le cas?

Réponse: En ce qui concerne le déficit en dehors du périmètre régional, je ne dispose d'aucun élément pour formuler une réponse. En ce qui concerne la deuxième partie de votre question, je peux confirmer que votre affirmation est correcte. Il est en effet vrai que seul un gouvernement disposant de tous ses pouvoirs est habilité à présenter un nouveau plan pluriannuel. Cette procédure fait partie de l'élaboration d'un budget à part entière.

Quelles sont les prévisions pour l'année 2026, si nous subissons une nouvelle baisse de notation en octobre? Qu'en sera-t-il des charges d'intérêts, qui ont déjà considérablement augmenté, et où cela va-t-il nous mener?

Réponse: Actuellement, en l'absence d'une trajectoire pluriannuelle du budget et du déficit, il n'est pas possible d'établir une projection des charges d'intérêts. En ce qui concerne 2026, une estimation devrait être disponible dans le cadre de l'exercice budgétaire concerné.

Cadre financier élargi: quel est le rapport entre les finances régionales et les problèmes rencontrés par les communes, Vivaqua et les hôpitaux publics? La Région peut-elle, dans la pratique, intervenir en tant que soutien implicite lorsque ces institutions se trouvent en grande difficulté?

Ik heb een vraag over de kwestie van de BGHM. Het is zeker niet de eerste keer dat één van de autonome of semi-autonome overheidsinstellingen in Brussel, ofwel het gewest, ofwel een andere, autonome of semiautonome overheidsinstelling aanklaagt. De kosten voor de advocaat en gerechtskosten komen op de Brusselse inwoner voor administraties die elkaar aanklagen. Kan hier nog een politieke oplossing voor gevonden worden of gaat het toch gerechtelijk gevolg moeten krijgen?

Antwoord: /

Ik stel me ook de vraag of u misschien toch wel een beeld kan geven over het tekort buiten de perimeter van het gewest, voor wat de begroting 2026 en ook de meerjarenplanning betreft. Jammer, maar helaas, hebben we een volledig jaar gemist en de tekorten zijn gewoon opgelopen. Met de voorlopige twaalfden is de meerjarenplanning vermoedelijk niet zo realistisch meer. De meerjarenplanning kan aangepast worden door een begroting met volledigheid van de bevoegdheden die volgens mij een nieuwe begroting aanneemt en in dat geval kan ook een meerjarenplanning opgemaakt worden. Kunt u mij bevestigen of dat het zo is?

Antwoord: Met betrekking tot het tekort buiten de perimeter van het gewest heb ik geen elementen om een antwoord te formuleren. Wat het tweede deel van uw vraag aangaat, kan ik bevestigen dat uw stelling klopt. Het is inderdaad zo dat enkel een regering met volheid van bevoegdheid de bevoegdheid heeft om een nieuwe meerjarenplanning neer te leggen. Deze procedure is een onderdeel van het opstellen van een volwaardige begroting.

Wat zijn de projecties voor het komende jaar 2026, als wij opnieuw een ratingverlaging krijgen in oktober? Hoe zal het zitten met de rentelasten die nu al serieus opgelopen zijn en waar gaan we naartoe?

Antwoord: Aangezien er momenteel geen meerjarenbegroting en -tekort is, is het niet mogelijk om een prognose van de rentelasten op te stellen. Voor 2026 zou een raming beschikbaar moeten zijn in het kader van de betreffende begrotingsprocedure.

Breder financieel kader: Hoe verhouden de gewestelijke financiën zich tot de problemen van gemeenten, Vivaqua en de openbare ziekenhuizen? Kan het gewest in de praktijk wel optreden als impliciete ondersteuner wanneer die instellingen in ernstige moeilijkheden komen?

Réponse: Les hôpitaux publics ne relèvent pas des compétences régionales, car il s'agit d'une matière à caractère personnel. Ils sont financés structurellement par le gouvernement fédéral, d'une part, et par les Communautés (et, dans la RBC, également par la Commission communautaire commune), d'autre part.

Vivaqua est une société coopérative qui regroupe les dix-neuf communes bruxelloises, quatre communes wallonnes et une intercommunale dans le Brabant wallon. Le financement de Vivaqua provient principalement de la facturation de l'eau potable. Vivaqua se finance également par des emprunts.

Les relations financières entre la RBC et les 19 communes sont régies par le cadre juridique actuel. On pense plus spécifiquement à la dotation générale aux communes ou, par exemple, aux subventions visant à encourager les investissements d'utilité publique. Le financement des communes par la RBC s'effectue donc en application du cadre juridique actuel (voir les ordonnances et arrêtés d'exécution en vigueur).

En cas de modification éventuelle des cadres juridiques existants, il convient toujours d'analyser au préalable si cela est juridiquement possible (qu'est-ce qui relève des compétences régionales et qu'est-ce qui n'en relève pas?). Ensuite, le cas échéant, de nouvelles décisions politiques peuvent être prises, bien sûr toujours au niveau décisionnel compétent (Parlement, gouvernement). La modification éventuelle des cadres juridiques existants, si elle est juridiquement possible, aura probablement aussi des conséquences budgétaires. L'impact budgétaire éventuel des nouvelles décisions politiques doit s'inscrire dans les contours budgétaires convenus (voir le Code des finances publiques et ses arrêtés d'exécution).

Antwoord: De openbare ziekenhuizen vallen niet onder de gewestelijke bevoegdheden, omdat het om een persoonsgebonden materie gaat. Zij worden structureel gefinancierd door de federale overheid enerzijds en de gemeenschappen (en in het BHG ook de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie) anderzijds.

Vivaqua is een coöperatieve vennootschap die de negentien Brusselse gemeenten, vier Waalse gemeenten en een intercommunale, in BW, verenigt. De financiering van Vivaqua komt hoofdzakelijk uit de facturering van drinkwater. Daarnaast financiert Vivaqua zich ook met leningen.

De financiële verhoudingen tussen het BHG en de 19 gemeenten worden geregeld binnen het huidige bestaande juridische kader. Men denke dan meer specifiek aan de algemene dotatie aan de gemeenten of aan bv. subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen. De financiering van de gemeenten door het BHG gebeurt dus in toepassing van het huidige bestaande juridische kader (zie geldende ordonnances en uitvoeringsbesluiten).

Bij een eventuele aanpassing van bestaande juridische kaders dient steeds eerst te worden geanalyseerd of dit juridisch tot de mogelijkheden behoort (wat hoort tot de gewestelijke bevoegdheden en wat niet?). Vervolgens kunnen, desgevallend, nieuwe beleidsbeslissingen genomen worden, uiteraard telkens op het bevoegde beslissingsniveau (parlement, regering). Het eventueel wijzigen van de bestaande juridische kaders, indien juridisch mogelijk, brengt wellicht ook budgettaire gevolgen met zich mee. De gebeurlijke budgettaire impact van nieuwe beleidsbeslissingen dient ingepast te worden in de afgesproken budgettaire contouren (zie Codex Openbare Financiën en de bijhorende uitvoeringsbesluiten).

IV.3. Répliques

Clémentine Barzin rappelle que, depuis 2019, le groupe MR souligne que la Région dépense plus d'argent qu'elle n'en a, sans retour sur investissement, creusant toujours davantage son déficit. Les promesses ne sont pas tenues: les dépenses de 2025 représentent 103,4 % des dépenses de 2024, soit 260 millions d'euros de plus, et le budget d'urgence annoncé en juin n'a pas pu être présenté

Les mesures conservatoires promises afin d'endiguer le déficit, comme le prolongement du moratoire sur les engagements dans la fonction publique, la réduction des subsides facultatifs, les blocages de crédits dans le cadre du respect des crédits provisoires, ou encore le suivi attentif des investissements et des OAA de deuxième catégorie, sont inscrites comme provisions pour un montant de 314 millions d'euros, ce qui porte le déficit à 1,555 milliard d'euros, contre 1,210 milliard d'euros escomptés. Quel est le détail de ces provisions à hauteur de 164 millions d'euros pour la SLRB, de 14 millions d'euros pour la STIB et de 136 millions d'euros pour le SPRB?

Après les deux dégradations de la note de la Région par l'agence Standard & Poor's, on apprend que la banque Belfius aurait fait part, au mois de juin, de sa volonté de mettre un terme au contrat de caissier de la Région pour la fin de l'année 2025. Qu'en est-il exactement?

Avec des montants en dépenses de personnel atteignant les treize douzièmes, les dégâts sont heureusement limités. Tous les salaires seront effectivement payés en 2025. Le moratoire sur les engagements dans la fonction publique a porté ses fruits, même si certaines administrations ne l'ont pas complètement respecté.

Les montants alloués à la Fondation Kanal seront augmentés de 12 millions d'euros, alors que trois filiales seront créées. Cela pose la question du contrôle exercé sur Kanal et sur les moyens publics qui lui sont consacrés.

Quant à Paradigm, le ministre se borne à dire que le budget est supérieur à ce qui était prévu, sans autre justification. Le nouveau logiciel représente un coût de 3,3 millions d'euros, sans plus de précisions sur une amélioration qualitative.

S'agissant des certificats PEB, la dépense justifiant les 3,2 millions d'euros se réfère à une décision du gouvernement datant de juillet 2025. Le groupe MR continuera à interroger le ministre fonctionnel à ce sujet afin de savoir s'il s'agit ou non d'une nouvelle initiative.

La députée renvoie au constat de la Cour des comptes selon lequel ces crédits provisoires aggravent le déficit de 2024 à concurrence de 228,4 millions d'euros, pour un

IV.3. Replieken

Clémentine Barzin wijst erop dat de MR-fractie er al sinds 2019 op hamert dat het gewest meer geld uitgeeft dan het heeft, zonder return on investment, waardoor het tekort steeds verder oploopt. De gemaakte beloftes zijn niet nagekomen: de uitgaven van 2025 bedragen 103,4% van de uitgaven van 2024, ofwel 260 miljoen euro meer, en er kon geen noodbegroting worden ingediend, die in juni nochtans was aangekondigd.

Er is voor 314 miljoen euro aan provisies ingeschreven voor de beloofde bewarende maatregelen om het tekort in te dijken door de wervingsstop bij het openbaar ambt te verlengen, de facultatieve subsidies te verlagen, kredieten te blokkeren om te voldoen aan de regel van de voorlopige kredieten en de investeringen en ABI's van categorie 2 nauwlettend te controleren. Daardoor stijgt het tekort naar 1,555 miljard euro, terwijl werd uitgegaan van 1,210 miljard euro. Kunnen er meer details worden bezorgd over die provisies van 164 miljoen euro voor de BGHM, 14 miljoen euro voor de MIVB en 136 miljoen euro voor de GOB?

Nadat Standard & Poor's de kredietwaardigheid van het gewest voor de tweede keer had verlaagd, zou de bank Belfius volgens de spreekster in juni te kennen hebben gegeven haar kassierscontract met het gewest eind 2025 te willen beëindigen. Wat is daar precies van aan?

Met personeelsuitgaven die dertien twaalfden bedragen, is de schade gelukkig beperkt. Alle lonen zullen effectief in 2025 worden uitbetaald. De wervingsstop bij het openbaar ambt heeft zijn vruchten afgeworpen, ook al hebben sommige besturen zich daar niet volledig aan gehouden.

De bedragen voor de stichting Kanal worden met 12 miljoen euro verhoogd en er worden drie dochterondernemingen opgericht. Dat doet de vraag rijzen hoe het zit met de controle op Kanal en op de overheidsmiddelen die het krijgt toegewezen.

Over Paradigm voert de minister enkel aan dat het budget hoger uitvalt dan verwacht, zonder daar echter enige andere verantwoording aan toe te voegen. De nieuwe software kost 3,3 miljoen euro, maar er wordt niet gepreciseerd of die van betere kwaliteit is.

Voor de EPB-certificaten is een uitgave van 3,2 miljoen euro ingeschreven, waarvoor wordt verwezen naar een regeringsbeslissing van juli 2025. De MR-fractie wil de vakminister daarover verder aan de tand voelen. Gaat het om een nieuw initiatief of niet?

Het parlementslid verwijst naar de vaststelling van het Rekenhof dat deze voorlopige kredieten leiden tot een tekort dat 228,4 miljoen euro hoger is dan dat van 2024. Indien de

montant maximal de 1,555 milliard d'euros en cas d'utilisation complète des provisions.

Afin d'endiguer le déficit et de rattraper vingt années d'endettement, l'oratrice en appelle à la responsabilité collective et à mener de véritables réformes.

Enfin, le groupe MR demande au gouvernement de veiller à ce que les provisions ne soient utilisées qu'en dernier recours afin de tendre vers l'objectif d'un déficit limité à 1,2 milliard d'euros. Afin de renforcer la transparence de l'utilisation des provisions, le groupe MR déposera en séance plénière un amendement introduisant un processus de contrôle parlementaire précis pour chaque ventilation.

Les mesures conservatoires promises afin d'endiguer le déficit, comme le prolongement du moratoire sur les engagements dans la fonction publique, la réduction des subsides facultatifs, les blocages de crédits dans le cadre du respect des crédits provisoires, ou encore le suivi attentif des investissements et des OAA de deuxième catégorie, sont inscrites comme provisions pour un montant de 314 millions d'euros, ce qui porte le déficit à 1,555 milliard d'euros, contre 1,210 milliard d'euros escomptés. Quel est le détail de ces provisions à hauteur de 164 millions d'euros pour la SLRB, de 14 millions d'euros pour la STIB et de 136 millions d'euros pour le SPRB?

Stijn Bex remercie le ministre pour ses réponses approfondies et détaillées. Le député renvoie à la discussion générale, à laquelle il souhaite ajouter quelques éléments. Soulignant la nécessité de préparer en priorité l'établissement du budget 2026, de préférence dans le cadre de négociations gouvernementales, il répond positivement à la main tendue de Clémentine Barzin.

En ce qui concerne les provisions, il constate que le ministre s'engage à faire rapport au Parlement non seulement chaque fois qu'il y sera fait recours, mais aussi tous les mois. Bien que cela témoigne d'un degré élevé de transparence, le député attend avec impatience l'amendement du groupe MR pour voir si on peut encore obtenir des corrections supplémentaires.

Enfin, l'orateur expose, à propos des recettes qu'on attend encore de l'autorité fédérale, qu'il serait souhaitable de couler explicitement ces moyens dans un accord politique afin d'en garantir l'inscription dans le budget bruxellois.

Marc-Jean Ghysels remercie le ministre des Finances pour la complétude de ses réponses, lui qui est souvent pris pour cible alors qu'il n'est guère responsable de la situation actuelle.

Concernant la possibilité d'élaborer un budget pour l'année 2026, l'orateur note que certaines informations sont

provisies volledig worden benut, zal het verder oplopen tot maximaal 1,555 miljard euro.

Om het tekort in te dijken en een inhaalbeweging te maken na twintig jaar schuldenlast roept de spreker op om blijk te geven van collectieve verantwoordelijkheidszin en volwaardige hervormingen door te voeren.

Tot slot dringt de MR-fractie er bij de regering op aan om de provisies pas als laatste redmiddel aan te wenden, zodat het tekort beperkt blijft tot maximaal 1,2 miljard euro, zoals vooropgesteld. Om het gebruik van de provisies transparanter te maken, zal de MR-fractie in de plenaire vergadering een amendement indienen om voor elke uitsplitsing in een nauwkeurige parlementaire controle te voorzien.

Er is voor 314 miljoen euro aan provisies ingeschreven voor de beloofde bewarende maatregelen om het tekort in te dijken door de wervingsstop bij het openbaar ambt te verlengen, de facultatieve subsidies te verlagen, kredieten te blokkeren om te voldoen aan de regel van voorlopige kredieten en de investeringen en ABI's van categorie 2 nauwlettend te controleren. Daardoor stijgt het tekort naar 1,555 miljard euro, terwijl werd uitgegaan van 1,210 miljard euro. Kunnen er meer details worden bezorgd over die provisies van 164 miljoen euro voor de BGHM, 14 miljoen euro voor de MIVB en 136 miljoen euro voor de GOB?

Stijn Bex dankt de minister voor de uitgebreide en gedetailleerde antwoorden. Het parlementslid verwijst naar de algemene bespreking waar hij enkele elementen wenst aan toe te voegen. De spreker beklemtoont dat de voorbereiding van de opmaak van de begroting 2026, bij voorkeur in het kader van regeringsonderhandelingen, prioritair is en reageert dan ook positief op de uitgestoken hand van collega Barzin.

Met betrekking tot de provisies stelt hij vast dat de minister zich engageert om telkens bij een aanwending, en bovendien maandelijks, verslag uit te brengen aan het parlement. Dat getuigt van een hoge mate van transparantie, al kijkt het parlementslid uit naar het amendement van de MR-fractie om na te gaan of dat nog bijkomende verbeteringen kan opleveren.

Tot slot wijst de spreker op de inkomsten die nog vanwege de federale overheid worden verwacht. Het is wenselijk om die middelen expliciet in een politiek akkoord op te nemen, zodat de inschrijving ervan in de Brusselse begroting kan worden gegarandeerd.

Marc-Jean Ghysels bedankt de minister van Financiën voor de uitvoerige antwoorden. Hij is vaak de kop van Jut, terwijl hem nauwelijks schuld treft voor de huidige situatie.

Met betrekking tot de mogelijkheid om een begroting voor 2026 op te maken merkt de spreker op dat de minister

bien parvenues au ministre. L'autorité fédérale commence, tout comme les autres entités fédérées, à travailler sur le prochain budget. Il est donc également possible pour Bruxelles d'entamer ses travaux dès aujourd'hui.

Nous en sommes au vote des crédits provisoires. Nous n'avons malheureusement pas le choix, puisque ne pas les voter aurait des conséquences beaucoup plus graves.

Une autre inquiétude, qui n'a pas encore été évoquée, est la situation budgétaire de l'autorité fédérale, avec 40 milliards d'euros de déficit prévu. Or, les formations politiques qui viennent donner des leçons au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale sont les mêmes que celles qui connaissent des difficultés colossales à d'autres niveaux de pouvoir. Il en appelle également à la responsabilité collective: que l'ensemble des formations politiques prêtes à élaborer un budget pour le 1^{er} janvier 2026 se mettent autour de la table.

Ilyas El Omari constate qu'une mesure censée être exceptionnelle est devenue la règle. Nous pilotons à l'aveugle, trimestre après trimestre, sans trajectoire ni vision d'avenir. Et la perspective est claire: 2026 débutera également sous le régime des crédits provisoires.

Comme pour la deuxième et la troisième tranche, les montants qui sont demandés aujourd'hui dépassent de plusieurs centaines de millions d'euros le budget initial 2024. Ces dépassements brouillent la frontière entre une simple continuité du service public et l'anticipation de véritables choix politiques.

Par ailleurs, les tableaux budgétaires sont opaques et les concordances difficiles à lire. Il est impossible de connaître les dépenses réelles par ministère. Le rôle de contrôle du Parlement est réduit, et le principe même de responsabilité budgétaire est affaibli.

La continuité budgétaire est assurée ici au prix de coupes réelles: une réduction linéaire de 15 % sur les subventions facultatives – près de 22 millions d'euros – frappe directement le tissu associatif, la culture, le sport et l'action sociale. Du personnel qualifié quitte massivement le secteur associatif en raison des incertitudes. Par contre, miraculeusement, la Fondation Kanal est épargnée.

En outre, l'opacité règne sur les sommes dues à la SLRB, glissées dans une «économie» de 164 millions d'euros, alors qu'elle réclame 66 millions d'euros devant les tribunaux.

Pendant ce temps, la situation financière se dégrade. L'orateur a voté en faveur des crédits provisoires une première fois, puis une deuxième, puis une troisième, en

inmiddels bepaalde gegevens heeft ontvangen. De federale overheid gaat, net als de andere deelstaten, van start met de volgende begrotingsoefening. Ook voor Brussel moet het dus mogelijk zijn om vandaag de hand aan de ploeg te slaan.

Nu is het moment daar om te stemmen over voorlopige kredieten. We hebben helaas geen andere keuze want als we die niet goedkeuren, zouden de gevolgen nog veel erger zijn.

Een ander punt van zorg, dat nog niet werd aangehaald, is de begrotingstoestand van de federale overheid, die een tekort van naar verwachting 40 miljard euro moet torsen. De politieke partijen die het Brussels Hoofdstedelijk Parlement de les lezen, moeten op andere beleidsniveaus echter zelf aankijken tegen gigantische moeilijkheden. Hij roept eveneens op tot collectieve verantwoordelijkheidszin door aan tafel te gaan zitten met alle politieke partijen die bereid zijn om een begroting op te stellen voor 1 januari 2026.

Ilyas El Omari merkt op dat een maatregel die als uitzondering was bedoeld, intussen de regel is geworden. We varen blind, kwartaal na kwartaal, zonder traject of toekomstvisie. Het is nu al duidelijk waar we op afstevenen: ook begin 2026 zullen we werken met voorlopige kredieten.

Net als bij de tweede en de derde schijf overschrijden de bedragen die vandaag voorliggen, de initieel begrote bedragen voor 2024 met honderden miljoenen euro's. Die overschrijdingen doen de grens vervagen tussen het louter voortzetten van de openbare dienstverlening en het anticiperen op zuivere beleidskeuzes.

Bovendien zijn de begrotingstabellen niet transparant en de concordanties weinig overzichtelijk. Het is onmogelijk om de werkelijke uitgaven per ministerie te kennen. Het parlement wordt beknot in zijn controlerende taak en het beginsel van budgettaire verantwoordelijkheid wordt afgezwakt.

De budgettaire continuïteit is gewaarborgd, maar daar hangt met de onverholen bezuinigingen wel een prijskaartje aan vast. De facultatieve subsidies worden lineair verlaagd met 15% of bijna 22 miljoen euro. Dat is een mokerslag voor de verenigingen, het cultuurwezen, sportclubs en sociale initiatieven. Gekwalificeerd personeel keert het verenigingsleven in groten getale de rug toe vanwege de onzekere situatie. Wonder boven wonder bleef de stichting Kanal daarvan gespaard.

Daarnaast is er een gebrek aan transparantie over de bedragen die verschuldigd zijn aan de BGHM, onder het mom van een "besparing" van 164 miljoen euro, terwijl de BGHM langs gerechtelijke weg 66 miljoen euro vordert.

Intussen gaat de financiële toestand er steeds verder op achteruit. Bij de eerste stemming over de voorlopige kredieten stemde de spreker voor. Dat deed hij nadien ook nog

espérant à chaque étape que ce serait la dernière.

Aujourd'hui, il s'abstiendra donc sur cette ordonnance, non seulement pour des raisons techniques, mais aussi par principe.

Le groupe Team Fouad Ahidar est prêt à prendre ses responsabilités. Mais, en attendant, sa formation refuse de cautionner une gestion provisoire qui affaiblit le contrôle parlementaire, entretient l'opacité, creuse le déficit et pénalise directement les citoyens.

Francis Dagrin s'inquiète du nombre de coupes demandées par le groupe MR dans les budgets et espère qu'elles n'auront pas lieu.

Gilles Verstraeten réitère son inquiétude concernant la gestion de la dette et les charges d'intérêt. Bien que, selon le ministre, la récente dégradation de la note n'ait pas eu d'incidence sur 2025, les prêts nécessaires ayant déjà été contractés, le député craint que la situation ne change en 2026. Il souligne que l'endettement continuera à croître, peut-être jusqu'à 1,5 milliard d'euros, au vu des prévisions bancaires qui annoncent une hausse des taux d'intérêt.

Le député critique le monde politique bruxellois qui, selon lui, tend à rejeter la responsabilité de la dette sur le niveau fédéral. Le gouvernement bruxellois n'a pas encore pris de mesures concrètes en matière de gestion de la dette.

Il reste critique au sujet de la règle en vertu de laquelle les provisions ne peuvent être utilisées que moyennant une décision du gouvernement, un avis de l'Inspection des finances et l'accord du ministre du Budget. Il craint que cela ne crée des attentes, alors qu'aucune distinction claire n'a été faite entre dépenses essentielles et non essentielles, comme le financement des primes Renolution.

En résumé, et dans l'attente de l'amendement du groupe MR, le député annonce qu'il votera contre, en signe de désapprobation, et sachant que cela ne compromettra pas la continuité des services publics bruxellois.

Christophe De Beukelaer se demande si, s'agissant de l'utilisation des provisions, les mesures équivalentes à réaliser afin de préserver le solde global seront bien respectées.

La reprise d'Hydria par la SA Centre de tri, dès lors qu'elle modifie les structures de la Région, n'aurait pas dû avoir lieu sous un gouvernement en affaires courantes, et cela d'autant moins que tous les partis en négociation ont fait part de leur volonté de réformer les structures régionales.

een tweede en een derde keer. Telkens hoopte hij dat het de laatste keer zou zijn.

Hij zal zich vandaag dan ook niet alleen om technische, maar ook om principiële redenen onthouden bij de stemming over de voorliggende ordonnantie.

De Team Fouad Ahidar-fractie is klaar om haar verantwoordelijkheid te nemen. In afwachting daarvan weigert zijn partij echter in te stemmen met een voorlopig beheer dat de parlementaire controle ondergraaft, een gebrek aan transparantie bevordert, het tekort doet toenemen en de burgers rechtstreeks benadeelt.

Francis Dagrin maakt zich zorgen over het aantal budgettaire bezuinigingen waar de MR-fractie op aanstuurt. Hij hoopt dat het niet zover zal komen.

Gilles Verstraeten herhaalt zijn bezorgdheid omtrent het schuldbeheer en de rentelasten. Hoewel volgens de minister de recente ratingverlaging geen effect heeft gehad op 2025, aangezien de nodige leningen reeds eerder waren afgesloten, vreest het parlementslid dat dit in 2026 zal veranderen. Hij onderstreept dat de schuldenmassa verder zal aangroeien, mogelijk zelfs tot 1,5 miljard euro, gelet op de prognoses van de banken die stijgende rentevoeten voorspellen.

Het parlementslid uit kritiek op de Brusselse politiek, die volgens hem de neiging heeft om de verantwoordelijkheid voor het schuldvraagstuk door te schuiven naar het federale niveau. De Brusselse regering heeft nog geen concrete stappen gezet inzake schuldbeheer.

Hij blijft kritisch rond de regeling waarbij provisies enkel kunnen worden aangewend middels een beslissing van de regering, een advies van de Inspectie van Financiën en het akkoord van de minister van Begroting. Hij vreest dat hierdoor verwachtingen worden gewekt, terwijl er geen duidelijke afweging werd gemaakt tussen de essentiële en niet-essentiële uitgaven, zoals bijvoorbeeld het financieren van de Renolutionpremies.

Samengevat, en in afwachting van het amendement van de MR-fractie, kondigt het parlementslid aan tegen te stemmen, als signaal van afkeuring, en wetende dat dit de continuïteit van de Brusselse overheidsdiensten niet in het gedrang zal brengen.

Christophe De Beukelaer vraagt zich af of de voorwaarde om bij de aanwending van de provisies gelijkwaardige maatregelen te nemen, zodat het saldo niet verslechtert, daadwerkelijk zal worden nageleefd.

De overname van Hydria door de nv Sorteercentrum had niet mogen plaatsvinden onder een regering in lopende zaken, omdat die een wijziging inhoudt van de structuren van het gewest en dat terwijl alle onderhandelende partijen de wens hebben uitgesproken om de gewestelijke structuren

L'orateur déplore l'absence de concertation avec les acteurs, ainsi que l'absence de prise en considération des alternatives proposées par ceux-ci. S'il ne s'oppose pas au principe de la réforme, il relève néanmoins que le fait qu'un actionnaire privé se retrouve en possession d'actions d'Hydria contrevient à l'article 19, § 1^{er}, de l'ordonnance du 20 octobre 2006 et à l'article 5 des statuts. Pour cette raison, le groupe Les Engagés votera contre l'article 74 du projet d'ordonnance.

Imane Belguenani remercie le ministre pour ses réponses et souligne l'importance d'un plan clair pour atteindre le solde prévu de 1,2 milliard d'euros. Elle indique par ailleurs que la solution adoptée – travailler avec des provisions – constitue un compromis. Bien que cette approche ne soit pas idéale, elle peut être considérée comme une solution raisonnable permettant d'éviter un blocage budgétaire et d'assurer la continuité de la politique. L'engagement du ministre à donner chaque mois des informations sur les tranches de provisions libérées est également positif.

En outre, l'oratrice souligne la responsabilité individuelle de chaque membre du gouvernement dans la gestion prudente des provisions. Eu égard à la hausse des charges d'intérêt, elle appelle à examiner minutieusement chaque dépense, car chacune devra être remboursée ultérieurement à grands frais. En effet, l'argent prélevé aujourd'hui sur les provisions ne peut pas être affecté à de nouvelles politiques.

Zakia Khattabi constate que la maîtrise de l'exercice des crédits provisoires se ressent. Elle souhaite ensuite renvoyer à Clémentine Barzin son invitation. Les tergiversations du MR pour entamer ou non des négociations gouvernementales n'ont pas aidé à clarifier la situation et il serait temps de choisir.

Benjamin Dalle remercie le ministre pour ses réponses approfondies et bien préparées, et il déclare attendre avec impatience le rapport du comité de monitoring. Il espère que, comme celui de juin 2024, ce rapport contiendra des projections pour les années à venir. Le député demande un aperçu des investissements, document qui, selon lui, doit également être communiqué au Parlement.

Bruxelles joue la dernière manche financière de 2025. Normalement, un régime de crédits provisoires débouche sur des économies, mais ce n'est pas le cas actuellement. Le député décrit la quatrième et dernière tranche de crédits provisoires comme une continuation de six années de politique budgétaire problématique, à la faveur de laquelle le déficit pourrait atteindre 1,55 milliard d'euros. L'orateur impute l'incertitude quant au montant final, à trois mois de la fin de l'année, à des désaccords au sein du gouvernement en affaires courantes.

te hervormen.

De spreker betreurt dat er geen overleg met de betrokken actoren heeft plaatsgevonden en dat geen rekening is gehouden met de door hen voorgestelde alternatieven. De spreker is niet gekant tegen het principe van de hervorming, maar volgens hem is het feit dat een private aandeelhouder aandelen verwerft in Hydria, in strijd met artikel 19, § 1 van de ordonnantie van 20 oktober 2006 en met artikel 5 van de statuten. Daarom zal de Les Engagés-fractie tegen artikel 74 van het ontwerp van ordonnantie stemmen.

Imane Belguenani dankt de minister voor de verstrekte antwoorden en benadrukt het belang van een duidelijk plan om het voorziene saldo van 1,2 miljard euro te behalen. Daarbij geeft zij aan dat de gekozen oplossing – het werken met provisies – een compromis vormt. Hoewel het parlamentslid erkent dat dit niet de ideale aanpak is, kan het beschouwd worden als een redelijke oplossing die een budgettaire blokkering vermijdt en de continuïteit van het beleid waarborgt. Positief hierbij is ook dat de minister zich ertoe verbindt maandelijks informatie te verschaffen over de schijven die uit de provisie zullen worden vrijgemaakt.

Verder wijst de spreekster op de individuele verantwoordelijkheid van elk regeringslid om zorgvuldig met de provisies om te gaan. In het licht van de stijgende rentelasten roept zij op om elke uitgave grondig te overwegen, aangezien die later duur moet worden terugbetaald. Geld dat vandaag uit de provisies wordt aangewend, kan immers niet worden ingezet voor nieuw beleid.

Zakia Khattabi merkt op dat men de voorlopige kredieten steeds beter in de vingers heeft. Zij verwijst vervolgens naar de oproep van Clémentine Barzin. Het getalm van de MR om regeringsonderhandelingen te beginnen schept weinig duidelijkheid. Het is tijd om een keuze te maken.

Benjamin Dalle dankt de minister voor de uitgebreide en goed voorbereide antwoorden en geeft aan uit te kijken naar het rapport van het monitoringcomité. Hij hoopt dat dit, net als het rapport van juni 2024, prognoses voor de komende jaren zal bevatten. Het parlamentslid vraagt naar het overzicht van investeringen, dat volgens hem ook aan het parlement moet worden bezorgd.

Brussel bevindt zich in het financiële eindspel van 2025. Daar waar een regime van voorlopige kredieten normaal tot besparingen leidt, is dit nu niet het geval. Het parlamentslid omschrijft de vierde en laatste schijf van de voorlopige kredieten als een voortzetting van zes jaar problematisch begrotingsbeleid, waarbij het tekort zou kunnen oplopen tot 1,55 miljard euro. De onzekerheid over het uiteindelijke bedrag, drie maanden voor het einde van het jaar, schrijft de spreker toe aan meningsverschillen binnen de regering in lopende zaken.

La provision de plus de 300 millions d'euros proposée et le contrôle budgétaire ne dissipent pas les craintes du député. D'autant moins que ce contrôle s'appliquait également ces six dernières années, mais qu'entre-temps, la politique budgétaire bruxelloise s'est détériorée.

L'orateur rappelle que le groupe cd&v avait déjà proposé en décembre 2024 d'intégrer dans les crédits provisoires l'effort d'assainissement de 484 millions d'euros prévu pour 2025. Or, cette proposition a été rejetée.

Pour le député, l'argument selon lequel il est impossible d'assainir les finances en période d'affaires courantes ne tient pas. Le Parlement, en collaboration avec le gouvernement sortant, peut encore élaborer un budget pour 2026. En cas d'accord, un vote est même possible jusqu'au 31 décembre.

Si l'on se base sur l'objectif déclaré du Parlement de limiter le déficit à 375 millions d'euros, cela signifie un effort supplémentaire de 825 millions à 1,25 milliard d'euros, en plus d'un déficit déjà important. Ce n'est pas crédible. L'orateur souligne qu'il est possible d'atteindre l'équilibre budgétaire en sept ans – d'ici 2032, comme le demande l'Europe. L'effort le plus important à cet égard devrait être fourni en 2026. Au moins un milliard d'euros de déficit doit être comblé par une réduction des dépenses. Cet assainissement sera certes difficile, mais parfaitement réalisable, à condition d'opérer des choix et de garantir les missions essentielles.

Pour l'orateur, la proposition du ministre, qui table sur un déficit maximal de 375 millions d'euros, est liée aux déclarations publiques de Frédéric De Gucht concernant un équilibre budgétaire en 2028 assorti à des réductions d'impôts. Le député doute de la faisabilité de ce scénario et déclare que cela se traduirait par des économies irréalistes au détriment des services et de l'emploi.

En ce qui concerne les crédits provisoires, le député indique que les recettes sont inférieures au budget initial et que, sans mesures supplémentaires, le déficit pourrait atteindre 1,4 milliard d'euros. Selon l'orateur, cette situation est masquée par des mesures conservatoires et des sous-utilisations. La Cour des comptes a par ailleurs souligné que les crédits provisoires contiennent des choix politiques qu'il n'appartient pas à un gouvernement sortant de prendre.

Une critique majeure concerne les primes Renolution. Bien que le Parlement ait décidé en 2024 que toute personne dont le dossier a été approuvé avait droit au versement de la prime, les crédits pour 2025 sont insuffisants. Le budget de 19,3 millions d'euros était déjà épuisé en mai. Depuis lors, des primes sont encore accordées mais elles ne sont plus versées, laissant 1.700 Bruxellois dans l'incertitude. Le député évoque des informations parues dans les

De vooropgestelde provisie van meer dan 300 miljoen euro en de begrotingscontrole nemen de ongerustheid bij het parlementslid niet weg. Vooral omdat deze controle ook in de voorbije zes jaar van toepassing was, maar intussen het Brusselse begrotingsbeleid verslechterd is.

De spreker herinnert eraan dat de cd&v-fractie al in december 2024 had voorgesteld om de voorziene saneringsinspanning van 484 miljoen euro voor 2025 te verwerken in de voorlopige kredieten. Echter, dat voorstel werd toen afgewezen.

Voor het parlementslid gaat het argument niet op dat saneren in lopende zaken onmogelijk is. Vanuit het parlement kan er, samen met de regering in lopende zaken, alsnog een begroting voor 2026 worden opgesteld. Indien er een akkoord wordt bereikt, is een stemming zelfs tot 31 december mogelijk.

Uitgaande van de vooropgestelde doelstelling van het parlement om het tekort te beperken tot 375 miljoen euro, betekent dit het realiseren van een bijkomende inspanning van 825 miljoen tot 1,25 miljard euro, bovenop een al groot tekort. Dat is niet geloofwaardig. De spreker benadrukt dat een begrotingsevenwicht in zeven jaar – tegen 2032, zoals door Europa gevraagd – haalbaar is. De zwaarste inspanning zou daarbij in 2026 moeten worden geleverd. Minstens één miljard euro van het tekort moet via uitgavenverminderingen worden weggewerkt. Dit saneringstraject zal weliswaar moeilijk zijn, maar wel degelijk uitvoerbaar, mits keuzes worden gemaakt en kerntaken worden gevrijwaard.

Voor de spreker is het voorstel van de minister, dat uitgaat van een maximaal tekort van 375 miljoen euro, gekoppeld aan publieke uitspraken van Frédéric De Gucht over een begrotingsevenwicht in 2028 in combinatie met belastingverlagingen. Het parlementslid betwijfelt de haalbaarheid van dit scenario en stelt dat dit zou neerkomen op onrealistische besparingen die ten koste zouden gaan van dienstverlening en werkgelegenheid.

Met betrekking tot de voorlopige kredieten stelt het parlementslid dat de ontvangsten lager liggen dan in de initiële begroting en dat zonder bijkomende maatregelen het tekort tot 1,4 miljard euro kan oplopen. Volgens de spreker wordt dit verhuld door bewarende maatregelen en onderbenuttingen. Het Rekenhof heeft er bovendien op gewezen dat de voorlopige kredieten politieke keuzes bevatten die een regering in lopende zaken niet zou mogen nemen.

Een belangrijk punt van kritiek betreft de Renolutionpremies. Hoewel het parlement in 2024 had beslist dat iedereen met een goedgekeurd dossier recht had op uitbetaling, zijn de kredieten voor 2025 ontoereikend. Het budget van 19,3 miljoen euro was al in mei uitgeput. Sindsdien worden wel premies toegekend, maar niet meer uitbetaald, waardoor 1.700 Brusselaars in onzekerheid verkeren. Het parlementslid verwijst naar mediaberichten die de impact voor

médias, qui mettent en évidence les répercussions de cette situation pour les personnes touchées, et qualifie le non-respect de cette promesse d'abus de confiance et de mauvaise gouvernance. Selon lui, le gouvernement aurait dû ajuster les budgets afin de respecter les engagements pris.

En conclusion, l'orateur déclare que son groupe n'a pas confiance dans le projet de crédits provisoires à l'examen. Le déficit peut grimper à 1,6 milliard d'euros, alors que la proposition contient des choix politiques et prive les citoyens des primes promises. Selon lui, Bruxelles a besoin d'un vrai budget assorti d'une trajectoire réaliste vers l'équilibre. Le cd&v est prêt à y collaborer, et le groupe appelle le ministre à prendre ses responsabilités et à participer à l'élaboration du budget 2026.

Le ministre fournira aux parlementaires, d'ici à la séance plénière, des précisions sur les provisions budgétaires et, en particulier, sur celles prévues pour la SLRB (*annexe 1*).

Il apprécie l'accueil positif réservés par certains parlementaires à l'annonce relative à la transmission, au début de chaque mois, du niveau de consommation de ces provisions. Savoir quels montants seront compensés en cas d'utilisation des provisions est objet de débats entre les membres du gouvernement.

Une prolongation d'un an du contrat de caissier est en cours de négociation avec Belfius. Il n'y aurait, selon ses informations, aucune volonté de la part de la banque de mettre un terme à ce contrat. L'utilisation de lignes de crédit fait en revanche l'objet de discussions, mais il s'agit d'un autre sujet.

La dégradation de la note financière de la Région n'a, pour l'instant, guère eu de conséquences sur les taux auxquels elle peut emprunter, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas s'en préoccuper. La notation actuelle est au niveau le plus bas du segment. Il est aujourd'hui impératif de ne pas tomber dans la catégorie B.

Pour les questions plus précises qui concernent la SLRB, Hydria ou Paradigm, l'orateur invite les commissaires à s'adresser à ses collègues du gouvernement. Il n'est pas en mesure de répondre à toutes les questions de fond.

Enfin, concernant la confection d'un budget pluriannuel, le ministre estime que les crédits provisoires sont peu propices à de longs débats politiques sur le sujet.

de betrokkenen in de verf zet en noemt het niet nakomen van deze belofte een grove schending van vertrouwen en slecht bestuur. Volgens hem had de regering de budgetten moeten herschikken om gemaakte engagementen na te komen.

Tot besluit stelt de spreker dat zijn fractie geen vertrouwen heeft in het voorliggende ontwerp van voorlopige kredieten. Het tekort kan oplopen tot 1,6 miljard euro, terwijl het voorstel tegelijk politieke keuzes bevat en burgers hun beloofde premies worden ontzegd. Brussel heeft volgens hem nood aan een echte begroting met een realistisch traject naar evenwicht. Vanuit cd&v is men bereid daaraan mee te werken en roept de fractie de minister op om verantwoordelijkheid te nemen en te participeren aan de begrotingsopmaak voor 2026.

De minister zal de parlementsleden voor de volgende plenaire vergadering nadere details bezorgen over de begrotingsprovisies, en in het bijzonder die voor de BGHM (*bijlage 1*).

Hij stelt het op prijs dat sommige parlementsleden hun waardering hebben uitgesproken voor het feit dat ze bij het begin van elke maand een overzicht van het verbruik van de provisies zullen ontvangen. Welke bedragen er bij aanwending van de provisies worden gecompenseerd, wordt uitgemaakt tijdens besprekingen met de regeringsleden.

Momenteel wordt met Belfius onderhandeld over een verlenging van het kassierscontract met één jaar. Voor zover de minister weet, is de bank niet van plan om die overeenkomst te beëindigen. Er is echter discussie over het gebruik van kredietlijnen, maar dat is een andere zaak.

De ratingverlaging van het gewest heeft tot nu toe weinig gevolgen gehad voor de interestvoeten waartegen het gewest leent. Dat betekent echter niet dat we ons daar geen zorgen over hoeven te maken. We bevinden ons momenteel in het laagste segment van categorie A. Het is essentieel om niet af te dalen naar categorie B.

Hij verzoekt de commissieleden om zich met hun specifieke vragen over de BGHM, Hydria of Paradigm te wenden tot zijn collega's in de regering. Hij is niet in staat om alle inhoudelijke vragen te beantwoorden.

Wat de oproep om werk te maken van een meerjarenbegroting betreft, vindt hij het weinig zinvol om daaraan in het kader van de voorlopige kredieten een lang politiek debat te wijden.

V. Discussion des articles et votes

Article 1^{er}

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1^{er} est adopté par 14 voix et 1 abstention.

Articles 2 à 9

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 2 à 9 sont adoptés par 13 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 10

Le président rappelle que le gouvernement a déjà présenté son amendement n° 2.

Votes

L'amendement n°2 est adopté par 5 voix et 10 abstentions.

L'article 10, tel qu'amendé, est adopté par 5 voix contre 1 et 9 abstentions.

Article 11

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 11 est adopté par 6 voix contre 1 et 8 abstentions.

Articles 12 à 16

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 12 à 16 sont adoptés par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

Articles 17

Cet article ne suscite aucun commentaire.

V. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikel 1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1 wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

Artikelen 2 tot 9

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 2 tot 9 worden aangenomen met 13 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 10

De voorzitter geeft aan dat de regering amendement nr. 2 al heeft voorgesteld.

Stemming

Amendement nr. 2 wordt aangenomen met 5 stemmen bij 10 onthoudingen.

Artikel 10, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 5 stemmen tegen 1, bij 9 onthoudingen.

Artikel 11

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 11 wordt aangenomen met 6 stemmen tegen 1, bij 8 onthoudingen.

Artikelen 12 tot 16

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 10 tot 16 worden aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

Artikel 17

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Vote

L'article 17 est adopté par 11 voix contre 1 et 3 abstentions.

Articles 18 à 22

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 18 à 22 sont adoptés par 6 voix contre 2 et 7 abstentions.

Articles 23 à 56

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 23 à 56 sont adoptés par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

Article 57

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 57 est adopté par 6 voix contre 1 et 8 abstentions.

Article 58

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 58 est adopté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

Article 59

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 59 est adopté par 6 voix contre 1 et 8 abstentions.

Articles 60 à 65

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Votes

Les articles 60 à 65 sont adoptés par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

Stemming

Artikel 17 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 3 onthoudingen.

Artikelen 18 tot 22

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 18 tot 22 worden aangenomen met 6 stemmen tegen 2, bij 7 onthoudingen.

Artikelen 23 tot 56

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 23 tot 56 worden aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

Artikel 57

Dit artikel lukt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 57 wordt aangenomen met 6 stemmen tegen 1, bij 8 onthoudingen.

Artikel 58

Dit artikel lukt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 58 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

Artikel 59

Dit artikel lukt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 59 wordt aangenomen met 6 stemmen tegen 1, bij 8 onthoudingen.

Artikelen 60 tot 65

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 60 tot 65 worden aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

Article 66

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 66 est adopté par 6 voix contre 1 et 9 abstentions.

Article 67

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 67 est adopté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

Article 68 à 71

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 68 à 71 sont adoptés par 6 voix contre 1 et 8 abstentions.

Articles 72 à 74

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 72 à 74 sont adoptés par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

Amendement n° 1
(*article 74/1 nouveau*)

Le président rappelle que cet amendement a déjà été présenté par le gouvernement.

Vote

L'amendement n° 1 est adopté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

Christophe De Beukelaer précise qu'il est favorable à l'introduction du nouvel article 74/1 mais que pour autant, il souhaite voter contre l'article 74 tel que modifié.

Le président explique que l'amendement introduit un nouvel article et ne modifie pas un article existant.

Artikel 66

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 66 wordt aangenomen met 6 stemmen tegen 1, bij 9 onthoudingen.

Artikel 67

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 67 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

Artikelen 68 tot 71

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 68 tot 71 worden aangenomen met 6 stemmen tegen 1, bij 8 onthoudingen.

Artikelen 72 tot 74

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 72 tot 74 worden aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

Amendement nr. 1
(*nieuw artikel 74/1*)

De voorzitter wijst erop dat dit amendement al door de regering werd voorgesteld.

Stemming

Amendement nr. 1 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

Christophe De Beukelaer geeft aan dat hij voorstander is van de invoering van het nieuwe artikel 74/1, maar dat hij niettemin tegen artikel 74 in zijn gewijzigde vorm wil stemmen.

De voorzitter legt hem uit dat het amendement een nieuw artikel invoert en geen wijziging van een bestaand artikel inhoudt.

Christophe De Beukelaer demande à modifier son vote sur l'article 74.

Le président répond qu'il ne peut pas revenir sur le vote. Néanmoins, il sera acté dans le rapport que le vote de Christophe De Beukelaer sur l'article 74 était négatif.

Articles 75 à 94

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 75 à 94 sont adoptés par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

Articles 95 à 100

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 95 à 100 sont adoptés par 6 voix contre 1 et 8 abstentions.

Articles 101 à 106

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les article 101 à 106 sont adoptés par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

VI. Vote sur l'ensemble du projet d'ordonnance de finances

L'ensemble du projet d'ordonnance de finances, tel qu'amendé, est adopté par 6 voix contre 1 et 8 abstentions.

Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.

La rapporteuse
dent

Zakia KHATTABI

Le prési-
dent

Ahmed LAAOUEJ

Christophe De Beukelaer vraagt om zijn stem over artikel 74 te wijzigen.

De voorzitter geeft aan dat hij niet op de stemming kan terugkomen. Niettemin zal in het verslag worden vermeld dat Christophe De Beukelaer tegen artikel 74 heeft gestemd.

Artikelen 75 tot 94

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 75 tot 94 worden aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

Artikelen 95 tot 100

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 95 tot 100 worden aangenomen met 6 stemmen tegen 1, bij 8 onthoudingen.

Artikelen 101 tot 106

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 101 tot 106 worden aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

VI. Stemming over het geheel van het ontwerp van financieordonnantie

Het geheel van het ontwerp van financieordonnantie, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 6 stemmen tegen 1, bij 8 onthoudingen.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.

De rapporteur

Zakia KHATTABI

De voorzitter

Ahmed LAAOUEJ

VIII. Annexe**Annexe 1
Détail des provisions****Provision SPRB et OAA 1**

La commission de 136 millions d'euros a été fixée sur la base de la sous-utilisation en 2024, calculée comme la différence entre le budget 2024 et l'exécution effective du SPRB et des OAA de catégorie 1. Quatre types de dépenses ont été pris en compte: les frais de fonctionnement, les investissements, les subventions de fonctionnement et les subventions d'investissement.

Ces mesures conservatoires de 136 millions d'euros se répartissent comme suit:

62,8 millions d'euros pour les dépenses de fonctionnement, 25,9 millions d'euros pour les investissements, 31,4 millions d'euros pour les subventions de fonctionnement et 16,1 millions d'euros pour les subventions d'investissement.

Détail du SPRB + OAA 1

FRBRTC - BGHGT	1.000.000
Perspective	4.200.000
BE - BL	18.000.000
safe.brussels	11.200.000
Paradigmsafe.brussels	5.800.000
Siamu - DBDMH	10.9000.000
Bruxelles-Propreté - Net Brussel	12.600.000
Innoviris	1.250.000
BEE	11.900.000

VIII. Bijlage**Bijlage 1
Detail van de provisies****Provisie GOB en ABI's 1**

De provisie van 136 miljoen euro is vastgesteld op basis van de onderbenutting in 2024, berekend als het verschil tussen de begroting 2024 en de effectieve uitvoering van de GOB en de ABI's van categorie 1. Daarbij werd rekening gehouden met vier types van uitgaven: werkingskosten, investeringen, werkingssubsidies en investeringsubsidies.

Die bewarende maatregelen van 136 miljoen euro worden als volgt opgedeeld:

62.8 miljoen euro voor de werkingsuitgaven, 25.9 miljoen euro voor de investeringen, 31.4 miljoen euro voor de werkingssubsidies en 16.1 miljoen euro voor de investeringsubsidies.

Detail van de GOB + ABI 1

BL - BH	5.900.000
Energie	1.200.000
BIT	9.100.000
BM	9.000.000
BPL - BPB	6.300.000
talent.brussels	2.800.000
urban.brussels	7.600.000
Facilities	6.550.000
HR	22.000
Synergie	1.200.000
BFB	2.300.000
BF	7.300.000

Provision SLRB

Le montant de la provision SLRB: 164 millions d'euros se compose comme suit:

1. Coûts de construction = 40,7 millions d'euros + 1,25 million d'euros
 - Dépassement de 40,7 millions d'euros
 - 1,25 million d'euros d'encours pour les coûts des pavillons pour l'Ukraine
2. Subventions – Plan régional de logement et Alliance Habitat = +80,4 millions d'euros
 - Nécessaire pour le transfert des bâtiments à la SISP.
3. Subventions – Allocation régionale de solidarité = +14,7 millions d'euros.
 - Dépassement du budget initial 2024 + deuxième tranche 2024 encore à payer
 - Obligation légale pour le SISP (couverture des déficits sociaux).
4. Subsidies – enfants à charge = +14,258 millions d'euros
 - Dépassement du budget initial 2024 + 880.000 euro (solde de 2024)
 - Compensations pour réductions de loyer (enfants, handicap).
5. Divers: +12 millions d'euros
 - Subventions – Beliris
 - Rénovation du patrimoine SISP
 - Liquidations supplémentaires pour des projets (Condor, Trois Tilleuls)
 - Etc.

Provisie BGHM

Het bedrag van de provisie BGHM: 164 miljoen euro is als volgt samengesteld

1. Bouwkosten = 40,7 miljoen euro + 1,25 miljoen euro
 - Overschrijding van 40,7 miljoen euro
 - 1,25 miljoen euro uitstaand bedrag voor de kosten van de paviljoenen voor Oekraïne
2. Subsidies – Gewestelijk Huisvestingsplan & Alliantie wonen = +80,4 miljoen euro
 - Nodig voor overdracht van gebouwen aan de OVM.
3. Subsidies – Gewestelijke solidariteitstoelage = +14,7 miljoen euro.
 - overschrijding INI2024 + 2e schijf 2024 nog te betalen
 - Wettelijke verplichting voor de OVM (dekking van sociale tekorten).
4. Subsidies – kinderen ten laste = +14,258 miljoen euro.
 - Overschrijding INI2024 + 880.000 euro (saldo van 2024)
 - Compensaties voor huurverminderingen (kinderen, handicap).
5. Varia: +12 miljoen euro
 - Subsidies - Beliris
 - Renovatie patrimonium OVM
 - FRBRTC
 - BGHGT

Provision STIB

La clause de provision de 14 millions d'euros pour la STIB est une conséquence directe des mesures conservatoires prises en raison de la sous-utilisation, qui ont entraîné une restriction budgétaire totale de 53 millions d'euros. Dans le cadre de ce budget total réduit, le montant disponible pour les subventions d'investissement 2025 s'est avéré insuffisant. Afin de combler ce déficit, une provision de 14 millions d'euros a été inscrite au budget.

Si ma réponse ne vous semble pas suffisamment claire, je ne peux que vous renvoyer vers le ministre / secrétaire d'État compétent pour obtenir des explications plus détaillées.

Provisie MIVB

Het provisiebeding van 14 miljoen euro voor de MIVB is een direct gevolg van de bewarende maatregelen vanwege de onderbenutting, die een totale budgettaire beperking van 53 miljoen euro met zich meebrachten. Binnen dit verlaagde totale budget bleek het voor de investeringssubsidies beschikbare bedrag 2025 ontoereikend. Om dit tekort op te vangen, is voor een bedrag van 14 miljoen euro een provisie op de begroting aangehouden.

Mocht het door mij verstrekte antwoord onvoldoende duidelijkheid bieden, dan rest mij u te verwijzen naar de bevoegde minister / staatssecretaris voor een meer gedetailleerde toelichting.